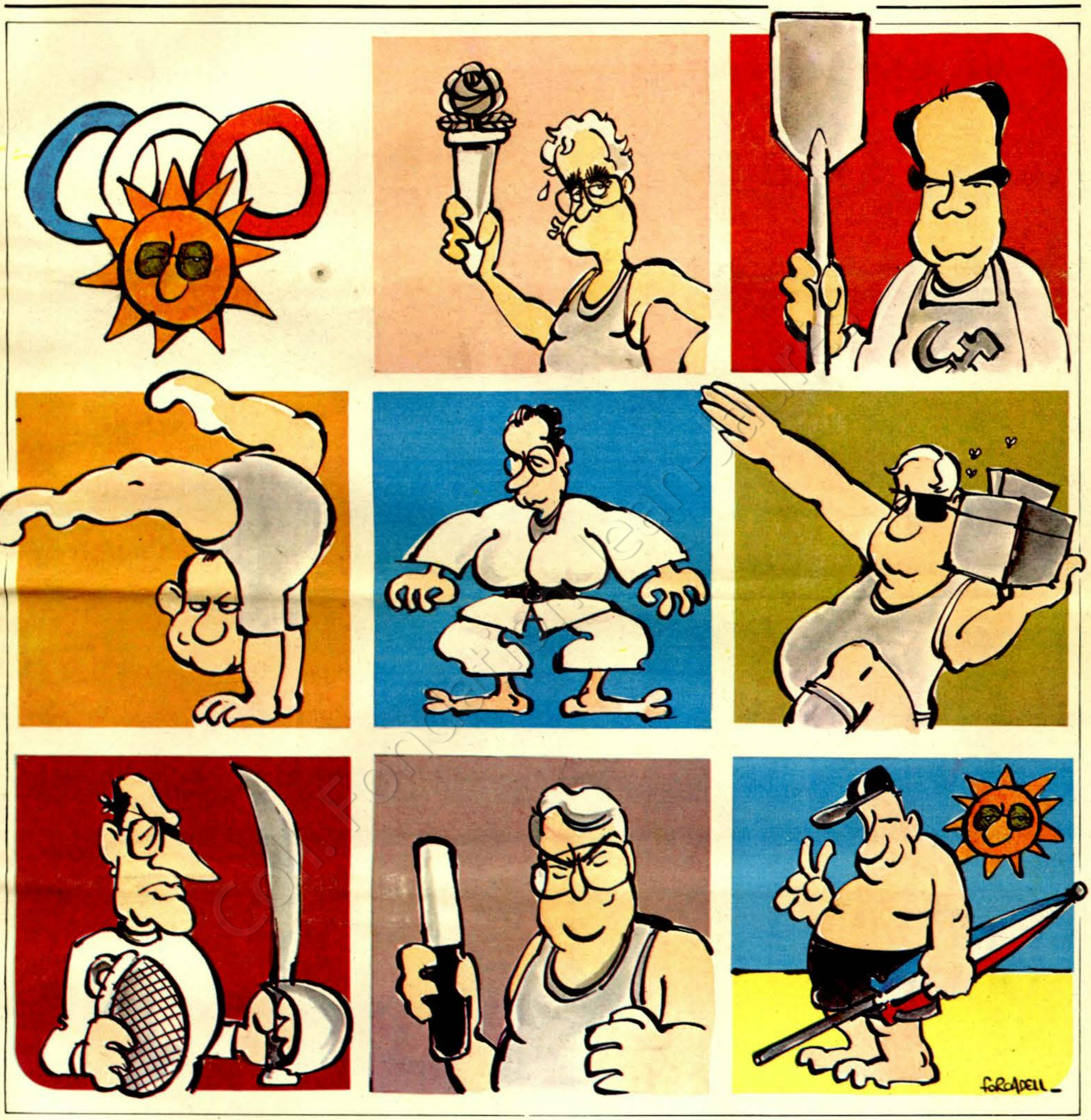
l'unité

M 2805 - N° 567 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 13 juillet 1984



DROITE: LE BATEAU IVRE

Malgré ses cris de victoire la droite U d.f. et R.p.r. se remet mal des élections européennes et de son orgie du 24 juin

(page 2)

EDWIGE AVICE: "LE SPORT DE MASSE A BESOIN DES LOCOMOTIVES OLYMPIQUES"

A quelques jours de l'ouverture des jeux Olympiques de Los Angeles, Edwige Avice fait le point sur ses trois années de travail au ministère de la Jeunesse et des Sports. Un bilan très positif

(page 14)

DROITE : LE BATEAU IVRE

Malgré ses cris de victoire, la droite U d.f. et R.p.r. se remet mal des élections européennes et de son orgie du 24 juin. La guerre des chefs recommence de plus belle et chacun se place en sachant que trois c'est deux de trop

PAR CLAUDE ESTIER

Y'en a marre, s'écriait cette semaine dans une chronique le président des « Jeunes giscardiens » (si, si cela existe encore !). Et d'ajouter sans précaution : « Il est temps qu'arrive le temps des vacances. Car l'opposition a besoin de marquer un arrêt si elle veut devenir crédible. Tout se passe comme si l'opposition avait décidé de se suicider. » C'est la même idée qu'exprimait « le Monde » de lundi en soulignant que « le R.p.r. et l'U.d.f. pratiquent désormais le psychodrame permanent ».

Le fait est que si les élections européennes du 17 juin ont posé de sérieux problèmes à la gauche, l'opposition parlementaire ne s'en est pas non plus bien remise. L'union circonstancielle réalisée derrière Simone Veil n'a pas résisté à un résultat plutôt décevant. Les deux formations de l'opposition ont vite repris leur liberté et, avec elle, leurs querelles auxquelles s'ajoute désormais une surenchère quasi quotidienne pour tenter de contrer Le Pen coupable d'être venu troubler le jeu. A l'égard du leader du Front national l'une et l'autre font d'ailleurs preuve d'une stratégie incohérente.

Un jour François Léotard estime possible une alliance avec Le Pen. Quelques jours plus tard, il affirme que le problème ne se pose pas. Jacques Chirac se déclare opposé à toute alliance mais en rajoute sur tous les thèmes de l'extrême droite et d'abord, bien sûr, celui de la sécurité et des immigrés, avec, pour faire bonne mesure, une nouvelle attaque contre Robert Badinter au moment même où l'un de ses lieutenants, Jacques Toubon, suggère dans un livre qu'il soit mis fin à l'incarcération des petits délinquants, ce qui aurait suscité un beau tollé à droite si le garde des Sceaux l'avait proposé !

A l'inverse c'est un autre lieutenant de Chirac, Bernard Pons qui proclame que nous serons dans une « situation révolutionnaire » si l'Assemblée nationale repousse le référendum demandé par le Sénat sur le projet relatif à l'enseignement privé. L'Assemblée repousse comme prévu, sans que les députés R.p.r., Michel Debré mis à part, se soient beaucoup battus, plusieurs d'entre eux ayant même admis en commission que la constitutionnalité de la proposition sénatoriale, manigancée pourtant par le R.p.r. Pasqua, était plus que douteuse.

Agitation fébrile en guise de stratégie

Ce ne sont là que quelques-unes des incohérences de ces derniers jours, qui viennent s'ajouter à une liste déjà longue. Le président des jeunes giscardiens a raison : à continuer ainsi, l'opposition risque de perdre beaucoup de sa crédibilité. C'est aussi l'avis de Bernard Stasi qui, lundi soir, sur les ondes de France-Inter, s'est nettement désolidarisé et des propos de Chirac et de l'attitude de ceux qui, à l'Assemblée ou au Sénat, ont choisi l'obstruction systématique.

Or, même si la période des vacances vient un peu calmer le jeu, tout indique que l'opposition n'est pas prête à renoncer à cette agitation fébrile qui lui sert de stratégie. Faute d'avoir un véritable projet à présenter aux Français, elle a, jusqu'ici surtout, cherché à « faire des coups », les uns réussis comme la manifestation du 24 juin, les autres dérisoires comme l'initiative sénatoriale.



La concurrence exercée par Le Pen, au sein de l'électorat R.p.r. en particulier, et les rebondissements de la « guerre des chefs », qui ne peuvent que se multiplier à l'approche des échéances décisives, ont toute chance d'accentuer cette tendance, ce qui justifie pleinement les fermes propos tenus en Auvergne par François Mitterrand refusant de se laisser impressionner « par les invectives et les obstructions. »

Ce périple auvergnat a précisément permis de mesurer à nouveau la fragilité de l'un des trois « chefs » en question. Valéry Giscard d'Estaing avait beaucoup fait pour que les journalistes qui suivaient le cortège présidentiel retiennent l'importance de la poignée de mains de Chamalières. Celle-ci a valu à l'ancien président de la République quelques images à la télévision et des photos dans les journaux. On peut douter que cela suffise à redorer son blason de plus en plus terni, même aux yeux de ses propres amis de l'U.d.f. Giscard n'a pu, en effet, s'empêcher de ponctuer son entretien avec François Mitterrand d'une déclaration qui se voulait solennelle, mais qui a rendu ses auditeurs perplexes : les Français, selon lui, « n'ont jamais été aussi troublés et désunis depuis quinze ans ». Pourquoi quinze ans ? Si l'on fait le compte, cela ramène à 1969, année où le général de Gaulle quitta le pouvoir après un échec électoral dont Giscard n'était pas tout à fait innocent. Rappeler cette date n'était certainement pas le meilleur moyen de retrouver grâce aux yeux des gaullistes et plusieurs d'entre eux n'ont pas tardé à réagir. En quelque sorte, un parricide qui ne peut s'empêcher de récidiver !

Curieux parcours, en vérité, que celui suivi par Giscard d'Estaing depuis sa défaite du

P.S.U. : LE DEBAT NOUVEAU EST ARRIVE



Révision du comité central du P.s.u., on reconnaît Huguette Bouchardeau au premier rang.

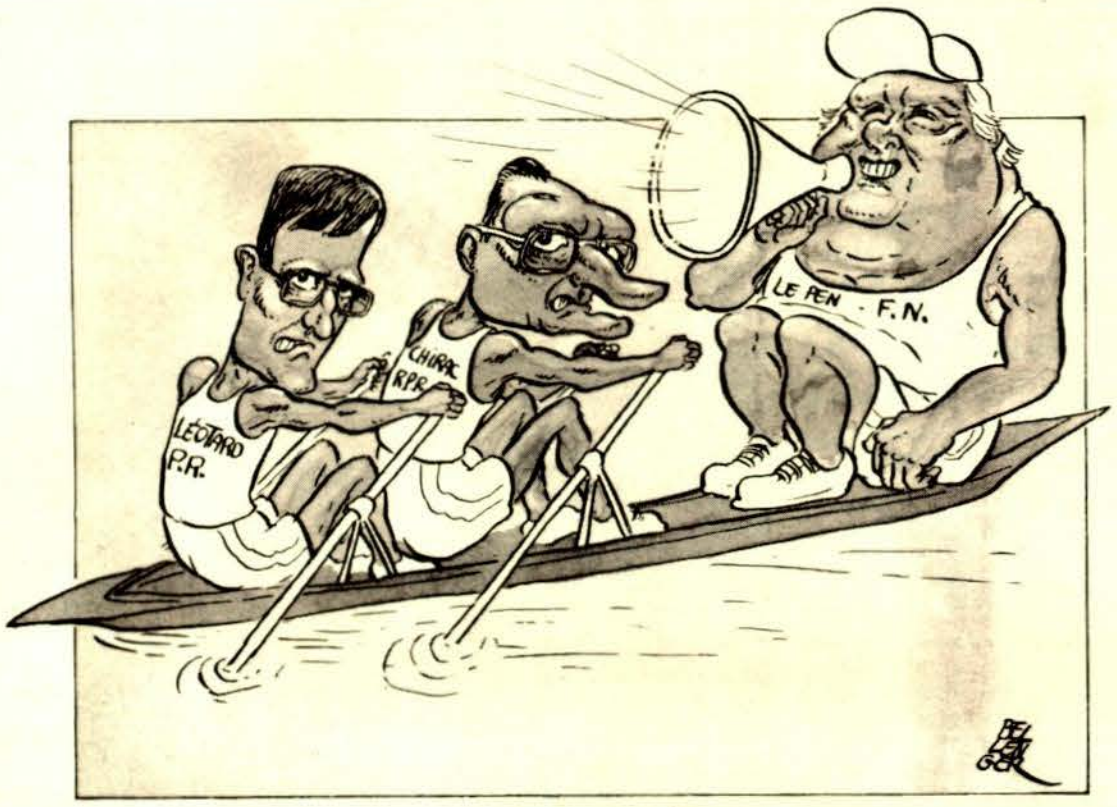
Sygma

Depuis toujours, on a cultivé le débat au sein du "grand frère des petits" et du "petit frère des grands" mais cette fois-ci c'est une question de vie ou de mort

PAR DENIS DANGAIX

« ARRÊTONS-NOUS et réfléchissons ensemble. » Tel pourrait-être l'esprit de la décision prise par le secrétariat national du Parti socialiste unifié (P.S.U.) au lendemain des élections européennes. Le P.S.U. est en crise. Voici une nouvelle qui ne surprendra personne.

Crise structurelle, bien sûr ; un pôle attractif vieux de vingt-trois ans qui est incapable, et ce depuis une bonne dizaine d'années, de maîtriser l'hémorragie interne du nombre de ses effectifs. Crise politique, ensuite. Le « petit frère des grands » peut-il avoir la même attitude que le « grand frère des petits » ? Crise de confiance enfin ; le P.S.U. est en proie au doute. 0,72 % au dernier scrutin national. Un vote spécifique, certes, mais qui précise la lente



10 mai 1981. Il n'aura su décidément ni se taire ni parler. C'est de la façon la plus désordonnée qu'il est intervenu depuis trois ans sur la scène politique, se faisant un jour le porte-parole des « déçus du socialisme », aspirant un autre jour à exprimer les sentiments de « deux Français sur trois ». Le paradoxe est, qu'au moment où dans une élection « intermédiaire », dont certains leaders de l'opposition tirent des conclusions abusives, la majorité au pouvoir ne recueille qu'un peu plus d'un tiers des suffrages exprimés, ce n'est pas en Giscard que se reconnaissent les deux autres tiers : deux sondages parus à la fin de la semaine dernière lui donnent respectivement 33 % (Sofres) et 38 % (Ifop) d'indice de popularité contre 43 et 47 à Raymond Barre, 44 et 39 à Jacques Chirac.

Les prudences de Barre

Le fait nouveau, précisément mis en lumière par ces « baromètres », est que Jacques Chirac n'occupe plus seul — si l'on met à part Simone Veil qui connaît d'ailleurs, selon la Sofres, une grosse chute par rapport au mois précédent — la première place parmi les personnalités de la droite. Il est maintenant rattrapé et même dépassé par Raymond Barre qui, parti de très bas, a connu depuis deux ans une remontée constante qui constitue en elle-même un phénomène politique intéressant. D'autant plus que ce n'est plus un technicien de l'économie que les Français voient en lui mais bien un leader politique susceptible d'occuper un jour les plus hautes fonctions de l'Etat. Un leader qui s'efforce, sans toujours l'éviter, de se tenir à l'écart de ce qui lui apparaît comme de la polémique politicienne.

Sa quasi-non-participation à la campagne de la liste de Simone Veil, alors que dans le même temps, il faisait pour son propre compte des conférences sur l'Europe, a été à cet égard un chef-d'œuvre. Soucieux d'apparaître comme un « modéré », au sens ancien du terme, Raymond Barre ne dédaigne pas de frapper tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre : à quelques jours de distance, il décerne un satisfecit au président de la République pour la façon dont il a exercé la présidence française de la Communauté européenne — on retiendra son « fair-play » — puis il se livre à une violente diatribe contre lui — on ne pourra pas dire qu'il est moins combatif que les autres !

Empoignades et coups fourrés

De même, l'ancien Premier ministre a eu l'habileté de ne pas s'engager dans cette querelle de la légitimité du pouvoir actuel où giscardiens et chiraquiens s'emmêlent les pieds, allant jusqu'à rappeler opportunément que les institutions de la Ve République sont faites pour « préserver le pouvoir en place des fluctuations de l'opinion publique ». En participant à la manifestation du 24 juin, mais sans s'être mis en flèche comme Chirac dans le débat sur l'enseignement privé, en se gardant de se confondre avec les giscardiens qui réclament la dissolution, en ne donnant pas le sentiment de courir après Le Pen — qu'il a été pourtant le seul à rencontrer en tête-à-tête — en poursuivant son propre itinéraire de conférences et de réunions publiques, Raymond Barre se forge peu à peu l'image d'un homme sûr de lui mais sachant prendre son temps.

Du coup, les ralliements se multiplient : l'U.d.f. d'abord, où les anciens ministres Jean-Pierre Soisson, aujourd'hui menacé de sanctions par Léotard, et Bernard Stasi, toujours préoccupé de se situer au centre, ne sont pas les seuls à avoir abandonné Giscard pour Barre qui leur paraît un bien meilleur porte-drapeau face à Chirac. Mais aussi au R.p.r. où nombre de jeunes députés, de plus en plus agacés par les foucades incessantes des Labbé, Pons et autres Pasqua, se demandent si la voie choisie par l'ancien Premier ministre n'est pas, en définitive, plus efficace.

Pour l'instant chacun se place plus ou moins discrètement, donne des gages, assure ses marques. Mais la période de vacances passée, les uns et les autres devront choisir leur champion. En sachant que, pour la course finale, celle de 1988, trois c'est deux de trop. D'ici là, la droite aura à mettre en place ses candidats pour les législatives de 1986, ce qui ne manquera pas de donner lieu à d'amères empoignades et à de subtils coups fourrés. On doit le dernier en date à Bernard Stasi affirmant qu'un chef de parti ne peut pas être un bon candidat à l'Elysée et, précisant pour que tout soit clair, qu'en disant cela, il pense bien à Jacques Chirac. En toute amitié oppositionnelle bien sûr et en attendant la suite... ●

érosion du parti autogestionnaire. Il s'était allié pour la circonstance aux Communistes unitaires et démocrates (Fizbin), il pensait qu'en additionnant deux potentiels, il résisterait à l'arithmétique politique. Le score est là : la troisième liste de gauche n'a pas eu les résultats escomptés.

Positif pour la gauche pas pour le P.s.u.

Le P.s.u., tous courants confondus, a décidé de mener son introspection. Une vieille pratique, disons-le tout de suite, au sein de ce parti. Les militants, la sphère associative proche (écolos, féministes, non-violents et pacifistes) entament leur examen de conscience. Cette décision est d'autant plus courageuse qu'elle peut mettre en péril la structure du P.S.U. Depuis dix ans (soutien au candidat unique de la gauche en 1974, choix pris contre une candidature dite « d'image »), le P.s.u. ne sait plus quoi imaginer. Il fut présent dans toutes les luttes dites du « mouvement social ». Chaud partisan de l'union de la gauche, sa pratique du balayage tout terrain lui a fait perdre une partie de sa crédibilité politique. Aux dernières élections municipales, par exemple, on voyait des membres du P.s.u. sur la liste de gauche, d'autres avec les écologistes, d'autres, enfin soit seuls, soit alliés avec l'extrême gauche. Un judo politique, au demeurant sympathique, mais qui nécessite, tout de même, une certaine gymnastique.

Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat à l'Environnement et à la Qualité de la vie, avait réalisé en 1981, 1,1 % des voix. Un résultat que chacun appréciait comme décevant. Madame la ministre a la cote au sein des milieux de protection de la nature. Mais voilà : son travail est positif pour la gauche mais pas pour son parti.

La marge de la famille de gauche existe en France, c'est indéniable. Le P.S.U. est catalyseur de cette marge. Et autant que puissent le dire certains spécialistes du Landerneau, cette marginalité est nécessaire pour la victoire de la gauche. Alors de là à imaginer la création d'une structure semblable au Partito radicale italien (on n'adhère pas à une idéologie mais à des campagnes), il n'y a qu'un pas que quelques militants du P.s.u. pourraient franchir. Le débat est lancé : réponses et conclusions au cours du congrès extraordinaire du P.s.u., en décembre prochain.

CHIRAC OU L'IGNORANCE DELIBEREE

PAR PAUL LEDUC

« RIEN ne se passe, a déclaré Jacques Chirac, le 6 juillet, ni pour la prévention ni pour la répression (...) qui soit de nature à m'apporter la moindre satisfaction dans le domaine de la sécurité. » Et de désigner comme responsable le garde des Sceaux et sa conception quant à l'action à mener contre la délinquance et la criminalité. « Avoir nommé un avocat garde des Sceaux est, selon Chirac, une erreur fondamentale. Ce n'est pas une critique de l'homme, c'est le principe qui est condamnable. »

Ce sont surtout la mauvaise foi et l'ignorance délibérées du propos qui choquent. Sous la IIIe République, on a compté pas moins de cinquante-deux avocats sur soixante-onze ministres de la justice (soit 73 %). Et sur les douze gardes des Sceaux de la IVe République, sept étaient avocats (soit 58 %). De même n'y a-t-il pas moins de sept avocats parmi les dix ministres de la Justice de la Communauté européenne. C'est dire que, de tout temps et en tout lieu, on a considéré qu'un avocat était sans doute plus désigné pour diriger le ministère de la Justice qu'un banquier ou un militaire, par exemple. Mais, c'est vrai, on trouve aussi pas mal de professeurs de droit parmi les anciens gardes des Sceaux. Une qualité que revendique à juste titre Robert Badinter qui compte parmi les plus éminents juristes qui aient enseigné dans nos facultés de droit.

Par ailleurs, si Chirac est aveugle au point de ne rien remarquer dans les domaines de la prévention et de la répression, qu'il se renseigne, y compris auprès de ses amis politiques, sur l'action menée par le Conseil national de prévention animé par Gilbert Bonnemaison et pas mal d'élus de droite. Qu'il s'informe sur le succès spectaculaire des opérations anti-été chaud menées depuis deux ans. Qu'il prenne connaissance de ce qui est en cours sur ce plan pour l'été 1984. Qu'il lise le livre de son proche collaborateur Jacques Toubon sur les risques que représente l'incarcération des petits délinquants primaires. Qu'il réclame les chiffres sur les peines de substitution auxquelles s'intéressent de près des villes de droite comme de gauche. Qu'il consulte les statistiques de l'Intérieur et de la Justice sur les immigrés clandestins refoulés à leur arrivée en France ou renvoyés dans leur pays à la suite de délits. Qu'il visite les prisons bondées et trop souvent insalubres où s'entassent des prévenus et des condamnés très remontés contre une justice plus sévère que jamais. On pourrait poursuivre mais à quoi bon !

Tout cela, Chirac n'en a cure. Il préfère « matraquer » sur la politique criminelle conduite par Badinter comme s'il plagiait Molière et remplaçait la célèbre réplique « Le poumon, vous dis-je » par « Badinter, vous dis-je ! »



LES RAISONS DU COEUR

Dire qu'il aura fallu qu'elles brandissent la menace de débarquer en Algérie pour qu'on prenne enfin en considération le drame de ces mères dont les enfants ont été "déplacés" par leurs pères algériens

PAR MARTINE DUCOUSSET

ELLES ne sont pas parties. Cœur lourd et boule dans la gorge. Elles, ce sont les vingt-six mères de famille prêtes à embarquer sur le car-ferry « Liberté » dans l'espoir de revoir leurs enfants retenus en Algérie. Ces enfants qu'on appelle pudiquement « déplacés » pour éviter de dire « kidnappés ». Ces enfants de la séparation, privés de celles qui les ont mis au monde. Elles ne sont pas parties, mais n'ont, quand même, pas tout perdu. Si les organisatrices de l'opération « Un bateau pour Alger », montée par l'Association de défense des enfants enlevés (1) et la Ligue du droit des femmes, ont décidé, au dernier moment, d'annuler le voyage, c'est qu'il y avait du nouveau : la probable, et prochaine, ouverture de négociations avec les autorités algériennes.

Enfin ! Et dire qu'il aura fallu ce coup de force de vingt-six mères en détresse pour que les pouvoirs publics français, et notamment le Quai d'Orsay, s'occupent sérieusement de la question ! Car, pas de doute, un pas en avant vient d'être franchi : Alger a accepté de recevoir, dans quinze jours, une délégation de cinq personnes — mères et représentants d'association — selon, indique le communiqué officiel, « des modalités qui restent à définir ». Rien de bien précis encore, mais les mères ont eu le sentiment d'avoir marqué un point dans la lutte qu'elles mènent depuis des années et des années pour retrouver leurs enfants. Retrouver Samy, Mehoi ou Salim dont elles ont perdu la trace depuis que le père les a récupérés illégalement.

C'est tout le drame des mariage mixtes — vingt mille contractés chaque année en France d'après l'I.n.e.d. — quand ceux-ci se défont (2). L'enfant devient enjeu, otage. Selon l'Association de défense des enfants enlevés, un enfant kidnappé sur deux se trouve en Algérie — douze mille cas environ pour ce seul pays —, et trois sur quatre dans des pays du Maghreb (18 % en Tunisie et 12 % au Maroc). Toujours selon l'association, ce sont plus de mille enfants issus de mariages mixtes qui disparaissent ainsi, chaque année, avec leurs pères.

Dans la majorité des cas, la mère a la loi française pour elle. Après un divorce ou une séparation, le juge lui confie plus volontiers la garde de l'enfant, et accorde au père un droit de visite et d'hébergement. Malheureusement, certains hommes se moquent de la loi française. Un jour, ils profitent de leur droit de visite pour enlever le ou les enfants dont ils s'estiment propriétaires.

Une histoire parmi d'autres. Française, cette jeune femme épouse en juillet 1971 un Algérien qui obtient en mai 1973 la nationalité française. Samy naît en mai 1974. Trois ans plus tard, le père disparaît avec son fils. La mère apprend bientôt qu'ils sont tous deux à Alger, hébergés par la belle-famille. Le père demande et obtient le divorce en sa faveur en Algérie. La mère, pour sa part, demande et obtient le divorce en sa faveur en France, avec garde de l'enfant et pension alimentaire. Le père, qui fait appel, est débouté. Mais Samy, Français, de père et de mère français, vit toujours en Algérie sous la garde de sa grand-mère. Le père, lui, travaille... à Paris.

Aberrant. Les mères s'épuisent en longues et vaines procédures, sans même toujours obtenir le droit de voir pendant quelques heures leurs enfants. Certaines se décident alors à engager un détective privé, pour qu'il kidnappe à son tour l'enfant enlevé. Certaines officines se sont spécialisées dans la chose et demandent jusqu'à cent mille francs, sans aucune garantie de résultat.

En fait, la seule solution passe par la voie légale. C'est l'objectif prioritaire que s'est fixé l'association, fondée voici trois ans par Gabrielle Bertrand. Et c'est aussi dans ce sens que travaillent le ministère des Relations extérieures, le ministère de la Justice et le ministère des Droits de la femme, surtout ce dernier où Yvette Roudy se dépense sans compter. La France a déjà signé avec trois pays islamiques — Maroc, Tunisie, Egypte — une convention judiciaire garantissant les droits de garde et de visite. Reste à obtenir le même type d'accord avec l'Algérie, jusqu'à présent très réticente. La rencontre prévue fin juillet entre la délégation française et les responsables algériens est le premier signe d'une réelle volonté de négocier.

Même avortée, l'opération « Un bateau pour Alger » n'aura peut-être pas été complètement ratée. ●



Conférence de presse de l'Association de défense des enfants enlevés et de la Ligue du droit des femmes.

(1) 4, avenue du Moulin-de-Madame, B.P. 405. Privas 07000. Tél. : (75) 64.32.96.
(2) Voir « l'Unité » n° 541.

CHÔMAGE : "ENCA" DE MALHEUR !

La proposition du C.n.p.f. pour réduire le chômage – par le recours massif à l'emploi précaire (Enca) – peut se traduire par une question : est-il vraiment neuf de remplacer les marginaux du chômage par les marginaux de l'emploi ?

PAR CLAUDE JADOUL

RAPPELEZ-VOUS : il y a quelques mois Ivon Gattaz, président du C.n.p.f., faisait la moue sur le traitement particulier réservé aux salariés et aux entreprises des « pôles de conversion ». Le plan de restructuration industrielle du 8 février dernier n'avait pas ses faveurs. Pas de « traitement à part », proclamait le C.n.p.f. Aujourd'hui Gattaz affirme : « Il existe en France des réservoirs de main-d'œuvre. » Pour autant que... gouvernement de gauche et syndicats acceptent son « traitement à part », un traitement maison, bien entendu. Cette fois, en effet, le président du C.n.p.f. fait carrément dans le mirifique. Créer 471 000 emplois — dont 400 000 en un an — qui dit mieux ? Pour faire sérieux, le C.n.p.f. se pare, pour le surplus, des résultats d'une enquête « scientifique » effectuée par la société Pragma.

471 000 emplois, ce n'est pas rien. De quel chapeau, le prestidigitateur Gattaz tire-t-il ce fabuleux lapin ?

Des Enca tout simplement. Les Enca keskeseksa ? Une idée vieille comme le C.n.p.f. : pour embaucher, il faut pouvoir licencier. On connaît l'antienne. Une antienne que M. Gattaz martèle de plus en plus en fort et dont il fait son cheval de bataille depuis son élection à la tête de l'organisation patronale.

Les Enca — « emplois nouveaux à contraintes allégées pour les entreprises » — résulteraient d'un cocktail savant de trois mesures : la suppression de l'autorisation administrative en cas de licenciement économique (367 000 emplois), la suppression de l'effet de « seuil » (83 000 emplois) pour les entreprises de 10 à 50 salariés (l'essentiel du tissu productif français, n.d.l.r.) et, on y vient, l'exonération partielle de charges sociales (21 000 emplois).

La ficelle est un peu grosse, même si le coup de bluff de M. Gattaz est habile sur le terrain du « look » patronal. Le président du C.n.p.f. avance ses pions avec méthode : s'il obtenait satisfaction sur ce terrain, limité, ce serait, bien évidemment, une brèche énorme dans une législation sociale qui trouve son origine en 1945. M. Gattaz aurait beau jeu, ensuite, de poursuivre son avantage... Le raisonnement de M. Gattaz laisse aussi sceptique sur d'autres plans. Naïvement, on pouvait croire, jusqu'ici, que la conjoncture économique restait le principal levier des carnets de commande. Eh bien, pas du tout ! Gattaz l'avoue en effet : « Il y a en effet de très nombreuses entreprises qui refusent des commandes. »

Tiens, tiens, l'esprit d'entreprise serait-il mort ? Et le libéralisme du C.n.p.f. serait-il si sélectif qu'il lui faut, désormais, renoncer à la bataille de l'exportation sous le prétexte de l'embauche ? A moins qu'en parlant de prétexte, celui-ci serve surtout à masquer la carence des imaginations patronales...

« Débauchons, nous ferons le reste », dit, en substance, le président du C.n.p.f., parodiant les morticoles américains. Car enfin : pendant cinq ans M. Barre nous a répété que les « profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain ». Profits, il y en eut. On attend toujours les investissements... Et l'affaire Creusot-Loire prouve qu'à défaut d'investissements les groupes privés s'entendent toujours pour verser des dividences. La preuve ? La capitalisation boursière ne cesse de grimper. 60 % en quelques mois, ce n'est pas mal.

Cette réalité-là est incontournable et les tours de passe-passe de M. Gattaz n'y changeront rien.

Vrai par exemple pour les autorisations de licenciements économiques, accordées dans la plupart des cas. Et le chômage technique, lui non plus, n'est pas fait pour les chiens... Faux de prétendre que la France serait le lieu d'élection de la rigidité de l'emploi. M. Gattaz est-il allé voir ailleurs ? Il y a aussi les « seuils » sociaux.

Mais, dans ce domaine de la représentation des travailleurs et de leur défense dans l'entreprise, M. Gattaz n'aperçoit-il pas que notre pays est dans la moyenne des pays européens ? La manœuvre des Enca est vraiment trop grosse. La proposition du C.n.p.f. — le recours massif à l'emploi précaire — peut se traduire par une bonne question : est-il vraiment neuf de remplacer les marginaux du chômage par de nouveaux marginaux ? ●

LIMOUSIN: L'IRLANDE DE LA FRANCE... MOINS LA PLUIE

Certes il n'y a pas de cocotiers en Limousin mais cent cinquante mille hectares de forêts, trois mille hectares d'étangs, trois mille cinq cents kilomètres de rivières, les haras nationaux et quatre cents gîtes ruraux. Le secrétariat d'Etat au Tourisme voudrait en faire le fer de lance du tourisme vert

PAR STEPHEN GERE

FAUX-LA-MONTAGNE, Creuse. Le secrétaire d'Etat au Tourisme inaugure une grange transformée en gîte rural. Les gendarmes de l'escorte somnolent. La routine. Roland Carraz improvise un speech : « Quand on parle de tourisme, on imagine des cocotiers... » Le gendarme, à côté de moi, l'œil rond, se tourne vers son collègue : « T'as déjà vu des cocotiers, toi, ici ? » Ben non ! Des cocotiers, y'en a pas un seul dans tout le Limousin. Y'a pas non plus de plage de sable fin, ni de coucher de soleil rougeâtre sur la grande bleue pour les amoureux. Pourtant, des départements comme la Creuse — préfecture Guéret ! — doublent leur population pendant l'été. Le tourisme est devenu la seconde activité de la région avec un chiffre d'affaires de 500 millions par an, les deux tiers de ce que fait l'agriculture.

Il y a dix-quinze ans, à part l'agriculture et quelques industries un peu essoufflées autour de Limoges, il n'y avait plus rien dans ce Limousin. Comme partout, on devait y jalouser les régions de tourisme. Hélas, dans la Haute-Vienne, on n'avait pas la mer. Pas d'or bleu. Et puis, un jour, on s'est dit qu'on avait un océan de verdure. Alors on a inventé le tourisme vert.

Pour Roland Carraz, pas de doute, le tourisme est porteur. Il crée des emplois par milliers et, dans le cas du Limousin, apporte un complément d'activité suffisant pour maintenir en place les populations rurales. En plus, il crée des richesses. Enfin, il apporte des devises : 29 milliards d'excédent commercial en 1983. Un beau score pour un ministère dont le budget tourne autour de 240 milions. Un beau carnet de note, aussi, pour un jeune ministre qui finit sa première année dans les premiers de la classe.

Il faut dire que l'élève est doué. S'ils veulent gagner, les socialistes ne doivent rien négliger. Carraz, qui l'a bien compris, est arrivé dans son ministère avec un conception nouvelle de son territoire, mûrement réfléchie.

Une conception un peu productiviste, à la fois populaire et marchande. Populaire, parce qu'il faut que toujours plus de Français en profitent et, notamment, partent en vacances ; marchande, parce que beaucoup plus de Français peuvent en vivre. Son rôle à lui ? Appuyer les choix d'infrastructures qui favoriseront l'éclosion de ces petites entreprises touristiques et réussir la grande modernisation du tourisme.

Une modernisation qui passe déjà par le langage. Le tourisme est une industrie, on y parle produits, promotion. Roland Carraz est convaicu qu'aucune région n'est rétive au tourisme, il suffit d'y trouver le « bon produit ». En Lorraine, le bon produit, ce sera le tourisme industriel, en Limousin le tourisme vert.

« Après tout, qu'est-ce que les Irlandais ont réussi à vendre aux Européens ? De la pluie ! » Dans l'entourage du ministre, on laisse entendre que l'essentiel est affaire de promotion. Et la promotion, on s'en charge. Roland Carraz clame partout : « Le Limousin, c'est un peu l'Irlande de la France... moins la pluie ! » Autre credo ministériel : pour faire un bon produit touristique, il faut de bons hébergements, de bonnes activités et une bonne promotion. Quelles activités promouvoir lorsque l'on dispose de 150 mille hectares de forêts, de trois mille hectares d'étangs et de trois mille cinq cents kilomètres de rivières ? C'est tout simple : d'abord le tourisme équestre, ensuite des activités nautiques, comme la planche à voile, enfin la pêche sportive.

Toutes ces activités touristiques génèrent des emplois. Quelques-uns à temps complet, la plupart résultant d'un cmplément d'activité pour les autochtones. Exemple : encouragés par Nelly Commergnant, célèbre députée socialiste à crinière blonde et présidente du conseil supérieur de l'équitation, une quinzaine de sociétés de tourisme équestre se sont développées dans une région qui doit sa réputation équestre aux haras nationaux et du Club Méditerranée de Pompadour. Une commune de 900 habitants comme Le Lonzac (Haute-Vienne) accueille sur ses 40 chevaux environ 600 amateurs de randonnées équestres estivales. Et ce n'est qu'un début. On diversifie le produit. Tourisme de week-end : si vous n'êtes jamais monté à cheval, on vous initie en deux jours. Tout cela pour 230 F. par journée, à cinq heures de Paris. Le cheval est le « fer de lance » (*sic*) du tourisme limousin.

(suite en page 6)



Le tourisme, secteur créateur d'emplois, vu par Daullé.

Plages polluées : le Calvados en tête du hit-parade

Où faire trempette sans risquer une dermatose ? Où risquer de boire la tasse sans risquer de boire un bouillon de culture ? Depuis 1976, le ministère de la Santé veille sur la qualité des eaux de baignade et, en été, les services des D.d.a.s.s. ne chôment pas. L'an dernier par exemple ils ont pratiqué environ 30 000 prélèvements, tant au bord de la mer (1 757 points surveillés) que dans les lacs, les étangs, les rivières ou les lacs de retenue où s'ébrouent les vacanciers. « L'examen de passage » s'il donne des résultats convenables, montre que tout est perfectible.

Certes, il y a moins de plages manifestement polluées qu'il y a cinq ans, mais la qualité des eaux, dans son ensemble, tend, au moins sur le littoral, à se dégrader, pas au point d'interdire la baignade, mais suffisamment pour que les efforts entrepris soient poursuivies.

En fait, sur l'ensemble des points ayant fait l'objet de plus de dix prélèvements, seuls trente-huit d'entre eux en bord de mer et soixante-cinq en eau douce se sont révélés avoir des eaux de mauvaise qualité. En principe, le maire de la commune est alors tenu de le faire connaître au public et de décider d'un arrêté d'interdiction de baignade dans la zone polluée. Une enquête est lancée pour connaître les causes de la pollution : temporaires, pour des raisons climatiques (orage) ou définitives en raison d'effluents. Beaucoup de communes ont fait cependant des efforts pour épurer leurs eaux usées avant de les rejeter à la mer. Ces efforts portent leurs fruits, puisque sur les 1 717 points de surveillance des eaux de baignade en mer; 76,4 % étaient compris dans les normes européennes.

Il en est à peu près de même pour les eaux douces. Mais normes satisfaisantes ne signifient pas normes excellentes et pollution ne signifie pas pollution définitive. La directive européenne de décembre 1975 fixe en effet des normes chimiques et microbiologiques idéales (normes-guides) et des normes impératives. En 1983, moins de plages respectaient les normes-guides, en revanche on constatait qu'il y avait plus de points de surveillance qui satisfaisaient aux normes impératives.

La qualité des eaux a donc tendance à se « standardiser ». Toutes les eaux ne contiennent pas ces fameuses « salmonelles » responsables de quelques désagréments en vacances, toutes ne sont pas des bouillons de culture où croissent les bactéries. Néanmoins certaines plages, l'an dernier, ont dû être interdites au public, leurs eaux étant définitivement polluées.

Le Calvados arrive en tête des départements côtiers où pareilles mesures ont dû être prises, puis les Alpes Maritimes. Néanmoins sur les 600 communes littorales surveillées, le nombre de celles qui ont dû se résoudre à « fermer » une partie de leur plage est infime (2 % des baignades en mer et 4,5 % en eau douce). Le littoral est assez vaste pour se baigner en toute sécurité...





Pascal Lebrun

Roland Carraz : "Le tourisme c'est le pétrole de la France et sa première industrie"

« L'UNITE » : D'avantage de Français partent en vacances...

ROLAND CARRAZ : Oui, depuis 1981, deux millions de Français supplémentaires sont partis en vacances. Notre pays est le seul qui ait accru, depuis trois ans et en période de crise, son taux de départs en vacances, 58 % l'an dernier. Le gouvernement a beaucoup fait : cinquième semaine de congés payés, chèque-vacances. Il y a encore beaucoup à faire...

— Le Tourisme, ça rapporte beaucoup à la France ?

— En 1983, le Tourisme a rapporté un excédent commercial record de vingt-neuf milliards de francs, dont six milliards d'excédent d'exportation industrielle. De l'ingénierie, des remontées mécaniques, des chaînes hôtelières, de l'aménagement de littoral, des équipements sportifs : autant de secteurs dont nous sommes les leaders mondiaux. Récemment, la France a signé un très gros contrat d'aménagement pour une station touristique nouvelle en Basse Californie, au Mexique.

— Cette année se présente comment ?

— En 1984, il n'y a plus de contrôle des changes, il faudra faire aussi bien qu'en 1983, avec un handicap d'environ quatre milliards. Nous allons devoir faire de gros efforts, notamment de modernisation des produits touristiques. Mais d'ores et déjà l'excédent touristique du premier trimestre est en augmentation de 112 % par rapport à l'an passé.

— Les perspectives du tourisme sont bonnes ?

— D'ici à la fin du siècle, il est vraisemblable que le marché va plus que doubler : de deux-cent-soixante millions de touristes internationaux on passera à six-cent millions dans quinze ans. Le tourisme a dépassé les dix points de P.n.b. l'an dernier, soit environ trois cent cinquante milliards de francs. C'est déjà notre première activité économique, loin devant les autres secteurs, qui, d'ici à la fin du siècle, peut rapporter deux cent cinquante mille emplois et dégager des excédents annuels en devises très supérieurs à l'excédent record de 1983.

En outre, géographiquement, toutes les régions françaises sont touristiques, il suffit de trouver les produits touristiques adaptés : sachez que le Nord-Pas-de-Calais est la quatrième région touristique du pays. Dans le Limousin, une région extrêmement différente, puisque moins touchée par la désindustrialisation, l'élément dominant c'est le tourisme équestre. Et ce n'est pas une activité secondaire : il existe un marché très important, — deux cent cinquante mille pratiquants en France, plus une très forte clientèle potentielle en Allemagne et en Angleterre — un marché qui, en se démocratisant, est appelé à se développer, particulièrement au profit de régions comme le Limousin.

— Le tourisme est-il créateur de synergies avec d'autres secteurs ?

— Tout à fait. Du fait de sa nature, il a des liens directs avec l'industrie, l'agriculture, le commerce, l'aménagement du territoire. Il se prête admirablement à la décentralisation et à l'initiative locale, mais aussi à la créativité, au dynamisme et à l'innovation. Je m'efforce d'ailleurs de moderniser l'appareil touristique français en imaginant, notamment, des formes nouvelles de tourisme qui seront dominantes dans les cinq-dix ans à venir. Parmi celles-ci, un exemple, celui du tourisme industriel qui, tout en diffusant à l'intérieur une nouvelle culture industrielle, est capable de promouvoir à l'étranger l'image d'une France aux technologies de pointe et aux industries les plus avancées.

(suite de la page 5)

Il faut de bons hébergements, disait le ministre ? Plusieurs communes et associations ont investi dans le gîte rual et le camping-caravaning. « Tourisme et Travail » gère 100 gîtes de cinq à neuf lits au bord du lac de Vassivière (Creuse) ; 50 emplois sont ainsi créés. Châteauponsac, commune de Haute-Vienne dont Marcel Mocœur, député socialiste, est le maire, a aménagé les berges de sa rivière — à saumons ! — en complexe touristique. Coût de l'opération, 6,3 millions. Intérêt particulier : les gîtes, tout en bois de châtaignier, tiennent lieu de vitrine pour une entreprise locale qui compte ainsi pérenniser ses emplois.

Ce ne sont que des exemples. Le Limousin possède un parc d'un millier de chevaux, la Creuse gère 400 gîtes ruraux et offre un millions de nuitées par an. Les sites touristiques se multiplient, à l'exemple du lac artificiel de Saint-Pardoux. Autour de celui de Vassivière, chacun « bizenesse » plus ou moins dans le tourisme, en marge de son activité principale (« Eh oui, je monte un petit gîte... »). A Faux-la-Montagne, François Chatoux, le maire, remercie le ministre... Pendant ce temps, les gendarmes reluquent les poneys. « Police montée », y'en a un qui rigole. Il soulève la queue du canasson miniature : « Ça doit pas consommer trop d'essence ! » Humour de Pandore. Non seulement ça n'en consomme pas mais ça en produit. Par métaphore. Car selon la formule du ministre, le tourisme sera la pétrole de la France de l'an 2000. ●

FORMATION « MASSIVE » POUR LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

C'est fait : le Centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile a vu le jour. Pari tenu pour Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales. Ce centre, mis sur pied avec une rapidité inaccoutumée, grâce à une concertation entre milieux patronaux (Citroën est « partant ») et syndicaux, va devoir s'attaquer à « une formation massive » des travailleurs de l'automobile.

L'expression est de Roland Hodel son tout nouveau président. Un praticien de la concertation puisque cet inspecteur d'académie a déjà associé les partenaires sociaux à plusieurs initiatives dans la Nièvre et à Mulhouse. Un enseignant doublé d'un homme de terrain. Et son terrain est immense. L'automobile française en crise, ce sont « 400 000 salariés directs et quatre fois plus dans la sous-traitance et les activités annexes », ainsi que le rappelait, récemment Pierre Bérégovoy.

L'affaire Citroën prouve qu'il faut aller vite en besogne. Le renouveau des machines, l'irruption des technologies de pointe — les fameux robots — constituent un formidable défi. Comment « mettre à niveau » des dizaines de milliers de travailleurs, pour la plupart immigrés analphabètes ? A première vue, le problème est insoluble. Comment passer de la chaîne à l'utilisation du robot ? Une gageure. Du moins si l'on écoute P.s.a. qui voudrait bien se débarrasser d'une main-d'œuvre immigrée devenue turbulente et revendicative... Faux, répond Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Centre mondial de l'Informatique. Roland Hodel est bien de cet avis. « L'ordinateur, dit-il, ne suppose pas une culture particulière. Il n'y a ni barrage social, ni handicap linguistique. »

Le Centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile veut donc, tout à la fois, élever le niveau de formation général et faire accéder ces travailleurs aux technologies de pointe. Et l'expérience dans l'automobile, si elle est concluante, pourra se répéter dans d'autres branches. C'est la première fois que l'Etat s'engage aussi loin. D'ores et déjà, le centre constitué sous forme d'association, s'attelle à une quadruple tâche :

— la prévision des besoins des entreprises ;
— favoriser le montage d'organismes de formation ;
— la diffusion d'expériences intéressantes ;
— la recherche d'idées nouvelles.

Vaste projet. La religion de Pierre Bérégovoy est simple : « Mieux vaut prévenir le chômage que d'avoir à le financer. (...) Le bon usage de l'argent public commande de se consacrer en priorité à la qualification des travailleurs aux emplois de demain. » Une vérité économique tout autant qu'humaine.

« Opérationnel » dès le mois de septembre, le Centre disposera pour 1984 d'une enveloppe mise à sa disposition par le Fonds national pour l'emploi. Il innove sur un autre point : la formation spécifique et générale qu'il dispensera devra se faire, autant que possible, sur les lieux de travail. Pas question d'un stage-parking de plus ! Les travailleurs ne seront pas « coupés » de leurs lieux de travail. Ne vaut-il pas mieux affecter les sommes — énormes — consacrées à la formation pour qu'elles profitent, immédiatement, à la production ? On connaît maintenant la réponse du ministre des Affaires sociales.

Claude JADOUL



Pascal Lebrun

ACCIDENTS !

Mauvaises semaine pour notre automobiliste réticent Pierre-Yves Poindron. Non seulement le super augmente de 22 centimes mais il apprend que les feux se grillent de plus en plus rouges et... que Danielle Mitterrand serait "actionnaire des camions grues" ! Du moins sont-ce certains employés de la fourrière qui répandent cette énorme calomnie à qui vient rechercher sa voiture

PAR PIERRE-YVES POINDRON

MIEUX vaut « griller » un feu rouge que de garer sa voiture en zone interdite. Du moins pour le portefeuille car, pour le risque, c'est tout autre chose. « Pas vu, pas pris », tel semble être le raisonnement des automobilistes. Certes il en coûtera cher à celui qui se fait prendre — presque par hasard — en flagrant délit mais, comme l'on ne peut poster un agent de police à chaque carrefour, les conducteurs continuent allègrement à « brûler » le rouge.

En revanche, malheur à celui qui, en mal de place, stationne sa voiture à un endroit décrété « gênant ». Il lui en cuira. Après avoir payé la fourrière près de 500 F et s'être acquitté de sa contravention, il y regardera à deux fois avant de parquer sa voiture, mais il continuera de franchir les feux dans la plus parfaite insouciance. C'est illogique, mais c'est comme cela. La peur du gendarme est la meilleure publicité pour les parkings payants, mais la relative impunité aux feux rouges encourage à toutes les audaces meurtrières.

Les services de police n'ont dressé que 69 539 contraventions pour non-respect des feux, alors que 10 % des accidents en ville sont dus à cette infraction. A peine 70 000 contraventions.

c'est peu aux regards des « papillons » qui ornent les pare-brises des véhicules en stationnement interdit ! Il suffit de se poster à l'entrée d'une fourrière pour constater que les enlèvements de voiture constituent une belle activité « gendarmesque ». Il y a, reconnaissons-le, deux poids deux mesures...

Vitesse incontrôlée

La Préfecture de police, dit-on, aurait décidé de sévir contre les chauffards qui s'ignorent. Car tous ces gens ont d'excellentes raisons pour griller les feux : « ils sont trop longs » ; « il n'y a aucun véhicule en vue » ; « ils sont inutiles », etc. Sans doute, pour la première fois depuis longtemps, le nombre des accidents en ville a-t-il diminué (moins de 12,1 % d'accidents au mois de mai par rapport à l'an dernier, moins de 9,4 % de tués et moins de 7,7 % de blessés), mais le non-respect des feux et de la vitesse restent cependant les deux points noirs de la circulation en ville. « La vitesse des véhicules est mal adaptée aux sites. D'accord 60 km/h est la vitesse réglementaire dans une agglomération, dit-on à la direction de la Sécurité routière, mais pareille vitesse rue du Bac peut être meurtrière. »

Et il n'y a pas que rue du Bac. A 5,34 F le litre de super, il y a pourtant de quoi faire des économies en s'abstenant d'appuyer sur le champignon ! Quant aux feux rouges, leur franchissement peut être dramatique : c'est la première cause d'accidents mortels en ville.

L'alcool n'explique pas tout. Certes, il fait chaque année 5 000 morts sur les routes de France et 80 % des conducteurs acceptent de prendre le volant pour un court trajet avec un taux d'alcoolémie supérieur à 0,80. « Si on arrêtait la circulation et qu'on faisait des prises de sang à tous les conducteurs, on s'apercevrait que 3 % d'entre eux ont un taux d'alcoolémie supérieur au taux légal. » Ces 3 %, affirme-t-on à la Sécurité routière, ne sont jamais les mêmes.

Pourtant les Fangio amateurs ne sont pas tous épris de boisson ; c'est à croire que la vue du rouge excite les automobilistes qui n'ont qu'une hâte ; « passer à tout prix ». Même au prix de la catastrophe.

Contredanses

A côté, les stationnements interdits semblent bien anodins. Et pourtant, les amendes valsent, ce n'est pas pour rien qu'on les appelle des contredanses. A la fourrière, c'est un véritable ballet de voitures enlevées sur la chaussée à leurs conducteurs dont tous ne sont pas des criminels. Pareille aventure est arrivée à votre serviteur qui a su ce qui lui en coûtait de garer sa voiture à deux cents mètres de chez lui à un endroit, certes signalé par un panneau « stationnement gênant », mais perpétuellement envahi de véhicules et pour cause... les places autorisées sont rares aux alentours de la Porte de Versailles ; les panneaux « stationnement gênant » fleurissent comme primevères au printemps. Pour ma part, la présence de trois camions de déménagement m'avait laissé croire qu'après tout, le stationnement n'était pas si gênant que cela. La circulation n'en était guère entravée. Las ! ma voiture fut conduite dès potron-minet à la fourrière. Occasion d'une instructive anecdote sur les mœurs politiques parisiennes...

A la fourrière, on vous console comme on peut, avec des arguments qui laissent pantois tant ils semblent « inspirés » par quelque politicien de l'opposition. « Dans six mois, les gens sont dans la rue avec un pétard » me dit en jubilant, un employé de la fourrière. « C'est la faute à Delors », renchérit un autre. « Ecrivez au président de la République », ajoute un troisième. Que certains agents de police s'en tiennent à la lettre plus qu'à l'esprit du code ne vient à l'esprit d'aucun d'entre eux. Non, le mal est ailleurs, il vient, bien entendu, du gouvernement. Et même de plus haut. A en croire l'agent de police que j'ai rencontré ce mercredi 4 juillet à la fourrière Balard, nos agents ne font qu'exécuter des ordres intéressés. « Et des ordres qui viennent de très haut » me laisse-t-il comprendre d'un air entendu et gourmand. « Danielle Mitterrand est actionnaire de la société des camions-grues », ajoute-t-il du ton de celui qui en sait long... Comme disait je ne sais plus quel homme politique d'extrême droite, « calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose »...

Anecdote insignifiante ? Pas vraiment. Ils y croient dur comme fer à leur histoire, les employés de la fourrière. Et ce n'est sûrement pas eux qui l'ont inventée. Quelqu'un de bien intentionné la leur a sussurée à l'oreille, c'est toujours cela de gagné pour ternir l'image de ses adversaires politiques : faire croire que les tracas des automobilistes profitent à quelqu'un. Plus c'est gros, plus le mensonge prend. Répétée à des centaines d'automobilistes courroucés par leur mésaventure, l'allégation a des chances de faire son chemin. Curieux climat que ce climat empoisonné où certains n'hésitent pas à distiller de fielleux ragots.

On s'étonne que des agents de police et des employés d'un service public sortent ainsi de leur rôle. Y ont-ils été encouragés ? On peut le penser. Mais nous sommes très loin de la circulation, comme de la circulation des idées d'ailleurs. Retenons toutefois celle-ci : mettre un président derrière chaque feu rouge... ●



une voix dans le choeur, par Pierre Carrier

DEVOIR DE VACANCES

Que faire pour éviter que notre République ne s'enlise jamais dans une sorte d'exigence de "pain et de jeux", revue et corrigée par l'informatique, la télématique et ses dérivés

ALLONS-Y pour les droits. Les vacances en sont un. Acquis de longue lutte. A un détail près : ceux qui ont lutté pour ce droit nous ont presque tous quittés. Les autres sont à la retraite. Mais un droit est un droit, ne chipotons pas. D'autant que l'on en a besoin de ces sacrées vacances. Besoin, tout d'abord, d'un autre espace, d'autres couleurs. Besoin d'un temps rythmé différemment, brisant la routine des horaires, des habitudes. Besoin de retrouver les siens, ceux qui forment le premier cercle, dans des circonstance, dans un cadre différent. Besoin parfois de les quitter, de retrouver au bout des kilomètres ce que l'on a été ou de découvrir ce que l'on aurait pu être. Besoin de découvrir, de s'étonner, d'être étonné.

Un sacré droit, vous dis-je. Justifié. Ceux d'entre nous qui ont fait leur classe de militants dans les vieux livres, ceux d'avant la modernité, la technologie avancée, le savent. Dans la lutte menée par les salariés pour imposer un partage salaire-profit un peu plus à leur avantage, la durée de travail compte tout autant que l'argent reçu. « Augmentez nos salaires », « réduisez nos horaires » étaient les deux versions d'un même slogan, l'expression d'une unique volonté : que le partage salaire-profit soit un peu moins inégal.

Il y eut, il y a longtemps, des grèves, de grandes manifestations. Il y eut le refus, la répression. Puis un jour, le rapport de forces a joué en faveur des salariés. Et il y eut les congés payés pour tous. Sacré symbole. Il y a près de cinquante ans déjà... C'était alors une drôle de victoire que ce droit conquis. Le Front populaire allait en être auréolé. Pensez, les 40 heures, la semaine anglaise et les premiers congés payés. Mais ça se banalise, un droit. Avec les années — qui peut raconter aujourd'hui les luttes qu'il a menées pour ce droit ? — avec son élargissement c'est-à-dire troisième semaine, puis la quatrième, la cinquième enfin.

Aujourd'hui les congés sont une évidence. Si lutte il y a, elle se situe ailleurs. Dans le droit au départ effectif au voyage, à la découverte. Combat économique bien sûr, que reflètent les statistiques. Celles sur le pourcentage de départ par catégories sociales, celles sur la durée de l'absence, celles sur le type de vacances, celles sur la distance parcourue. Combat culturel également : que faire du temps libre, du temps rendu libre par les luttes, par l'évolution technique, par la croissance vertigineuse de la productivité ?

Que faire des heures et des jours gagnés ? Combat difficile parce que morcelé. Ceux qui ne partent pas, ceux qui partent peu de jours, ceux qui partent « mal », qu'ont-ils de commun ? Rarement le lieu de travail. D'où la difficulté d'une lutte syndicale. Quelquefois le lieu de résidence, et voici que la lutte change de style et que l'on retrouve... l'aide sociale.

Quant aux « désirs », c'est-à-dire à la formulation d'une exigence commune, ce n'est pas demain la veille que l'on pourra les agglomérer pour en faire une revendication... D'autant que la majorité des Français usent de leurs droits. Sans complexe. Et ils ont raison.

N'empêche qu'il faut s'interroger. Non, ne jouons pas au devoir de vacances, mais tout de même... les droits. D'accord. Mais les devoirs ? Car la démocratie, la république se sont bâties sur un étrange équilibre entre droits et devoirs. Droits de vote et droit au travail, mais devoir du citoyen et devoir du producteur. Les premiers sont écrits, inscrits par la loi. Les seconds étaient implicites. Seulement voilà, la société change. Et si les droits demeurent, avantages acquis justifiés par une loi, les seconds, eux... Question : quel est le poids des devoirs sur chacun de nous ? Certes, il y a ceux que l'on accepte à l'égard de son micro-groupe, famille et amis. Mais au-delà. Et ne me parlez pas de « morale ». S'il n'y a pas égalité, va-et- vient, acceptation, compréhension entre les droits et les devoirs, c'est la base même de notre démocratie qui se fissure.

Un exemple lointain. Si le droit au travail est vécu comme un droit au revenu, quel sens prend le « travail », la création ? Ne va-t-on pas vers une société d'assistés, acceptant contre un revenu n'importe quel « emploi », ne fondant pas ce revenu sur la valeur créée, les service rendus, mais sur le rapport de forces, de clientèle ? On n'en est pas là ? Je sais, la preuve est connue : les chômeurs, même ceux qui ont une indemnité suffisante, vivent mal, souvent très mal, leur... disponibilité.

Pourtant, il est des moments où il me semble que l'on en prend le chemin. Les mots sont révélateurs : on parle un peu moins de travail, un peu plus d'emplois. Je sais que les généralisations hâtives sont dangereuses. Qu'il faut éviter de parler à tout propos de corporatisme, de société segmentée, pourtant il est difficile de faire comme si la question n'existait pas. Car avec les « devoirs », ce sont quelques valeurs sur lesquelles sont bâties notre société qui s'effilochent. Questions passéiste ? Non pas.

Car la seule vraie question est la suivante : si notre démocratie a été bâtie sur un équilibre droit-devoir, si les devoirs pèsent de moins en moins lourd, comment sauvegarder l'équilibre ? Quels autres droits, quels devoirs faudra-t-il faire émerger pour que la démocratie demeure ? Pour que notre République ne s'enlise pas un jour dans une sorte d'exigence de « pain et de jeux » revue et corrigée, par l'informatique, la télématique et ses dérivés.

Depuis quelques mois on reparle de l'individualisme. Si l'on veut éviter que ce retour en force d'un moi totalement singulier, même dans sa vie sociale, ne ressemble à une vie dans la jungle version science-fiction, il faudra bien parler des devoirs de cet individu. Car, pour ses droits, il ne fera pas silence. Et qui, sinon les socialistes, pourrait entamer une réflexion là-dessus.

Je sais, il y a d'autres tâches plus urgentes. L'économie, les grands équilibres, le racisme, les problèmes de sécurité. Peut-être ? Mais si nous voulons adapter notre projet aux années à venir, mettre au programme tout ce qui n'était pas au programme, peut-être conviendrait-il que quelques-uns d'entre nous s'interrogent sur l'évolution des droits et des devoirs. Qu'ils aident la société à accoucher de ses nouvelles problématiques, qu'ils participent à instaurer de nouveaux équilibres. Après cela, il est possible que l'économie, les grands équilibres, le racisme, la sécurité soient perçus différemment.

En attendant, usons de nos droits. D'un de nos droits : bonnes vacances. Mais du fin fond de l'ailleurs, dont vous avez peut-être rêvé durant onze mois, n'oubliez pas : il n'est jamais trop tôt pour savoir.

Comme chaque année, « l'Unité » interrompt sa parution pour quelques semaines. Notre prochain numéro sera daté du 31 août. A tous nos abonnés, lecteurs et diffuseurs, que nous remercions de leur fidélité, nous souhaitons de très agréables vacances.

GAZ DE FRANCE
RAPPORT ANNUEL 1983

L'année 1983 se termine pour le Gaz de France dans une situation paradoxale.

D'une part, les signes négatifs enregistrés en 1982 demeurent, le déficit de l'année, alourdi par les provisions pour pertes de change, atteint presque 2,4 milliards de francs, la dette totale augmente de 8,6 milliards de francs, la dette extérieure de 4 milliards de francs.

D'autre part, l'activité de l'entreprise est à nouveau bonne. Au cours de l'année les ventes de gaz ont progressé en moyenne de 6 % alors qu'elles avaient régressé en 1982. Les stocks se sont toutefois encore sensiblement accrus du fait de l'insuffisance de souplesse de certains contrats d'approvisionnement pour s'adapter à la conjoncture mondiale.

Au total, l'entreprise est solide en dépit de contraintes externes qui ne sauraient se prolonger longtemps encore.

Considéré pour la France entière, l'approvisionnement total en gaz naturel a augmenté de 12 % par rapport à l'année précédente pour représenter en 1983, 315 milliards de kWh.

La production française a fourni 22,4 % de ce total, les importations le complément, à raison d'environ 23,4 % en provenance des Pays-Bas, 8,5 % de la mer du Nord norvégienne, 12,4 % en provenance d'U.R.S.S. et 1,8 % de la République Fédérale d'Allemagne. Les livraisons algériennes ont représenté 28,3 % du total et divers appoints temporaires 3,4 %.

Les quantités de gaz achetées par le Gaz de France ont été de 286,5 milliards de kWh en augmentation par rapport au total de 248,5 milliards de kWh achetés en 1982, le gaz naturel ayant avec 286,3 milliards de kWh représenté comme les années précédentes la presque totalité de ces achats.

Les quantités de gaz naturel achetées en France ont augmenté, atteignant 41,3 milliards de kWh au lieu de 36,9 milliards l'année précédente ; elles ont représenté 14,4 % des approvisionnements. Les achats de gaz naturel importé ont été de 245 milliards de kWh contre 211,4 milliards en 1982, en augmentation de 15,9 %.

Les livraisons de gaz algérien déjà en progression très sensible en 1982 ont encore progressé de 22,3 % atteignant 89,1 milliards de kWh et 36,4 % des quantités importées par le Gaz de France.

1982, année importante pour les approvisionnements en gaz de la France, avait vu successivement la conclusion des négociations francoalgériennes permettant la livraison de 5 milliards de mètres cubes supplémentaires de gaz par an, la conclusion d'un accord de base concernant un achat supplémentaire de gaz soviétique, la signature d'un contrat relatif au gaz de Statfjord.

1983 a été une année de mise au point des différents contrats. Le contrat détaillé entre Soyouzgasexport et le Gaz de France a été signé le 20 octobre. Les négociations des contrats relatifs aux gisements de la mer du Nord de Heimdal et Gullfaks sont presque achevées ou en cours. De faibles quantités de gaz en provenance de Valhall ont fait l'objet d'un contrat signé le 26 mai. Enfin, le Gaz de France a acquis le 11 juillet d'Eurafrep et Coparex le gaz du gisement des Trois Fontaines.

Les conditions de transport de certains de ces gaz ont également été précisées, par signature des accords d'affrètement à long terme du méthanier algérien Ramdane Abane et par signature avec Gasunie d'un contrat fixant les conditions de transport à travers les Pays-Bas de gaz norvégien à destination de la France. Il en a été de même des conditions de transit à travers la France du gaz algérien destiné à la Belgique.

Malgré la diminution de 1 % de la consommation totale d'énergie primaire corrigée des effets climatiques, elle-même liée à la stagnation de l'activité économique et aux économies d'énergie, la part du gaz naturel dans le bilan énergétique national a continué de progresser de près de 1 %.

Au total, les ventes de l'Etablissement et de ses filiales ont atteint 275,2 milliards de kWh et les ventes totales de gaz en France y compris celles de la S.N.E.A. (P) à des clients directs, 286,2 milliards de kWh.

La répartition par secteur de l'ensemble de ces ventes est la suivante :

— secteurs résidentiel et tertiaire	50,2 %
— secteur industriel	46,1 %
— centrales électriques	0,5 %
— autres ventes et cessions	3,2 %

En ce qui concerne le seul Gaz de France, les quantités livrées, y compris les livraisons à la Compagnie Française du Méthane, atteignent 255,7 milliards de kWh soit une augmentation de 6 %.

Les ventes au secteur résidentiel représentent 39,6 % des ventes totales, elles sont en augmentation de 8,4 % tant pour leur total que pour les usages individuels et de 8,5 % pour les usages collectifs ; corrigées des effets du climat ces variations sont ramenées pour le total de ces ventes à 3,4 %, pour les usages individuels à 3,5 % et pour les usages collectifs à 3,1 %.

Les ventes au secteur tertiaire, qui comprend les commerces et les collectivités se montent à 14,4 % des ventes totales. Elles progressent de 9,6 % et de 5,4 % après correction des effets climatiques.

Les ventes au secteur industriel atteignent 38,9 % du total et sont en augmentation de 3,7 % par rapport à 1982.

Au cours de l'année 1983, les prix des produits pétroliers exprimés en dollars et notamment celui du pétrole brut ont accusé une baisse sensible. L'effet favorable de cette évolution sur le prix d'achat des gaz importés s'est toutefois trouvé contrarié par l'évolution des cours des changes et singulièrement par la forte montée des cours du dollar tout au long de l'année. Au total, les dépenses d'achat de gaz et de matières premières ont augmenté de plus de 5 milliards de francs ; la valeur du gaz importé a crû de 4,2 milliards de francs dont 3,4 milliards sont imputables aux quantités et 800 millions à l'évolution du coût unitaire.

Les charges de personnel, les autres charges d'exploitation et les frais des services centraux augmentent de 856 millions de francs environ, soit 12,1 %, les dotations aux amortissements et aux provisions augmentent de 679,7 millions de francs, soit 20,1 %. Les charges financières qui avaient déjà augmenté de 37,8 % en 1982 progressent encore en 1983 de 33,9 %, soit une croissance de 739,4 millions de francs.

L'augmentation des charges est au total de 14,9 %, soit 5,5 milliards de francs contre 6,7 milliards en 1982. Le chiffre d'affaires passe de 34,8 à 40,7 milliards de francs, en augmentation de 16,8 %.

En matière de tarifs, le niveau moyen hors taxe a augmenté de 8 % le 1er avril 1983.

Cette hausse, si elle n'a pas permis de couvrir le prix de revient par le prix de vente, a eu pour résultat de combler une partie de la différence ; le prix de revient est, en effet, passé de 14,76 à 15,93 c/kWh, tandis que la recette moyenne par kWh vendu passait de 14 à 15,36 c/kWh.

Finalement, le compte d'exploitation générale est déficitaire de 1 446,1 millions de francs contre 1 833,5 millions en 1982 et le solde du compte de pertes et profits ressort négatif de 2 384,3 millions en 1983 contre 2 560,3 millions en 1982.

La marge brute d'autofinancement augmente de 1 406,3 à 2 380,1 millions de francs. Elle représente 28,5 % des besoins totaux de financement contre 17,7 % en 1982. Elle avait représenté en 1980, 43,5 % et en 1981, 40,3 % de ces besoins.

Les ressources propres nettes disponibles pour l'investissement sont négatives pour la deuxième année consécutive et les opérations de financement ont entraîné un accroissement de la dette à long terme de plus de 6 milliards de francs.

Du point de vue financier, la situation du Gaz de France demeure aussi sérieuse qu'elle l'était à fin 1982.

Mais l'avenir du Gaz de France dépend davantage des actions futures que des séquelles du passé. Un effort devra être entrepris pour donner plus de souplesse aux contrats d'approvisionnement et limiter ainsi la croissance des stocks ; parallèlement, le Gaz de France devrait être mis, d'une manière ou d'une autre, en position de supporter tous ses coûts, ses efforts propres de gestion devant être poursuivis avec acharnement.

Dans l'immédiat et à ce prix, l'équilibre de l'entreprise peut être atteint. Pour l'avenir, les perspectives sont prometteuses tant l'industrie du gaz sur bien des points une position enviable au plan mondial : les réserves sont abondantes, la recherche plus active et plus efficace, la localisation des ressources plus favorables, le mécanisme de formation et d'évolution des prix d'achat en général raisonnable.

Pour autant que la dynamique du secteur soit maintenue dans un contexte de rigueur accrue, le gaz naturel continuera de contribuer à la réduction de la dépendance énergétique du pays par la diversification des sources d'approvisionnement, d'améliorer par ses usages spécifiques l'efficacité de l'utilisation de l'énergie au moindre coût, de soutenir par son développement un ensemble industriel qui assure la quasi totalité du marché français des biens et des services qui lui sont liés et est, grâce notamment aux opérations du Gaz de France, largement exportateur.



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC

Ô MON BEAU CHÂTEAU FORT

Du 14 juillet au 4 août, Parisiens et banlieusards pourront prendre des Bastille et abolir quelques privilèges grâce à l'opération Fêtes et Forts qui rend possible ce qui n'était que permis

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

DES bonshommes en ombres blanches sur les murs gris montrent la voie : ici, l'inattendu devient possible. L'inattendu donc la fête, le jamais vu, la surprise.

Ces ombres-là, les Parisiens les avaient vu fleurir un peu partout depuis quelques mois. Il y en a maintenant en banlieue, aux abords des forts d'Aubervilliers, de Champigny et d'Ivry. Ils signalent l'opération lancée par Banlieues 89, Fêtes et Forts. Cet été, du 14 juillet au 4 août — la dimension symbolique de ces dates n'échappera à personne — la périphérie parisienne va vivre à l'heure de l'inattendu.

Un beau programme *(voir encadré)* fait de musique à Aubervilliers, de cinéma à Ivry, d'ateliers de danse les après-midi à Champigny. Qui se clôt le 4 août par une double course cycliste et une folle nuit. De quoi révéler aux banlieusards et aux Parisiens la richesse d'un patrimoine pratiquement ignoré, les forts.

Construits au XIXe siècle par l'armée, ils ceinturent la capitale. Ils avaient pour mission de la protéger mais n'ont jamais servi. Parfois, l'armée les a abandonnés. Comme à Champigny, ruine romanesque mangée par les arbres. Ou à Aubervilliers, no man's land livré aux casseurs automobiles. D'autres sont très occupés, comme Noisy qui cache les Services secrets, Rosny-sous-Bois et son célèbre P.c. qui va bientôt déménager. D'autres, enfin, abritent des entrepôts, des logements.

Sites fantastiques

A eux tous, ils racontent à la fois l'histoire de l'armée, celle de la République et celle de la ville. A la croisée de plusieurs communes, ils se perchent sur des crêtes, s'ouvrent sur le ciel, dominent la plaine parisienne, paysages magnifiques. Ils sont nos châteaux forts d'aujourd'hui, autant de Bastille à reprendre, des lieux en marge et pourtant immenses. « Sites fantastiques qui excitent l'imaginaire », dit Cantal Dupart. Symboles parfaits des potentialités de la banlieue.

Une route les relie. Parfois plantée de polonias majestueux, ponctuée de ronds-points. Le plus souvent totalement bouleversée, hachée par les grands axes, les autoroutes, les gares.

Cette ligne qui marque la limite de la banlieue dense et de la périphérie pavillonnaire est devenue pour Roland Castro et Cantal-Dupart, chargés de la mission Banlieues 89, le fil conducteur de leur travail autour de Paris ; avec la Seine à l'ouest et les canaux au nord, la base du plan qu'ils doivent présenter à l'automne : le grand Pari. Parce qu'à chaque coin de rue s'y découvrent des trésors de poésie, des quartiers entiers oubliés par les technocrates, riches de passé et porteur d'avenir. Le pari, le voilà : que la route des forts devienne les nouvelles fortifs de Paris.

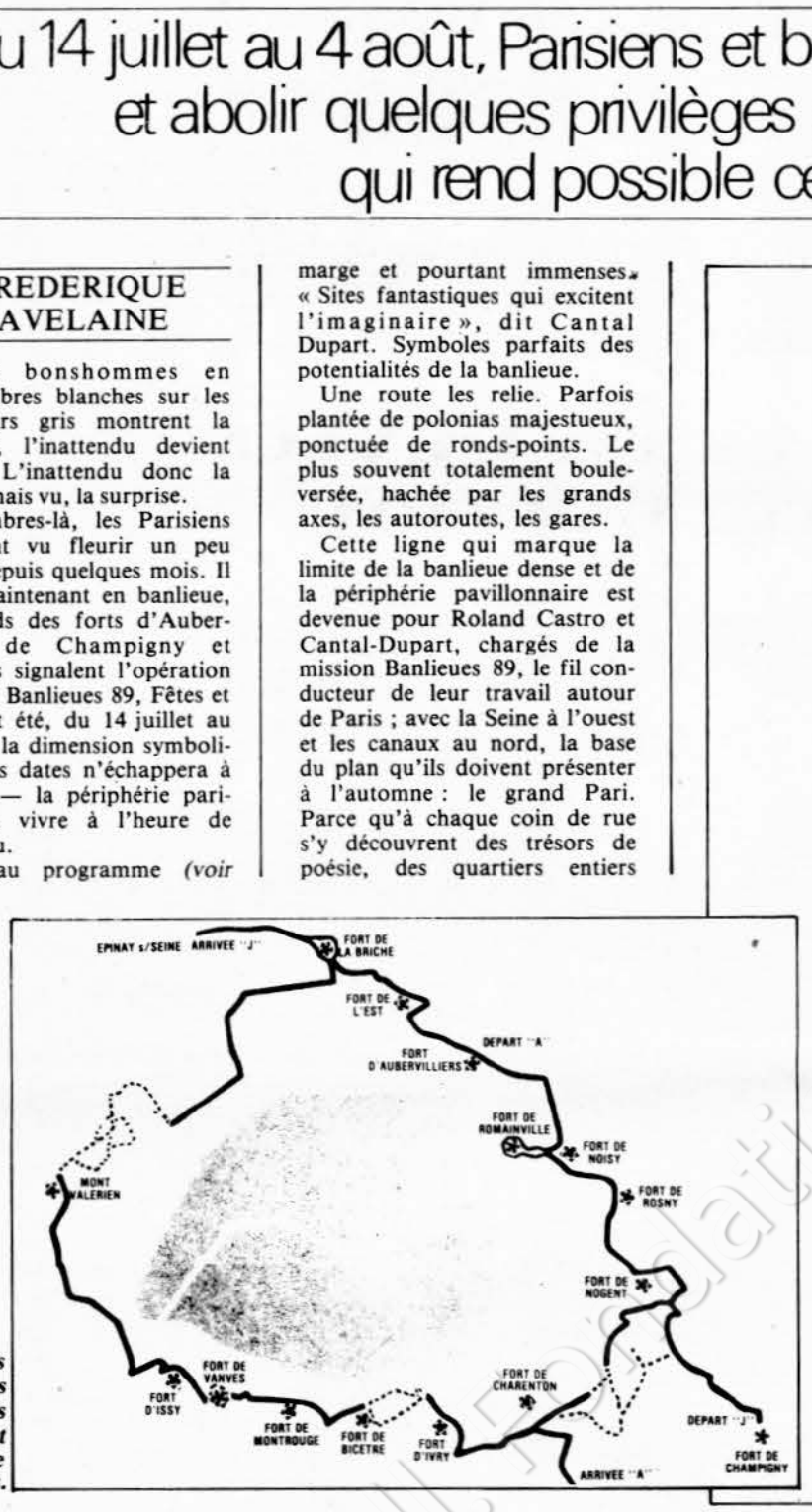
C'est pourquoi Fêtes et Forts va développer une action aussi essentielle pour la mission que les deux cents projets exemplaires qui doivent être exposés cet été. Fêtes, comme préfigurations de la ville à venir. Ainsi faisaient les rois lorsqu'ils annonçaient la place Vendôme, la place de la Concorde et bien d'autres lieux prestigieux, avec force feux d'artifice, danses et banquets.

« Les fêtes comme les villes sont à tous », dit Cantal, le moyen le plus sûr et le plus rapide de voir les lieux se nommer, se populariser, s'embellir. Le moyen aussi de renouer des liens, des communications entre les habitants, parce que recréer la ville ce n'est pas seulement changer l'urbanisme et l'architecture, c'est aussi donner la parole à la vie, aux hommes.

Dès cet été, le projet du Grand Pari va commencer à vivre. « Fêtes et Forts, c'est le « déjà là » du projet, annonce Castro ; un test sur la rêverie urbaine. »

Le commentaire fait ricaner « le Quotidien de Paris ». Peu importe et qui s'en étonnera ? Il suffit d'un peu de bonne volonté et d'imagination pour comprendre ce qui se joue là : un projet formidable qui marche à contre-courant de toutes les idées reçues, de toutes les habitudes.

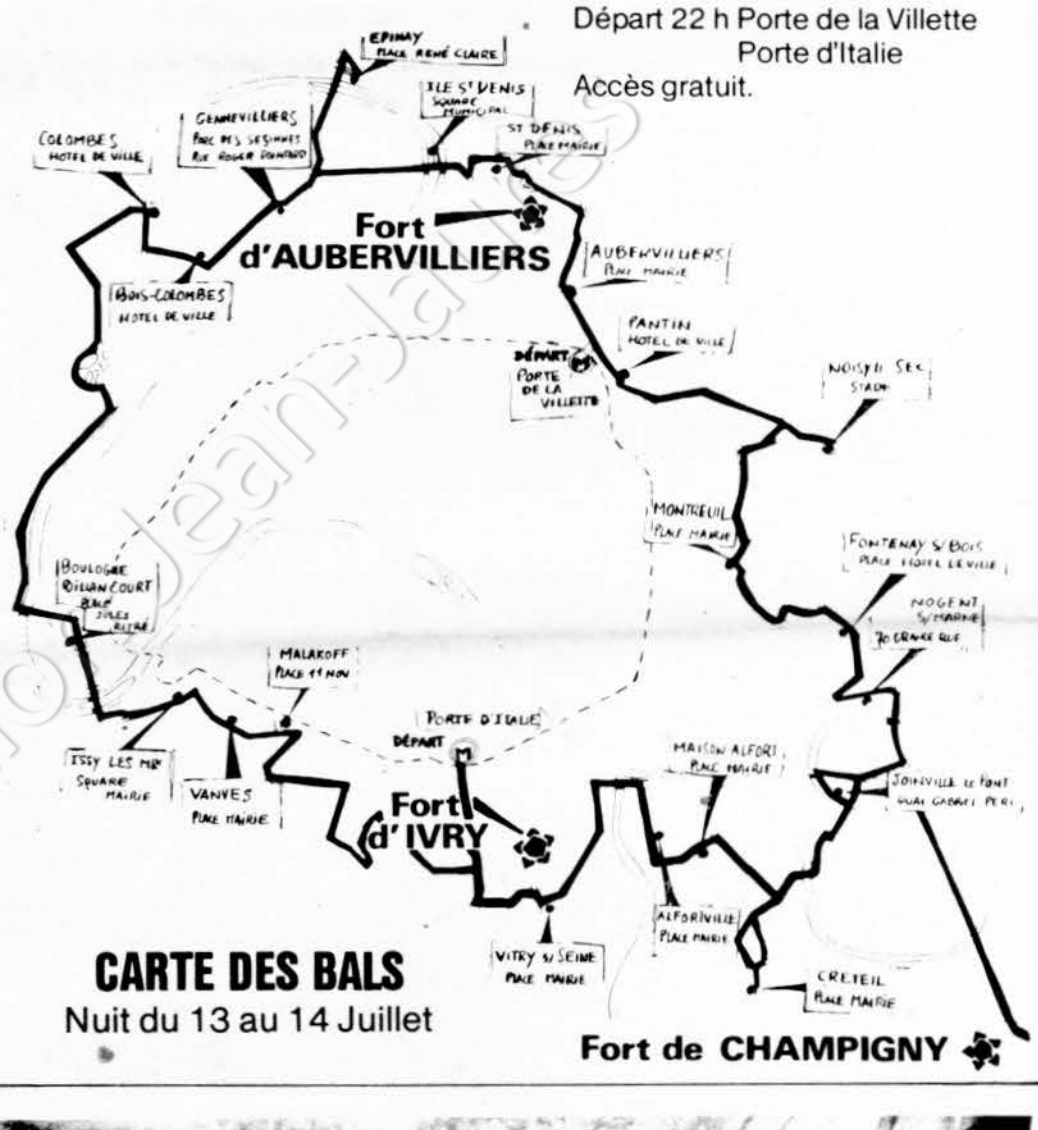
D'abord, découvrir cette route qui relie les banlieues entre elles, qui les fédère alors que les autres les découpent, les ignorent. Ensuite inverser le processus centripète qui fait aujourd'hui des Halles le centre effectif de la banlieue parisienne. Un processus par lequel l'échange s'opère toujours dans le même sens. « On ne réglera rien si on ne modifie pas les



Parcours des courses cyclistes empruntant la route des forts.

Parcours des bals des communes de banlieue,
dans les bus animation musicale et présentation de FÊTES et FORTS.

CIRCUIT D'AUTOBUS :
Départ 22 h Porte de la Villette
Porte d'Italie
Accès gratuit.



CARTE DES BALS
Nuit du 13 au 14 Juillet



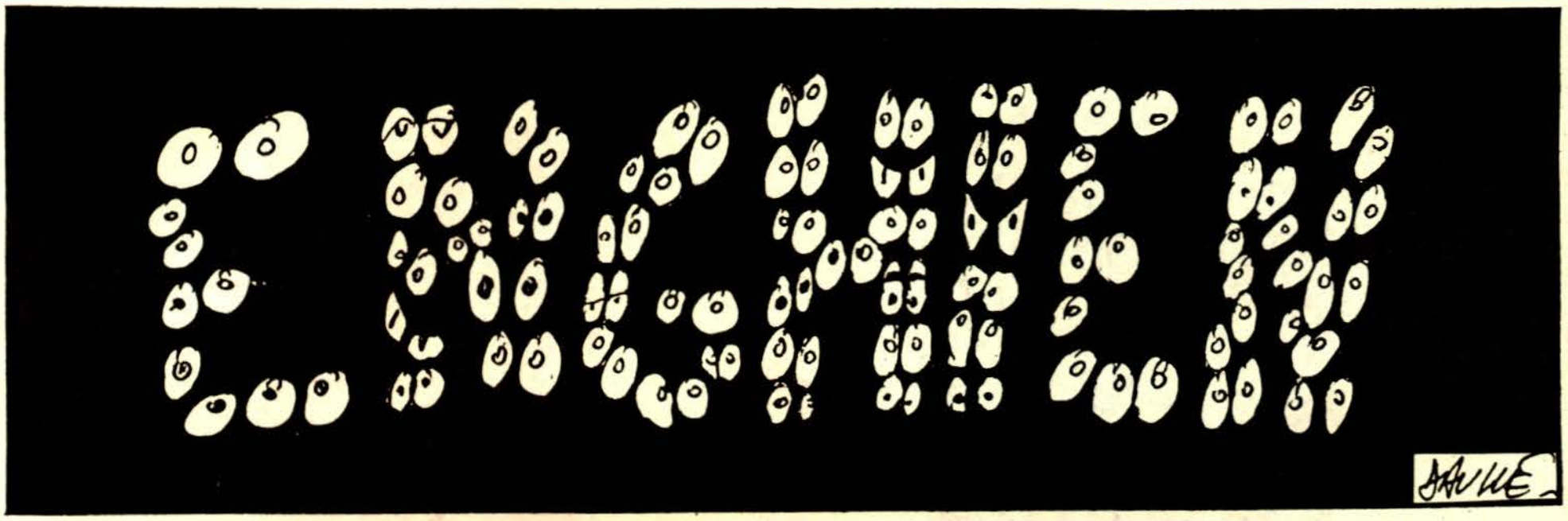
Le fort de Champigny.

Au menu de ces trois semaines folles : ouverture en fanfare le 13 juillet de 22 h à l'aube avec la tournée des bals, quatre bus R.a.t.p. partant de la porte de La Villette et de la porte d'Italie pour courir de bal en bal, de Vitry à Malakoff en passant par Nogent, Pantin, Gennevilliers... Et couronnement le 4 août avec une double course cycliste, l'une ouverte aux amateurs qui part du fort d'Aubervilliers pour arriver à Créteil 140 km plus loin. L'autre ouverte aux juniors, départ du fort de Champigny, arrivée à Epinay-sur-Seine (115 km). Et, dans la nuit, la sage de la Guerre des Etoiles au fort d'Ivry et musique (rock et salsa) à Aubervilliers.

Entre-temps, smurf, fanzine, rock, Amérique latine, Afrique, reggae... Toujours à Aubervilliers. Plus la nuit de la danse le 1er août. Et à Ivry, des tas de grands films...

Pour les détails : 671.07.75.

Pour y aller : métro Fort-d'Aubervilliers et Mairie-d'Ivry. Pour Champigny : R.e.r., puis bus n° 208.



ENGHIEN-LES-BAINS: LE FANTOME DE VICHY RODE ENCORE

Mise en appétit par les scores réalisés par Le Pen dans sa bonne ville, Madame la maire en remet dans l'idéologie sécuritaire, déclenche la chasse aux jeunes et se met à dos... les commerçants furieux de devoir observer un couvre-feu parfaitement illégal

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

QUI s'en doutait, Chicago années trente se cache aux portes de Paris. Où ça ? Surprise des surprises, en la bonne ville thermale d'Enghien-les-Bains. Enghien, son lac, sa promenade aux platanes romantiques, son casino blanc comme une pièce montée, ses commerces de luxe, son air province bon chic bon genre. Ambiance Vichy garantie, y compris dans sa population vieillissante (moyenne d'âge de 53 ans) qui paye fort peu d'impôts grâce aux commerces et au Casino et vote massivement à droite depuis des lustres.

Hélas ! hélas ! voilà que les « hordes pétaradantes » descendues des communes voisines — je ne nomme personne mais suivez mon regard direction Epinay, Argenteuil, Saint-Denis, La Courneuve, ciel on en frissonne... — des hordes de jeunes désœuvrés, donc, ont le mauvais goût et s'abattent comme sauterelles du samedi soir sur cet îlot de charme bourgeois.

C'est qu'Enghien, justement, a tout fait pour devenir le pôle d'attraction de la région, avec la plus forte concentration de cinémas, débits et boissons et commerces du département. Elle y a tellement bien réussi qu'elle se prend à regretter son calme d'antan.

Madame la maire, Françoise Kohler-Chevrot, a donc décidé de réagir. Premier acte, elle commande à une société de gardiennage une enquête sur le sentiment d'insécurité de ses administrés. Et ne s'étonne pas des résultats : 87 % des commerçants disent avoir subi une « agression », chèques sans provision y compris... Donc, deuxième acte, elle propose à son conseil municipal de passer contrat avec ladite société pour faire surveiller sa ville par des vigiles et des chiens. Proposition illégale, d'abord. Et présentée dans des conditions peu catholiques, sous le registre « questions diverses » à des conseillers surpris de n'avoir pas été prévenus, encore moins préparés par un quelconque dossier. Alors que la presse locale, elle, était là pour recueillir le discours de la maire. Emotion du conseil qui repousse la proposition et, dans la confusion, décide finalement d'engager deux maîtres-chiens pour patrouiller dans la journée et de fixer à minuit l'heure de fermeture des bars, restaurants et cinémas de la ville.

Admirons la manœuvre. D'abord faire vibrer la fibre sécuritaire, en ne reculant devant aucun amalgame : dans le même sac, les pillages d'autoradios, les coups de feu tirés au bord du lac, les chèques sans provision, la drogue, les papiers gras sur la chaussée devant le fast-food et l'église.

Puis, montons la mayonnaise en faisant d'Enghien la ville championne de la délinquance. Tant pis si la préfecture ne signale aucune recrudescence de la criminalité propre à Enghien.

Ensuite, n'hésitons pas à faire des jeunes les boucs émissaires de l'opération. Tant pis si l'on ne réussit à rien leur reprocher de précis, si ce n'est d'être indésirables avec leurs motos et leurs blousons de cuir dans un environnement qui se vaudrait à cent lieues de toute banlieue rouge.

Enfin, mélangeons le tout. Tant pis si 80 % des agressions ont lieu le jour, qu'il suffise d'affirmer : « Tout ce qui favorise les regroupements nocturnes est propice à la délinquance, à la petite criminalité et aux agressions de toutes sortes. »

Voilà, la soupe est servie, toute fumante. Prête à nourrir la psychose de peur, à plaire à une population âgée. Et, sans doute Françoise Kohler-Chevrot l'espère-t-elle, à apporter la preuve que l'élue d'Enghien sait prendre les problèmes à bras-le-corps et qu'une carrière nationale lui tend les bras.

Un peu court, madame... Le côté cousu du fil blanc politicien n'aura échappé à personne quand cette affaire éclate juste après le carton de Le Pen, plus de 18 % des voix à Enghien, glanées sur l'électorat de droite. Et la proposition provoque une levée de boucliers bien compréhensible chez les commerçants touchés. Une pétition circule, lancée par le patron du Balto qui ne se plaint pas de sa clientèle. Pas plus que celui de la Divette : « C'est l'établissement le plus calme que j'ai jamais tenu. »

L'erreur est flagrante. Erreur tactique puisque la maire risque de devoir renoncer à son arrêté. Pas question en tout cas que le préfet y accepte quelque dérogation que ce soit : à quel titre le casino ou le restaurant chic du lac pourraient-ils rester ouverts alors que le bistrot et le fast-food devraient fermer ?

Erreur politique aussi car Mme Kohler-Chevrot a probablement gâché, dans sa précipitation, ses chances d'être désignée à la candidature contre Marie-France Lecuir, député P.s. du Val-d'Oise.

Faute psychologique, enfin, quand le pétard sécuritaire se retourne contre celle qui l'a trop manupulé. Et contre sa ville. Car c'est au nom de l'image de marque d'Enghien qu'elle a pris les armes contre les indésirables. « Vous venez de porter un coup bas à la réputation de notre ville ». lui répondent les deux socialistes, membres du conseil municipal. Sans nier que la délinquance soit plus forte à Enghien que dans les autres communes du département — comment s'en étonner dans une ville où les porte-monnaie sont plus pleins qu'ailleurs et où les visiteurs se heurtent à chaque pas à une boutique de luxe ? — ils ont beau jeu de demander s'il était nécessaire d'en exagérer l'importance.

La mayonnaise d'Enghien va retomber d'elle-même. Pourtant, elle est symptomatique d'une certaine attitude à droite, faite d'affolement devant les scores de Le Pen, de mauvaise foi lorsqu'il s'agit d'exploiter la sécurité comme un thème politiquement payant. Et de tendance « naturelle » à faire régner l'ordre public en assimilant jeunes et étrangers à fauteurs de troubles.

A l'heure où Banlieues 89 essaie de réveiller les périphéries, de leur permettre de revendiquer une identité, à l'heure où de nombreux maires de banlieue font des pieds et des mains pour allumer quelques lumières dans leurs villes et convaincre leurs rares estaminets de rester ouverts la nuit, l'affaire d'Enghien nous rappelle que, pour d'autres, tout aussi nombreux sans doute, une bonne ville est une ville morte.

---

relations d'attraction entre le centre et la périphérie », affirme Castro. Fêtes et Forts, ce sera donc la création d'événements qui inviteront les Parisiens à venir en banlieue.

Autre idée « neuve », celle qui consiste à prendre en compte la globalité du « temps libre », à « décloisonner les loisirs » selon le mot du directeur de Fêtes et Forts, Christian Gay-Bellile. Cette année on commence avec la culture et le sport. L'an prochain, on s'ouvrira à la communication, l'informatique, les jeux, le modélisme, les cerfs-volants, le cirque...

Encore une « révolution » : l'été en banlieue. Parce que, passé le 14 juillet, il ne s'y passe plus rien alors que 60 % de la population reste sur place. Des jeunes surtout. Les plus défavorisés, évidemment. La démarche de Fêtes et Forts, c'est tout le contraire d'un festival : pas question d'attendre que les intéressés viennent, il s'agit d'aller au-devant des désirs des gens qui vivent là.



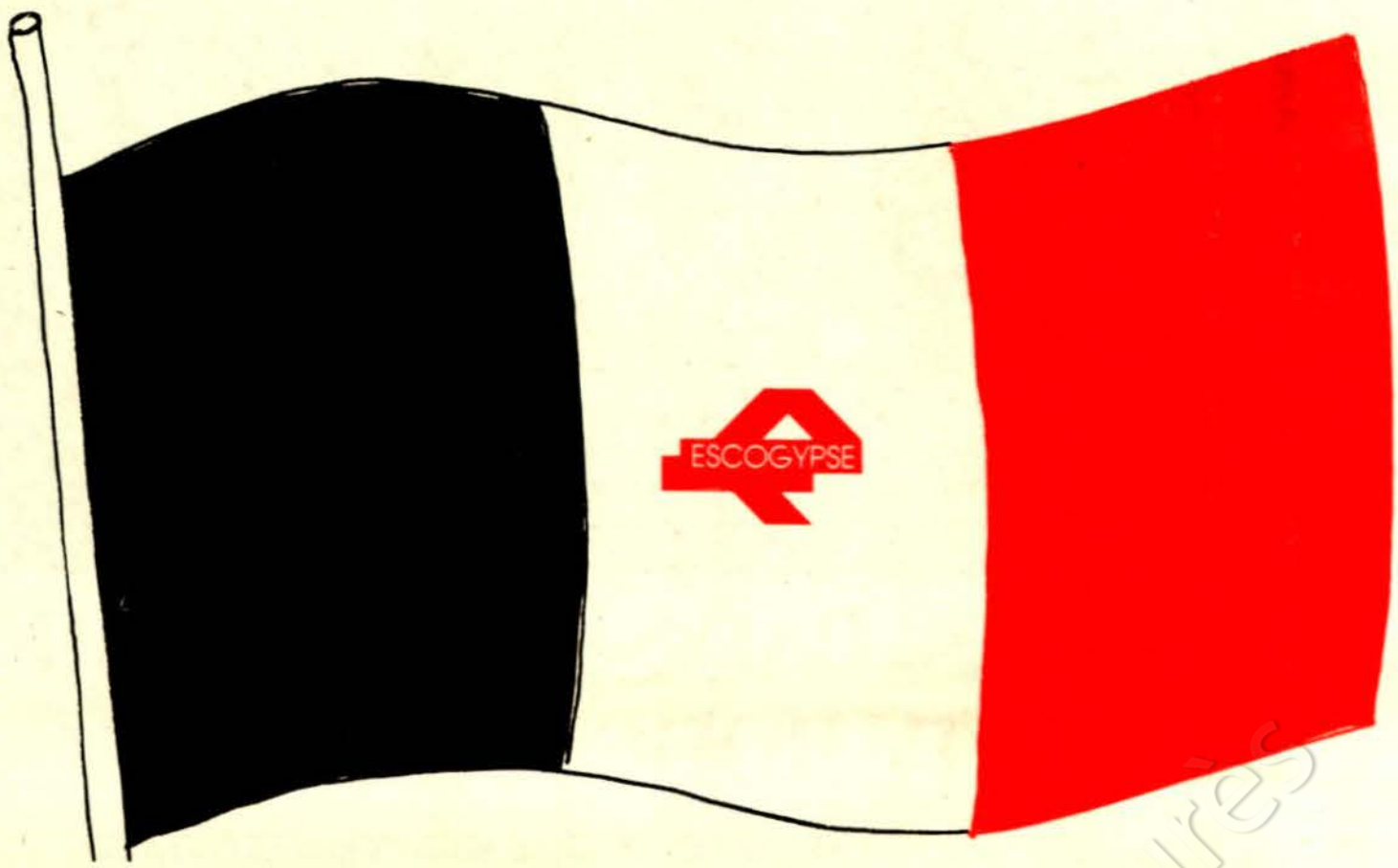
Qui ose crier à l'utopie ?

« Les structures types M.j.c. sont trop contraignantes, trop intellectuelles pour une culture comme celle de ces gosses, une culture plus immédiate qu'il faut saisir sur l'instant. »

Fêtes et Forts propose donc des structures légères et démontables, transformables, capables de s'adapter aux besoins, et non le contraire. Un système qui a très bien accroché, puisque les associations et les radios locales ont pris en charge la programmation de soirées entières ainsi que l'organisation de la Coupe intercité de smurf.

A terme, Fêtes et Forts pourrait pratiquement disparaître. SI, dans six ans, en 1989, les associations et les communes reprennent son action à leur compte. En attendant, l'opération a l'intention de se développer. Faute de temps et d'argent — cette année 2 millions de subventions ont été accordés sur un budget global de 5 millions auquel participent de nombreux sponsors — elle reste limitée. Elle pourrait l'an prochain s'ouvrir à six lieux en région parisienne et trois en province. Et grossir encore les années suivantes.

Roland Castro, en présentant Fêtes et Forts, a cité un graffiti croisé sur un mur : « Tout est permis, rien n'est possible. » Et il répond : « Voilà notre mission, créer du possible. Dans les endroits les plus défavorisés. » Qui ose crier à l'utopie, à la bouffonnerie ?



ESCOGYPSE

PLAQUES DE PLATRE ENROBÉES DE CARTON

Enfin, une Plaque de Plâtre Française sur le Marché Français...

Produite par la seule société de fabrication à **capitaux 100% Français**
dans une des usines les plus modernes d'Europe, sur les bords de l'Escaut.

et à des prix... Plus que compétitifs !

Plaques fabriquées selon les spécifications de la norme NFP 72302 - Norme DIN 18180
Classification au feu M1

Pour connaître le nom du négociant habilité le plus proche de chez vous
Téléphonez-nous au (27) 46.47.39

Vous ne le regretterez pas !

Collection Jean-Jaurès

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE



TOUR MONTPARNASSE



ELF LAGOS



VILLE NOUVELLE ALADJA NIGERIA

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE
offre à ses clients un service complet

Elle prend en main leur projet, de la naissance de l'idée jusqu'à son **achèvement.**

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE analyse et définit les besoins, conçoit le projet, met en œuvre l'organisation financière, construit les édifices et livre le jour « J » les produits.

SEFRI CONSTRUCTION INTERNATIONALE, c'est une grande expérience dans une gamme de produits étendue : immeubles de bureaux, logements de luxe, moyens et sociaux, hôtels clés en main, stations de loisirs, maisons individuelles, rénovation urbaine, hôpitaux, engineering agro-alimentaire.

PARIS
Tour Maine Montparnasse - 33, Avenue du Maine
75755 PARIS CEDEX 15
☎ (1) 538.46.46 - Télex : SEFRICO 203634 F

TORONTO
8, Prince Arthur Avenue
☎ (416) 927.94.96 - Télex 06218394

LONDRES
34, Brook Street
LONDON W 1 - ☎ (441) 629.01.00

LAGOS
Ibiyimka - Victoria Island
☎ 627.347 - Télex 22335

Fondation Jaurès

EDWIGE AVICE : "LE SPORT DE MASSE A BESOIN DES LOCOMOTIVES OLYMPIQUES"

A quelques jours de l'ouverture des jeux Olympiques de Los Angeles, Edwige Avice fait le point sur ses trois années de travail au ministère de la Jeunesse et des Sports. Un bilan très positif

LE 28 juillet prochain s'ouvriront au Coliséum de Los Angeles les XXIIIe jeux Olympiques d'été. Boycottés par les pays de l'Est, à l'exception de la Roumanie et de la Yougoslavie, ces jeux réuniront 140 pays, dont la Chine qui effectue son grand retour sur la scène olympique après 32 ans d'absence. Mais la crédibilité de la plupart des disciplines souffrira beaucoup de l'absence des « géants » que sont notamment l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est. Moins catégorique, Edwige Avice, ministre de la Jeunesse et des Sports, que nous avons rencontrée avant cette échéance, estime qu'il s'agira malgré tout de « vrais jeux ».

Avec la ministre, nous avons également abordé d'autres thèmes concernant la politique sportive menée par le gouvernement depuis 1981, la candidature de Paris pour les jeux Olympiques de 1992, sans oublier d'évoquer les rapports existant entre sport de haut niveau et sport de masse.



« L'UNITE » : Que représente l'échéance de Los Angeles dans le cadre de votre politique sportive et en conséquence qu'attendez-vous de ces jeux ?

EDWIGE AVICE : Les jeux Olympiques constituent pour tous les pays une échéance sportive internationale très importante. C'est une façon de mobiliser l'ensemble du mouvement sportif et les athlètes et de mettre l'accent, surtout pour un pays comme le nôtre qui est la patrie de Pierre de Coubertin, sur l'idéal du sport. Les liens qui existent entre le sport de masse et le sport de compétition font qu'il est nécessaire, pour entraîner le sport de masse, d'avoir des « locomotives ». Il faut donc comprendre que les jeux Olympiques sont l'occasion, dans toutes les disciplines, d'avoir de très beaux exemples sportifs d'hommes et de femmes, et d'encourager justement, dans tout le pays, l'intérêt pour le sport. En outre, et quelles que soient les vicissitudes, cela reste un moment privilégié de rencontres internationales entre les peuples et c'est une dimension qu'il ne faudrait surtout pas oublier, même si, au moment où nous nous trouvons il y a, une fois de plus, un boycott des jeux.

— Par rapport à la préparation des jeux de Moscou en 1980, qu'est-ce que votre ministère s'est efforcé d'apporter de novateur ?

— Tout d'abord des crédits. C'est la première fois que l'Etat français consacre autant de moyens financiers à la préparation des jeux. Seize millions de francs ont été accordés dans le budget de la Jeunesse et des Sports pour la circonstance, en plus, bien sûr, des crédits consacrés habituellement au sport de haut niveau. C'est sans commune mesure avec tout ce qui a été fait antérieurement.

Deuxièmement : c'est le mode de préparation qui a changé. Nous nous sommes mis au travail assez tôt, et avec l'aide de Robert Bobin qui a été désigné spécialement pour la circonstance compte tenu de ses compétences que personne dans le pays n'ignore, nous avons fait en quelque sorte du surmesure pour chaque athlète. Par des accords avec les administrations, avec l'Education nationale, avec des entreprises, de manière qu'ils soient dans les meilleures conditions de préparation, dégagés au niveau de leur emploi du temps et, surtout, je dirais, rassurés pour leur avenir. Je pense que, à l'heure actuelle, alors que nous terminons les sélections olympiques, personne ne conteste que la préparation à laquelle tout le mouvement sportif a d'ailleurs été associé se soit déroulée dans de bonnes conditions.

— Boycottés par les pays de l'Est, ces jeux ne seront pas, qu'on le veuille ou non, de vrais jeux, comme l'attestent d'ailleurs les records en série battus ces dernières semaines par les sportifs d'U.r.s.s. et de R.d.a. notamment. Qu'est-ce que cela vous inspire au niveau des résultats qui seront enregistrés à Los Angeles et pour l'avenir même des jeux ?

— Je trouve que la formule est sévère. Los Angeles, ce seront de vrais jeux Olympiques avec 140 pays. Je pense que vous n'avez peut-être pas eu le détail des résultats internationaux dans toute discipline. La Chine, les Etats-Unis, un certain nombre de pays d'Europe sont très forts dans des disciplines où les pays de l'Est sont également bien placés.

Il y a certaines disciplines où l'absence des pays de l'Est ne change pas fondamentalement les données du classement comme en sport équestre. Il y en a d'autres où, au contraire, l'absence des pays de l'Est change d'une façon importante les données du classement.

Je prendrai le cas bien connu de l'haltérophilie ou de l'athlétisme, bien qu'en athlétisme les Américains soient également très forts. Mais les résultats enregistrés à Los Angeles ne seront pas inférieurs à ce qui a été vu au cours des jeux Olympiques antérieurs. Surtout pas inférieurs à Montréal. Ce sera une épreuve sportive de très haut niveau. Quant à l'avenir même de la manifestation, comme vous le savez, nous avons en France cherché à plaider l'avenir d'une candidature française en 1992. L'avenir de cette manifestation, il dépendra aussi de la capacité que nous aurons au plan international à protéger les sites olympiques. Le mouvement sportif est profondément hostile à l'idée de boycott. Il n'a pas voulu boycotter les jeux de Moscou, il n'a pas voulu boycotter quels que jeux que ce soit, et il faut tenir compte justement de cette attitude constante du mouvement sportif pour essayer d'imaginer une formule pour l'avenir.

Je sais qu'une démarche avait été entreprise auprès de l'Onu, il y a quelques années, à l'initiative du Comité international olympique. Cette démarche portait sur la neutralisation temporaine du site olympique, ce qui est différent du site permanent auquel le mouvement international sportif ne semble pas s'être rallié. Est-ce que ce n'est pas dans ce sens là qu'il faudrait justement essayer de plaider la cause des jeux Olympiques ? J'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec M. Samaranch, le président du C.i.o.

— Après les nouvelles réserves faites récemment par Jacques Chirac sur l'engagement financier de l'Etat au cas où la France organiserait les jeux Olympiques en 1992, pouvez-vous faire le point sur cette question ?

— Je dirai premièrement que mon souci est d'éviter la polémique, parce que je sais qu'elle ne servirait pas la candidature française. Deuxièmement, je ferai une remarque : il fallait que l'Etat s'engage pour rendre cette candidature crédible, il l'a fait à hauteur de deux milliards de francs, c'est une réponse positive, elle correspond à ce qu'a dit le président de la République lors de la présence du mouvement sportif international à Paris, à la Sorbonne.

Il faut, bien sûr, regarder les propositions de la Ville avec les ministères compétents dans le calme et sans précipitation. Mais je crois que, pour faire notre analyse, il faudra tenir compte d'un certain nombre de choses. Il nous faudra tout d'abord tenir compte de la façon dont les jeux Olympiques antérieurs ont été organisés.

Le montage financier devra effectivement s'inspirer de formules qui ont déjà fait leurs preuves et nous avons notamment dans le montage financier des jeux de Montréal un certain nombre d'informations à prendre. Mais il faut lever quelques faux débats car jamais il n'a été question que l'Etat s'approprie les recettes des droits de retransmission. Ils vont naturellement au C.o.j.o. (Comité d'organisation des jeux Olympiques) : c'est la règle.

Donc je n'ai pas très bien compris pourquoi on revenait à la charge avec cette question. En outre, il y a quand même un point qu'il ne faudra pas renoncer à examiner. Car ces jeux vont essentiellement profiter, du point de vue de la retombée économique et aussi du point de vue des investissements sportifs, à Paris et à la région parisienne. Il faut donc que notre montage financier ne soit pas préjudiciable à la politique d'équipement nécessaire à l'ensemble du territoire. Il ne faut pas que l'on crée une injustice. Toutes ces questions devront être examinées dans le calme. Piloté pour

(suite en page 17)

Carl Lewis : mieux avec Jesse Owens ?

Triple champion du monde l'année dernière à Helsinki, Carl Lewis qui devrait être la superstar des compétitions de Los Angeles entend cette fois rejoindre Jesse Owens dans la légende des jeux. A savoir remporter quatre médailles d'or sur 100 m, 200 m, 4 x 100 m et au saut en longueur ; exploit que réussit Owens à Berlin en 1936. Ce défi, Lewis devrait logiquement le relever. Et, qui sait, y ajouter le record du monde du saut en longueur que détient depuis 1968 son compatriote Bob Beamon avec 8,90 m.



L'équipe de relais 4 x 100 m américaine : Emmit Smith, Carl Lewis, Willie Gault et Calvin Smith.

Laurence Elloy : la plus sûre Française

Laurence Elloy (25 ans) est en progression constante sur 100 m haies comme l'attestent les 12''72 qu'elle a réussies avec un vent, hélas ! trop favorable, lors des récents championnats de France. Finaliste probable à Los Angeles, elle peut également accéder au podium en raison de l'absence des spécialistes de l'Est.

Patrice Garande : un buteur hors pair

L'Auxerrois Patrice Garande (24 ans) a partagé, la saison dernière, le titre de meilleur buteur du championnat de France avec l'Argentin Delio Onnis : 21 buts pour les deux hommes. Un Français n'avait pas été à pareille fête depuis 1970 avec le Stéphanois Hervé Revelli. Garande sera l'avant-centre de l'équipe de France olympique qui, en l'absence des pays de l'Est, est l'une des favorites du tournoi de Los Angeles.

Philippe Omnès : en garde !

Avec Philippe Riboud et les épéistes, tenant du titre olympique par équipes, le fleuret français pourrait connaître à Los Angeles une consécration au plan individuel qui lui échappe régulièrement. Grâce à Pascal Jolyot, vice-champion olympique à Moscou, mais aussi grâce à Philippe Omnès qui ne déçoit jamais et dont les qualités de « battant » pourraient être précieuses face aux Italiens.

Stephane Caristan.



Laurence Elloy.



A.f.p.

Stéphane Caristan qui monte qui monte

Avec Bruno Marie-Rose, Jean-Jacques Boussemart, Walter Ciofani et quelques autres, Stéphane Caristan fait partie de la nouvelle génération d'athlètes français arrivés au niveau international. Agé de 20 ans, Caristan qui a été crédité de 13''63 sur 110 m haies lors des championnats de France est considéré comme le successeur de Guy Drut dans cette spécialité. A Los Angeles il pourrait franchir un nouveau palier.



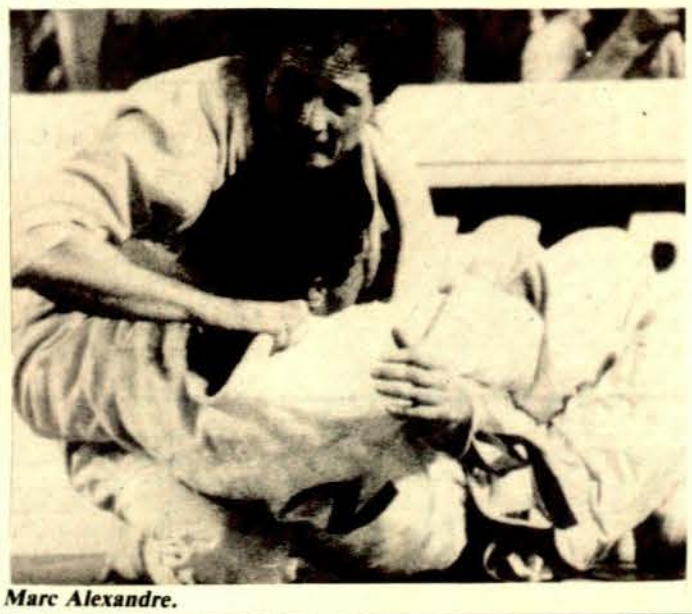
Pierre Guinon.



Philippe Omnès.

Pierre Quinon : le meilleur « mental »

Recordman du monde du saut à la perche l'été dernier avec 5,82 m, Pierre Quinon (22 ans) est aussi un jeune athlète taillé pour la compétition de haut niveau. Il l'a prouvé en étant le meilleur perchiste français aux championnats d'Europe à Athènes il y a deux ans. Ses qualités physiques et son « mental » peuvent lui permettre de réussir une bonne performance à Los Angeles.



Marc Alexandre.

Marc Alexandre : un judoka régulier

Dans la catégorie des mi-légers, il a d'abord succédé à Thierry Rey sur le plan national. Puis à l'échelon supérieur en s'adjugeant le titre européen à Liège au mois de mai dernier. Si Marc Alexandre (24 ans) continue une ascension aussi régulière il devrait donc devenir champion olympique à Los Angeles puisque Thierry Rey avait, dans la catégorie des super-légers, il est vrai, décroché le titre il y a quatre ans à Moscou.



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

OFFICE VOYAGES LAFAYETTE S.A.

Pour tous vos déplacements fer, mer, air, tourisme, circuits touristiques et séjours par avions réguliers ou charters.

Aller et retour	*A partir de*
PARIS-TANGER	*1 390 F*
PARIS-PALERME	*1 470 F*
PARIS-TUNIS	*1 540 F*
PARIS-ATHENES	*1 790 F*
PARIS-TEL-AVIV	*2 750 F*
PARIS-NEW YORK	*3 300 F*
Séjour en TUNISIE	*2 750 F*
Séjour aux CANARIES	*2 930 F*
Circuit 8 j. en ISRAEL	*3 800 F*

Adressez-vous au :

18 rue Bleue - 75009 PARIS
Tél. : 770.91.09 - métro : Cadet

13 rue Montholon - 75009 PARIS
Tél. : 770.80.37 - métro : Cadet

120 rue Legendre - 75017 PARIS
Tél. : 627.70.95 - métro : La Fourche

LIC. 423 A

Groupe CdF

SOFIREM participe à l'extension de la Société CIVEL

SOFIREM vient de décider de participer au programme d'extension de la société CIVEL, spécialisée dans la construction de moniteurs vidéo monochromes et couleur. Créée en 1980 et implantée dans la zone industrielle de Nœux-les-Mines, à 6 km de Béthune, la société CIVEL occupait une usine qui s'est avérée trop petite. Le nouveau bâtiment, trois fois plus vaste, est construit sur un terrain de 8 500 m² et permettra plusieurs extensions ultérieures.

CIVEL est une société française capable, outre le matériel standard, de construire des moniteurs vidéo de haute et très haute définition. Le modèle couleur de 32 KHz, particulièrement performant, peut être comparé aux modèles similaires étrangers.

Cette opération permettra la création de 14 emplois supplémentaires, grâce à une intervention financière de SOFIREM s'élevant, avec une opération antérieure, à 800 000 F.

Important catalogue de livres anciens & modernes sur l'Orient (et différentes parties du monde), les sciences sociales, le régionalisme et les traditions populaires françaises et européennes. Parution en mai. Ecrire à Jean-Philippe GELEY, 232 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Achat de livres au comptant en toutes langues.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

(suite de la page 14)

le compte de l'Etat par M. Astorgue et par M. Belin pour le compte de la Ville, un groupe de travail et de coordination fonctionne. Il faut qu'il continue son travail.

— Révélé par les récents championnats de France d'athlétisme, le sprinter Bruno Marie-Rose a déclaré qu'il ferait l'impasse sur la saison 1985, saison post olympique, afin de mieux se consacrer à ses études de mathématiques. Or, justement, dans la perspective de l'organisation des jeux de 1992 et du renouveau de l'athlétisme français, ne pensez-vous pas malgré tout que c'est chaque année que les jeux doivent être préparés ?

— Cela m'inspire deux réactions. La première c'est que les gens sont libres, et si Bruno Marie-Rose veut organiser sa vie de cette manière, c'est parfaitement son droit et nous devons respecter sa décision. La seconde considération c'est que, justement, dans le cadre de la loi sur le sport et de nos accords avec l'Education nationale, nous mettrons en place un système très différent de celui qui existe actuellement. Bien sûr, il y a la formule du sport-études déjà bien rôdée, mais ce que nous proposons c'est un véritable statut de l'athlète de haut niveau avec des cursus aménagés, des possibilités de travail différentes au sein du système scolaire, du système universitaire et même dans la vie professionnelle. Mais vous n'empêcherez quand même pas, sur le parcours, qu'un certain nombre de jeunes décident d'affecter une année particulière à des études qui les intéressent. Ils peuvent avoir envie d'un rythme un peu plus brisé que celui très régulier qui serait compatible avec le statut de l'athlète de haut niveau.

— L'organisation possible de ces jeux de 1992 représente la réalisation d'une politique sportive ambitieuse pour le haut niveau. Mais comment comptez-vous intégrer à cette politique les jeunes Français et aussi les adeptes du sport populaire, du sport de loisirs ?

— Bien sûr, nous sommes cette année dans une période très favorable à l'organisation des grandes compétitions. Nous avons eu les championnats d'Europe de football, il y a le rendez-vous des jeux Olympiques de 1984 et celui de 1992. Donc, au niveau de l'information, ce qui passe le plus, c'est le sport de haute compétition. Mais il faut bien voir que pendant trois années nous avons également mis en place pour le sport de masse les conditions de son développement. Et je pourrai en donner des exemples multiples : la politique des gymnases scolaires que nous avons menée ; le fait que, dans la loi sur le sport, des fédérations « affinitaires » soient mises au même niveau que les autres ; les accords passés avec le mouvement sportif, pour l'animation sportive de vacances des enfants et des adolescents ; l'accord particulier que j'ai passé avec la Fédération française de football pour les terrains de grand jeu, au pied des immeubles dans les quartiers souvent les plus défavorisés ; la campagne du sport pour tous que nous mènerons avec le Centre français d'éducation pour la santé et avec les mutualités.

Cette campagne, qui va être plus particulièrement orchestrée au mois de septembre, sera relayée, j'en ai maintenant l'assurance par les associations familiales. J'ai rencontré à cet effet le président de l'U.n.a.f. Je voudrai aussi rappeler les récentes déclarations du ministre de l'Education nationale, à Saint-Médard, lors des championnats de France du sport scolaire et universitaire, donnant les perspectives du développement du sport au sein du système scolaire. L'action particulière est que nous encourageons l'U.n.s.s. (Union nationale du sport scolaire) et l'U.s.e.p. (Union sportive des établissements primaires) pour l'organisation des jeux de l'avenir en 1985 dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse.

Sans oublier toute une politique d'équipement dont on ne parle pas assez souvent et qui s'appuie non seulement sur la période des vacances puisqu'il y a des besoins de sports de loisirs plus particuliers à ce moment-là, mais aussi sur les demandes en équipements légers des collectivités locales, demandes tout à fait adaptées au sport familial. Alors j'ai personnellement l'intention de mener une action particulière en m'inspirant de ce qui se fait en Suède, pour le sport familial. C'est cela la toile de fond permanente de notre action.

C'est l'action menée d'une part avec l'Education nationale, d'autre part avec les collectivités locales et maintenant avec les associations familiales. Je voudrais aussi ne pas oublier le mouvement sportif dans son ensemble qui a acdepté de signer un accord avec le ministère, en particulier pour les vacances des enfants et des adolescents. Mais je dirai là aussi qu'il ne faut pas non plus avoir l'esprit de catégorie parce que si, par exemple, je réussissais un jour à former un footballeur célèbre, donc pratiquant un sport de haute compétition, dans une banlieue de Paris (ou d'ailleurs) où l'on vient d'installer un terrain de grand jeu — je le ferai sans doute pendant les vacances — eh bien, il aurait beaucoup de succès et ensuite beaucoup de jeunes voudraient faire du football, j'en suis absolument convaincue.

L'exemple a un impact qu'on ne peut nier, un effet d'entraînement : le sport est une très belle image pour la jeunesse et c'est cela aussi qu'il faut conserver. L'image d'une victoire c'est important pour des jeunes qui sont en situation d'échec. C'est aussi l'image d'une relation humaine différente.

La haute compétition a ce privilège de nous mettre tout cela devant les yeux avec un grand retentissement. Evidemment, il ne faudrait pas que, pour les jeunes, le sport soit une sorte de miroir aux alouettes, car c'est vrai que dans certains sports il y a beaucoup d'argent et que cela peut nourrir quelques illusions. Je rencontre des jeunes qui croient trop souvent qu'on peut y gagner sa vie facilement. Dans ces cas-là, il faut donc dire très nettement ce qu'il en est. Mais je suis résolument convaincue, si nous avons des avancées significatives dans le domaine du sport pour tous, c'est parce que durant certaines grandes compétitions le sport a été sur le devant de la scène en permanence.

Quand vingt millions de Français regardent à la télévision la finale du Championnat d'Europe de football, ce n'est pas sans conséquence sur leur comportement. En particulier, vis-à-vis de leurs enfants. Même chose avec le tennis et Roland-Garros ou avec les jeux Olympiques ; c'est vrai, un certain nombre de forces et de faiblesses vont apparaître, mais il y aura forcément des conséquences sur la pratique sportive de la population. Notre idée a donc été de ne pas diviser les gens mais plutôt d'essayer de profiter des circonstances afin que ce soit un élan pour l'ensemble du sport.

(Propos recueillis par PHILIPPE MAQUAT)



Jean Poczobut. A.f.p.

ATHLETISME : LA PRISE DU POUVOIR PAR LES JEUNES

Mission accomplie pour Jean Poczobut, quels que soient les résultats de Los Angeles. En effet dans l'hostilité quasi générale, le directeur technique national de l'athlétisme français a réussi à promouvoir une nouvelle race d'athlètes grâce à l'"opération 1000 espoirs"

PAR PHILIPPE MAQUAT

PARMI les 252 sportifs français auxquels la commission des sports de haut niveau a accordé un visa pour Los Angeles, combien reviendront de Californie, avec une médaille autour du cou le 13 août ? Question traditionnelle avant chaque rendez-vous olympique, question terrible pour les directeurs techniques de chaque discipline. On devine pourquoi.

A Moscou en 1980, la délégation française avait obtenu 14 médailles dont 6 en or, l'escrime (6 médailles dont 4 en or) et le judo (4 médailles dont 2 en or) s'étant taillé la part du lion. De ces deux disciplines, on attendra, à nouveau, un brillant comportement, d'autant — et on y revient inexorablement — que, pour l'escrime surtout, les excellents spécialistes des pays de l'Est ne seront pas au rendez-vous.

L'équipe de France olympique de football entraînée par Henri Michel, le successeur de Michel Hidalgo, et des individualités comme Michel Carrega (tir), Philippe Bouvatier (cyclisme), Philippe Vatuone (gymnastique) etc., possèdent de bonnes chances de se distinguer en Californie. Sans oublier quelques athlètes, au premier rang desquels figurent les perchistes, qui devront montrer une motivation à toute épreuve pour endiguer le raz de marée américain attendu dans le numéro un des sports olympiques, raz de marée qui devrait prendre des proportions encore plus grandes en natation pour les raisons que l'on sait.

Reste que les jeux de Los Angeles constitueront la dernière grande échéance pour Jean Poczobut, directeur technique national de l'athlétisme depuis 1978. Durant six années, cet ancien professeur d'E.p.s. s'est essentiellement consacré à restaurer les fondations de l'athlétisme français, au grand dépit des tenants d'une « politique de commande » menée autour d'un petit noyau d'athlètes. C'est pourquoi, Jean Poczobut ne cache pas que les résultats enregistrés lors des récents championnats de France, organisés à Villeneuve-d'Ascq près de Lille, ont constitué l'une des plus belles satisfactions de sa carrière : « Nous avons assisté à une réelle prise de pouvoir par les jeunes. Plus encore qu'à Bordeaux l'année précédente ces championnats ont été ceux de la relance puisque, par rapport à 1983, 25 épreuves sur 33 ont entraîné des performances supérieures. »

Jean Poczobut estime donc que l'« opération 1 000 espoirs » autour de laquelle il a bâti sa politique a finalement abouti aux résultats escomptés. « Des athlètes comme Bruno Marie-Rose (100 m), Jean-Jacques Boussemart (200 m), Stéphane Caristan (110 m haies), Walter Ciofani (marteau), Jean-Paul Lakafia (javelot) ont en effet atteint le niveau international » explique-t-il. Sans pour autant nier que d'énormes zones d'ombre subsistent, au poids et en demi-fond long (5 000 m et 10 000 m) par exemple.

Sachant qu'aucun des garçons précités ne deviendra, à moins d'un petit miracle, champion olympique le mois prochain à Los Angeles. Qu'attend donc Jean Poczobut de ces jeux amputés de la participation des athlètes de l'Est ? « J'attends une bien meilleure prestation qu'aux championnats du monde d'Helsinki l'été dernier. Les athlètes de l'Est absents, nous avons bien sûr plus de chances d'accéder au podium bien que pour les courses de plat masculines le boycottage ne change pas grand-chose au problème. »

Une prévision chiffrée des chances françaises est-elle possible ? « Je n'aime pas beaucoup faire de pronostics, précise-t-il, mais j'espère malgré tout que nous aurons environ quinze finalistes (athlètes classés dans les huit premiers) et une chance d'accession au podium pour les perchistes, Laurence Elloy (100 m haies) et Joseph Mamhoud (3 000 m steeple) ». Sans compter que le relais 4 × 100 m masculin peut surprendre et, qui sait, obtenir une médaille de bronze comme à Moscou en 1980. Médaille qui fut la seule pour l'athlétisme français.

Concernant l'avenir des jeux, Jean Poczobut est plutôt pessimiste : « Il est évident que des erreurs ont été commises dans le choix des villes organisatrices, car ces choix ont été avant tout politiques. Or, avec l'importance que donnent désormais les médias à ces compétitions, la situation est peut-être devenue irrémédiable. » Ne désirant pas rester sur cette note pessimiste, Jean Poczobut, qui ne veut pas encore évoquer ses prochaines fonctions, conclut en insistant sur le fait, qu'avenir olympique incertain ou non, il a l'intention de « présenter à (son) successeur un bilan qui pourra servir ». Bilan placé sous le signe de la relève, d'un vivier d'athlètes reconstitué.



Viva

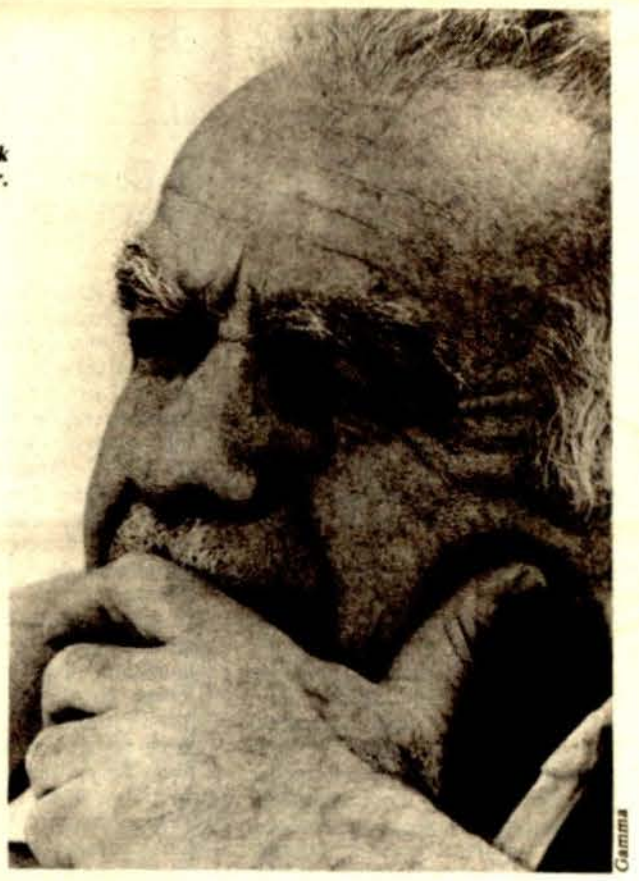
Le Mur des Lamentations à Jérusalem.



Shimon Peres.

Pascal Lebrun

ISRAEL: UNE DEMOCRATIE EN PROIE AU DOUTE



Itzak Shamir.

Gamma

Seule une défaite - heureusement probable - du Likoud pourrait changer le climat empoisonné qui règne en Israël. A l'heure de la "dollarisation" de fait et de la spirale terroriste, le Parti travailliste - pourtant bien usé lui aussi - apparaît comme le dernier rempart contre une dramatique fuite en avant

PAR JEAN LIBERMAN

(de notre envoyé spécial)

LE thème des élections n'excitait vraiment pas mes chauffeurs de taxi.

Le manque d'enthousiasme, voire le détachement relatif qui régnaient à Tel Aviv ou à Jérusalem à peu de semaines des élections nationales anticipées du 23 juillet ne tenaient pas seulement au pacte de non-violence signé entre le Likoud — au pouvoir depuis 1977 — et le Parti travailliste. A en juger par les queues devant les banques — littéralement devalisées d'un shekel dévalorisé — et la multiplicité inouïe des grèves, cette campagne électorale, même si elle soulève bien des espoirs, ne paraît vraiment pas au niveau des enjeux dramatiques que vit le citoyen israélien après sept ans de béguinisme.

Paradoxes israéliens qui échappent à tout « franco-centrisme » : dans l'avion Tel Aviv via Paris, bondé d'Israéliens qui prenaient gaiement leurs vacances à l'heure électorale, et au moment qualifié par le tout puissant lobby juif US (l'A.i.p.a.c.) de « phase la plus critique » de l'économie israélienne, la conversation avec mes deux voisins semblait tenir fort d'un certain humour juif... C'était pour l'un la blague du « goy » qui demande à un rabbin : « il paraît que les juifs répondent toujours à une question par une autre. Et le rabbin de répondre : qui vous a dit ça ? ». Car mon jeune interlocuteur qui finissait des études d'ingénieur se refusait avec dégoût à parler d'élections et de questions politiques. « Il y a trop de partis, finit-il par me dire (27) pour un petit pays comme le nôtre et comme le gagnant ne pourra gouverner qu'en se coalisant et en marchandant avec d'autres, aucun ne pourra tenir ses promesses. » Nostalgie d'une politique ou d'un homme fort ?

Quant à mon voisin de droite, bienheureux croyant à Kippa (calotte), ne regrettait nullement son choix israélien d'ex-juif français en se consolant facilement des problèmes économiques — « il y en a partout » disait-il — il me faisait songer à cette autre histoire du rabbin exalté courant les rues de son schtetl (village juif) en criant : « J'ai des réponses, j'ai des réponses mais pas les questions ! ».

Le décalage évident entre la relative agitation de la classe politique et le doute d'une bonne partie de l'opinion sur la portée réelle de la consultation — compte tenu que la victoire du parti travailliste paraît majoritairement souhaitée — incite beaucoup moins aux supputations sur les scores et les programmes respectifs qu'à la vision, pour celui qui se souvient d'un Israël « prélikoudien », des nouveautés d'un paysage aux arêtes impressionnantes.

Trois changements majeurs

Trois de ces changements au moins sont extrêmement frappants et ne sont certes pas sans liens avec ces sept années de pouvoir du Likoud :

D'abord un phénomène économique majeur, aussi spectaculaire (le dollar est sur toutes les étiquettes) que redoutable : la dollarisation de facto de la monnaie israélienne, due à la constante dépréciation du shekel, ce qui remet en question l'indépendance économique, donc politique, de l'Etat sioniste.

Ensuite, phénomène aussi éloquent, à travers le nombre accru des kippas, que le respect le plus strict de Shabbat — notamment à Jérusalem — et surtout fort dangereux après la découverte et le jugement du fameux réseau terroriste juif du bloc de la Foi : la radicalisation religieuse ou politique dans le sens extrémiste du Grand

Israël, liée d'ailleurs à une intolérance publique croissante.

Enfin, conséquence inattendue du fiasco de l'aventure libanaise, raison essentielle de la chute du Likoud, une étonnante et rapide évolution des Palestiniens des territoires occupés, autrefois partagés entre les différentes factions de l'OLP et aujourd'hui à 90 % derrière le Fath d'Arafat : c'est-à-dire, à leurs yeux du moins, pour une coexistence pacifique dans la reconnaissance mutuelle entre Israël et un Etat palestinien (confédéré ou non avec la Jordanie).

Le 51e Etat américain ?

On conçoit que la préoccupation quotidienne dominante pour l'Israélien, en dépit d'une prospérité apparente, soit celle de la valeur de sa monnaie : le Likoud tend à en faire bon gré mal gré un spéculateur.

Des commerces aux hôtels, jusqu'aux prestations de nombreux professionnels et aux chauffeurs abusifs de taxi, la monnaie d'usage est le dollar. « Comment voulez-vous, me dit un commerçant, que nous changions tous les jours nos étiquettes avec un shekel qui se dévalue de plus d'un demi point tous les jours !... Et quand le gouvernement lui-même nous taxe en dollars ! »

Mais les travailleurs ne sont pas payés en dollars et quand l'inflation passe de 29 % en 1977 à 400 % (annuelle) en 1984 on comprend que les grèves n'épargnent plus aucun secteur, y compris diplomatique. N'a-t-on pas dû réquisitionner les journalistes de la radio-télévision !

Non seulement le gouvernement — élections obligent — permet le boom effréné du marché noir du dollar (qui vaut 70 % de plus que son cours officiel) mais il l'encourage par une liberté des changes qui permet au citoyen susceptible de retirer 2 000 dollars de sa banque et de les changer « au noir » de s'offrir des vacances gratuites à l'étranger : cas de plus de 700 000 Israéliens (il y a 4 millions d'Israéliens dont quelque 700 000 Arabes).

Le Likoud, qui a d'ailleurs changé six fois de politique économique mais a pipé les voix des séparades pauvres grâce aux largesses d'Aridor qui n'avait pas hésité à vider aussi les réserves du Trésor, recommence aujourd'hui, par gouvernement interposé, l'opération, en dépit de son argentier Cohen-Orgad. Et c'est de nouveau l'illusion de la prospérité, avec la ruée générale sur tous les objets de consommation.

Il va de soi que cette dollarisation de fait, qu'Aridor avait déjà osé proposer d'institutionnaliser — ce qui d'ailleurs ne choque guère nombre d'Israéliens nullement effrayés de devenir le cinquante et unième Etat américain (en contradiction formelle avec leur conviction sioniste) — ne règle en rien les racines structurelles de l'inflation.

De fait la politique économique purement démagogique et « populiste » du Likoud est d'abord obérée par l'hypertrophie du budget de la Défense (héritée des travaillistes — officiellement 30 % mais sans doute plus de 50 % — mais, surtout et spécifiquement, par le souci de ménager à la fois les profits du secteur privé (en priorité) ainsi que les salaires — toujours indexés — et la politique sociale. D'où les résultats : une dette extérieure passée de 6 à 26 milliards de dollars et une extension du fossé entre les plus riches et les plus pauvres (ceux-ci, en majorité séparades, ayant doublé et dépassant 5 000 000 de personnes, (d'où leur désaffection pour le Likoud) et une dégradation du niveau de vie moyen (l'indexation salaires-prix, ces derniers étant toujours en avance n'étant que de 80 %). Mais les épargnants aisés se débrouillent pour l'instant — par des placements à capitaux et intérêts indexés sur le dollar.

Le Likoud aura en tout cas du mal a réitérer avec succès son opération séduction de 1981.

Un discours parfois paranoïaque

« Il y a indubitablement ici un regain de religiosité, nous dit Yehoshua Rash, ancien secrétaire du Mapam et ex-ambassadeur d'Israël, qui consacre ses loisirs aux questions religieuses.

A Petah Tikva, non loin de Tel Aviv, où la bagarre a fait longtemps rage avec les religieux de l'Agoudat, les Nature Karta et les catéchumènes des Yechivoths, « la faute du maire » Tabori — excédé de voir sa ville désertée pour Tel Aviv, dès le vendredi soir, par la fermeture des spectacles, café, etc. — a osé y ouvrir un cinéma, avec un film plutôt scabreux. Ses défenseurs ont été traités de « nazis, de traîtres et d'antisémites » mais il l'a emporté. Et les religieux sont loin de faire partout la loi : question de rapport de forces.

« La radicalisation, dit-il, va dans un double sens. D'abord l'orthodoxisation. Ainsi le mouvement de jeunesse Bné Akiva a « oublié » le « Travail » dans sa devise « Thora et Travail », les Yechivoths sont de plus en plus moyennageuses. Seconde tendance : la chauvinisation annexionniste... jusqu'aux projets terroristes ». Pourquoi toute cette poussée ? A son avis « cela satisfait à une spiritualité que n'a pas su continuer de combler le judaïsme israélien des pionniers. La gauche travailliste a laissé le patrimoine en déshérence. On le récupère ». L'extrémisme religieux (ou non) n'est pas seulement lié à l'annexion (il y a les antisionistes Nature Karta de Mea Sharim à Jérusalem) mais son fer de lance est le Goush Emonim du fanatique rabbin Lewinger, aidé par ceux du Kach eux-mêmes conduits par le rabbin délinquant Meir Kahane, dont l'objectif est bel et bien de prendre la place des Arabes en Judée Samarie (Cisjordanie).

Ces nouveaux croisés du judaïsme conquérant ont repris à leur manière (cynique), revolver pas forcément à la ceinture, le flambeau travailliste de la colonisation, en créant ou en étendant à leur tour de nombreuses implantations. Symboliques sont ces habitats musclés et modernes dominant, comme à Kyriath-Arbat, la vieille cité arabe ; ils ne cessent d'empiéter sur elle et sur les alentours, sous la protection militaire et sous celle de leur propre organisation armée. On sait que la mystique de ces illuminés, encouragés et financés par le Likoud, a dégénéré (ou s'est épanouie) par la création d'un groupe terroriste — béni dans ses actions par le rabbin Lewinger — et est à l'origine avouée de nombreux crimes, depuis les attentants contres les maires arabes de Ramallah, Naplouse, El Birch, les assassinats d'étudiants d'universités arabes, jusqu'à la tentative démente de faire sauter les célèbres mosquées de pélerinage arabe d'Omar et d'El Aqsa... Celles-ci étant blasphématoires puisque situées sur l'emplacement, autrement plus sacré, du mont du Premier Temple Juif.

L'inquiétant discours que m'a tenu Lina R. juive d'origine algérienne immigrée depuis dix huit mois de France et activiste du Goush m'a donné l'impression d'un échantillon typique de paranoïa collective.

« Nous sommes venus à Kyriath Arbat pour deux raisons, a-t-elle daigné me répondre après m'avoir prié de « décoder mon langage » à propos de « terrorisme juif » : 1. C'est le lieu de la tombe des patriarches. 2. Dans les années prochaines le destin d'Israël repassera par Hébron où il a commencé... Mais je ne suis pas mystique (sic) a-t-elle précisé, d'ailleurs Kyria Arbat a été créé il y a quatorze ans par les travaillistes... Contre ceux qui veulent échanger les territoires contre la paix nous offrons, nous, la paix contre la paix. Mais les Arabes qui veulent partir le peuvent car nous sommes ici chez nous. Après tout ceux qui restent ne sont pas obligés d'être israéliens... »

Ashkenazes et séparades : un clivage qui s'estompe

Enfin : « il n'y a pas de réseau terroriste juif, monsieur, mais la réaction compréhensible de désespoir de la part de gens continuellement agressés (des jets de pierres) et qui ne m'ont simplement pas fait l'honneur en l'occurence de me contacter pour leur action. N'oubliez pas que les mosquées d'Omar et d'El Aqsa sont situées sur notre mont du Temple. Il est normal de faire de la place si l'on veut que notre destin s'accomplisse ! ».

Il est cependant significatif (mais nous sommes en période électorale) que le gouvernement Shamir, qui a stimulé et financé les entreprises du Gousch, ait dû accepter de faire incarcérer et juger une partie des vingt-neuf membres de ce redoutable réseau dont deux ont été seulement condamnés pour le moment, à de lourdes peines de prison. Mais les pressions du Likoud ont entraîné le report de la suite du procès à décembre prochain. « Au demeurant si un certain ritualisme s'est répandu ici, conclura Rash, on a assisté par contre à un déclin progressif des partis religieux — partenaires jusqu'à présent obligés des coalitions gouvernementales — Parti national religieux et Agondat Israël étant passés ensemble de vingt députés en 1977 à treize en 1981 et à onze aujourd'hui, ceci du fait des disputes internes et du départ de nombreux séparades, spécialement visés par les ultras orthodoxes. Le Tami en est l'illustration. Ajoutons que le Goush lui-même s'est divisé et qu'un courant religieux de

(suite en page 20)

Ariel Sharon en campagne.



Gamma



Le général Ezer Weizmann.



Amos Oz, écrivain.

(suite de la page 19)

gauche s'est récemment constitué.

C'est l'occasion d'observer qu'un des conflits les plus enracinés du pays, celui du clivage, et de la discrimination de fait entre juifs ashkenazes (européens) et sépharades (orientaux) grâce auxquels Begin avait emporté sa victoire, est en voie de s'estomper. Avec les mariages mixtes, l'éducation et les droits sociaux dont bénéficient les Orientaux, une lente fusion s'opère et, déjà, selon Ben Simhon — lui même, juif marocain et membre du bureau exécutif de l'Histadrut — la grande centrale syndicale unique. « Si l'écart laisse toujours à désirer au plan économique (d'où la désaffection d'une partie des Orientaux pour le Likoud), il s'améliore nettement au plan de la représentation politique ». Ce n'est, en effet, pas par hasard que, pour la première fois, la Histadrut a comme Secrétaire général avec M. Kesar, un juif oriental — yéménite d'origine pauvre — et qui contribue à donner une orientation plus combative et plus autonome, vis-à-vis du gouvernement et du Parti travailliste au syndicat. De même que les leaders les plus justement populaires, tant au Parti travailliste qu'au Likoud, à savoir Itzak Navon et David Lévy, à qui précisément les têtes de liste toujours ashkénazes, respectivement Shinon Péres (à tort car le Parti travailliste y laissera des plumes) et Itzak Shamir, ont refusé de céder les premiers rôles tout en faisant de leurs seconds d'indispensables faire-valoir.

La question clé des territoires

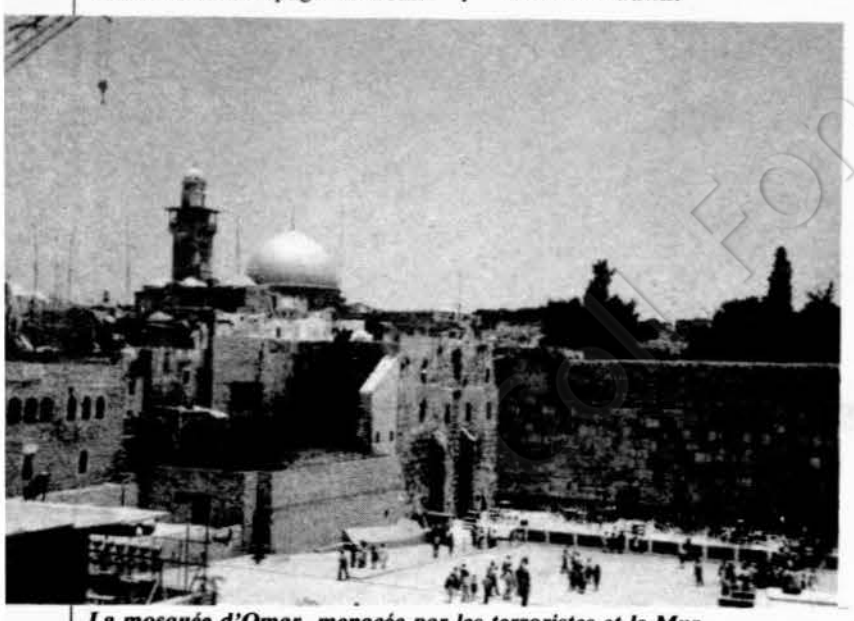
« Sans les Palestiniens on ne peut rien faire » est un thème qui, surtout après la guerre du Liban et le dérapage économique, tend à devenir l'obsession première d'une bonne partie de l'opinion israélienne par ailleurs étonnamment mobile. Certes, à la question de ce qui est ressenti comme le problème numéro un, c'est le problème économique qui est généralement cité. Mais si celui-ci a provoqué de sérieux ravages dans les mentalités : individualisme forcené, course au profit et intolérance renforcée vis-à-vis de tout ce qui ne semble « pas bon pour les juifs ». il n'en reste pas moins que le lien entre problèmes économiques et politiques tend à être, phénomène nouveau, de mieux en mieux perçu. C'est ainsi pour un des tout premiers écrivains israéliens A.B. Yehoshua — travailliste au demeurant et proche d'Amos Oz — que ce problème n°1 aujourd'hui est « celui des territoires occupés sans lequel, dit-il, le problème économique ne saurait être résolu » et même qu'« il n'y a pas d'autre solution qu'un Etat palestinien indépendant ».

Il reconnaît cependant qu'idéologiquement les Israéliens ont glissé majoritairement à droite et les sondages confirment qu'au moins 40 % d'entre eux ne veulent pas renoncer — toujours pour des raisons de sécurité — au contrôle des territoires... Pourtant, de l'avis d'un des porte-parole du Parti travailliste : si les Palestiniens et Hussein nous déclaraient solennellement la paix et la reconnaissance, 80 % d'entre nous seraient prêts à tous les retraits, ou presque, et même peut-être à négocier sur Jérusalem.

Alors que le Parti travailliste ne serait prêt à renoncer, aux termes de ses propositions de compromis territorial, qu'à 60 % des territoires occupés en conservant — dans la foulée du plan Allon — la vallée du Jourdain, une visite parmi les personnalités représentatives de Cisjordanie permet de mieux relever les points éventuels d'accord et les chances de succès de ce compromis.



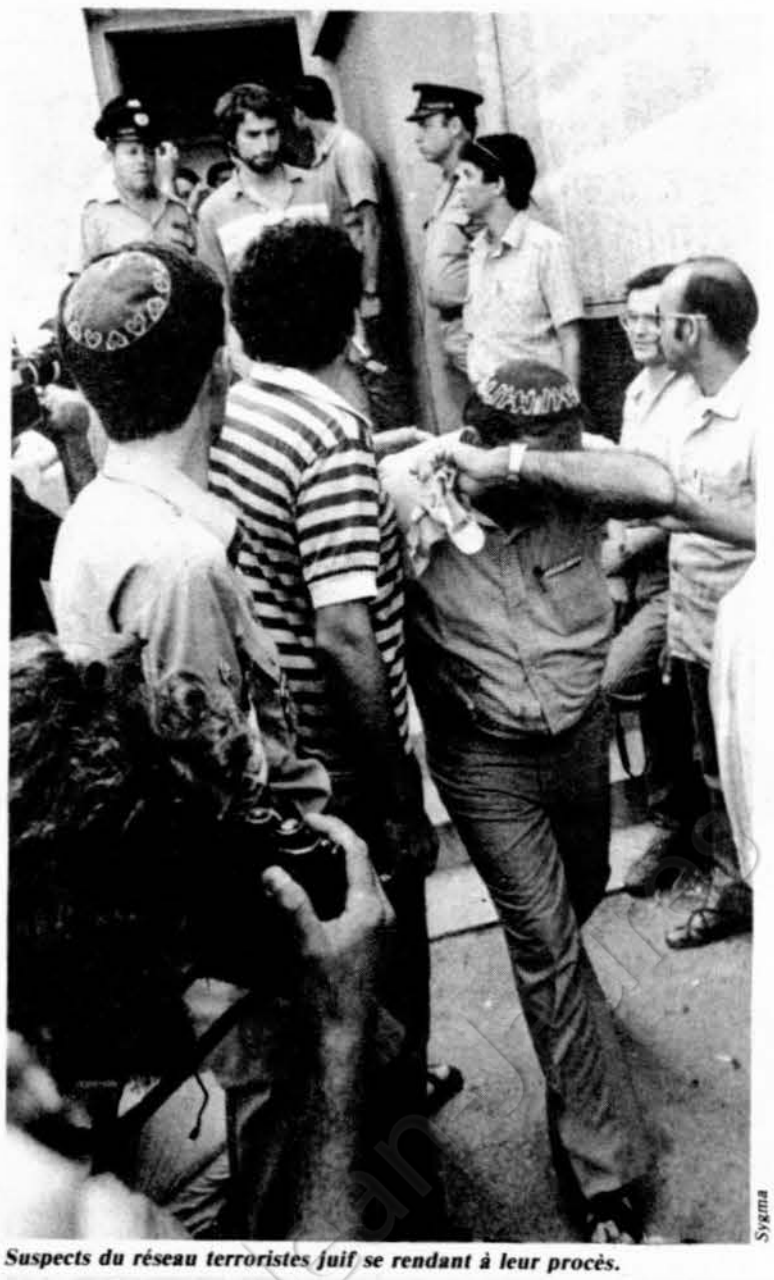
Raimonda Tawil.



La mosquée d'Omar, menacée par les terroristes et le Mur.

Notre rencontre, à cet égard, en Cisjordanie, avec ses représentants aussi modérés que prestigieux que sont l'écrivain Raymonda Tawil et M. Freij, maire de Bethléem, a été remarquablement révélatrice des nouvelles et prometteuses éventualités de coexistence, autant que des limites à respecter, si l'on veut y aboutir.

Rien de plus clair et de plus émouvant que l'accueil et les propos fraternels de Raymonda Tawil dont la villa de Ramallah, véritable ruche, domine un paysage enchanteur de collines aux douceurs bibliques. Interlocutrice valable s'il en est que l'auteur du déchirant « Mon pays, ma prison », cette inlassable mais réaliste combattante des droits palestiniens n'a jamais voulu pour autant oublier ceux, légitimes, du peuple juif. Après avoir œuvré pendant des années contre une censure renforcée pour obtenir enfin le droit pour son agence de presse d'éditer (pour Jérusalem seulement) un magazine arabe « Elawdah » (le retour) et un bulletin (revue de presse arabe) en anglais, elle a écrit parallèlement une pièce à contrastes sur Golda Meïr — qui niait l'existence d'un peuple palestinien — et elle-même.



Sygma

Suspects du réseau terroristes juif se rendant à leur procès.

Montée par Ruth Hazan, fille du secrétaire général du Mapam, elle est jouée avec succès depuis un an et demi en Israël. L'auteur y expose la voie médiane qu'elle a choisie entre terrorisme et résistance et fait comprendre l'éclatement inévitable de la violence dans l'absence du dialogue de paix. Passée cinq fois à la télévision, objet de ses conférences nombreuses dans les kibboutzim, elle a prouvé que « le peuple israélien a changé : qu'il nous écoute davantage ».

Ses positions ? Elles rejoignent aujourd'hui l'immense majorité des sentiments des Palestiniens occupés (90 % dit-elle, syndicats et universités compris). D'accord pour deux Etats distincts. Israélien et Palestinien, éventuellement confédérés avec la Jordanie ; d'accord donc pour réviser la Charte palestinienne, mais, question clé : « où s'arrête géographiquement Israël » ? D'où sa proposition de retrait des troupes israéliennes en échange de l'auto-détermination palestinienne et son non à « l'autonomie » fallacieuse, selon elle, qui a vécu ; bref, application négociée de la résolution 242 de l'Onu.

Positions à peu près semblables pour Freij, le modéré qui insiste davantage sur les liens confédérés nécessaires avec la Jordanie mais « pas de solution qui ne passe par la liberté du peuple palestinien », affirme-t-il, en nous montrant avec regret une carte officielle israélienne annonçant l'annexion de 70 % de la Cisjordanie !

Le « sale travail » des anti-Arafat

Autant dire que l'une et l'autre, qui appuient ouvertement la tendance Arafat, et rappellent ses dernières déclarations publiques proposant des négociations entre officiels israéliens et palestiniens, ne sont pas en faveur du compromis territorial proposé par Pères à Husseïn, lequel n'y adhère pas plus malgré sa préférence avouée pour un succès du Parti travailliste.

Et Raymonda Tawil de récuser en outre « le sale travail » mené aujourd'hui par le F.p.l.p. et le F.d.l.p. et de souligner la nécessité pour Israël de laisser les quelques cent-cinquante délégués palestiniens des territoires occupés aller participer à l'étranger, pour y changer la majorité, au prochain et peut-être décisif Conseil national palestinien : parlement palestinien souverain. Bref, on a l'impression que ces propositions dépassent par leur modération celles d'une certaine extrême gauche israélienne, du Rakah (P.c.) à la liste progressiste pour la paix de Matti Peled et Youri Avneri, supporters apparemment inconditionnels d'une O.l.p. pourtant divisée.

Dans l'affrontement ultra-électoraliste et politicien que se livrent le Likoud et les travaillistes (les deux mastodontes parmi les vingt-sept listes en présence), le premier se garde bien d'évoquer le bourbier libanais et la banqueroute du shekel.

Faisant allusion au premier, l'écrivain Chamosh, qui vit dans un kibboutz frontalier de la Galilée Nord, n'avait pas de termes assez durs pour décrire le désastre de l'aventure sharonienne qui n'a « non seulement rien réglé au plan de notre sécurité : les katiouchas continuent de tomber, seulement un peu moins souvent, et il faut toujours mettre les enfants dans les abris, mais nous nous sommes fait de nouveaux ennemis avec nos voisins permanents, les chiites, aussi dangereux, sinon plus aujourd'hui, après nos destructions, que les Palestiniens ».



A Kiryat Arbat implantation du Gousch Emonim.

On comprend que le Likoud préfère se poser en super-patriote, représentant du camp national, seul capable de conserver les territoires occupés contre ces bradeurs du Parti travailliste qu'il montre sur ses affiches comme soutenus par Arafat.

Quant à la propagande des travaillistes, au moment où, tenant compte de la faiblesse accrue de l'O.l.p. Péres recule l'échéance promise de l'évacuation du Liban et met l'accent sur les chances de son compromis territorial en Cisjordanie, en conçoit que beaucoup d'Israéliens ne voient dans sa victoire éventuelle qu'un moindre mal ; voire, pour d'autres, la perpétuation sous une autre forme de la politique antérieure. C'est le cas pour, notamment, la liste progressiste pour la Paix de Matti Peled composée à égalité d'Arabes et d'Israéliens (et qui a bénéficé, après son interdiction, de l'autorisation par la Cour suprême, l'ultime recours de la démocratie, de participer aux élections) ou du Rakah dont l'audience est essentiellement arabe.

Mais, outre que les jeux ne sont pas faits et qu'il faut

s'attendre à un renforcement de l'extrême droite — des partisans enragés de Sharon, qui joue l'homme providentiel auquel on aurait recours ultérieurement en cas de succès travaillistes, au Tehya fascisant à la droite du Likoud — un homme aussi pondéré qu'Arié Yaari (du Mapam et de la revue de gauche « New outlook »), qui dirige le Centre international de la paix, met en garde contre un succès trop faible de la coalition formée par les travaillistes. « Le ver est dans le fruit », dit-il du Parti travailliste où, malgré les positions « colombes » courageuses d'une minorité de gauche incarnée par le député Yossi Sarid, convaincu de la nécessité d'un accord israélo-palestinien, la majorité est de centre droit et susceptible d'arrangements, sans issue positive, au cas probable où le plan de paix avec Hussein, « suicidaire » selon lui pour ce dernier, ne fonctionnerait pas. Il préfère visiblement placer ses espoirs dans la vigilance des forces saines de la paix, principalement le très puissant mouvement « Paix maintenant » qui a encore mobilisé récemment 50 000 personnes à Tel Aviv et lutte à la fois pour le retrait du Liban et pour une reconnaissance mutuelle des droits nationaux israélo-palestiniens. L'apport à la coalition travailliste de la liste de l'ex-likoudien repenti, le bouillant général Ezer Weizmann, qui va plus loin que le Parti travailliste dans la clarification pacifique des rapports avec les Arabes, lui semble important.

Ariel Sharon, homme providentiel ?

Il est clair que si l'on veut que se déploient ces forces saines — refuges des valeurs pionnières originelles d'Israël — comme dans l'économie, les kibboutzim dont la santé est restée florissante et la créativité d'une industrie à la technologie de pointe très exportatrice — conditions parmi d'autres du redressement économique, il faut en prendre les moyens. Et, dans l'ordre de la démocratie quelque peu menacée, veiller à l'activité féconde des nombreuses associations pour les droits de l'homme dans un pays encore soumis à l'arbitraire des « lois d'urgence » du temps du mandat britannique. De sorte que toute avancée politique ne peut passer que par la défaite du Likoud.

Si les sondages qui continuent de donner une avance de plus de dix sièges au Parti travailliste sur le Likoud, se maintiennent, le premier devrait aisément l'emporter. Mais il reste l'inconnu de ces 30 % d'indécis venant essentiellement du Likoud et que d'inévitables mesures d'austérité travailliste peuvent effrayer.

Beaucoup d'électeurs ne voteront-ils pas, dès lors, plutôt contre le Likoud que pour les travaillistes ? Le problème de fond est de savoir si ce pays, qui ne tient désormais que grâce à l'aide (intéressée) de Washington, est prêt à s'inféoder complètement à lui ou à recourir aux mesures draconiennes de redressement qui supposent en premier lieu la paix avec ses voisins arabes, comme avec l'Egypte. Ce qui, dans le contexte international actuel, suppose évidemment que ceux-ci aient les mains libres pour la faire.

Mieux vaut, certes, ne pas imaginer les conséquences d'une victoire du Likoud, actuellement à la recherche de coups d'éclat psychologiques dangereux. Mais seul l'avenir dira si le Parti travailliste, aux grandes traditions, a su tirer toutes les leçons du passé. ●

PROCHE-ORIENT
En attendant novembre

Les élections israéliennes du 23 juillet ainsi que les élections américaines de novembre vont encore figer pour quelques mois la situation au Proche-Orient. Mais dès la fin de l'année un plan de paix pourrait être relancé dont le point de départ serait une conférence internationale réunissant tous les pays de la région ainsi que les Palestiniens avec la participation des deux superpuissances. Telle est l'une des principales conclusions auxquelles ont abouti au cours de leurs entretiens François Mitterrand et le roi Hussein de Jordanie et qui a été confirmée lors de la rencontre mercredi au Caire entre le président français et le président égyptien Hosni Moubarak.

En Jordanie comme en Egypte on attache, pour la première fois, une certaine importance aux élections israéliennes dans la mesure où l'on espère que l'arrivée au pouvoir des travaillistes pourrait débloquer la situation. C'est ce que vient d'ailleurs de confirmer l'ancien ministre des Affaires étrangères israélien Abba Eban — qui serait sans doute appelé à un rôle important en cas de victoire de Shimon Perès — en déclarant : « Le mot clé est négociation, ce n'est pas une procédure, c'est un principe. Nous inviterons la Jordanie à la table des négociations avec une délégation palestinienne sans stipuler sa composition et sans faire un préalable de l'accord de Camp David. »

Cette position, sensiblement plus ouverte que celle du Likoud, est en effet de nature à créer un nouveau climat. A ses interlocuteurs, François Mitterrand a affirmé que la France serait immédiatement prête à l'encourager en mettant à profit à la fois ses bonnes relations avec les pays arabes et les liens particuliers qui existent entre les socialistes français et les travaillistes israéliens. Quant à Yasser Arafat, s'il n'a pas voulu le rencontrer au cours de ce voyage, François Mitterrand a rendu hommage à ses efforts de conciliation tout en lui demandant de reconnaître clairement l'existence de l'Etat d'Israël qui, pas plus pour la France que pour les Israéliens eux-mêmes, ne saurait être négociable.

En attendant de nouveaux développements, le président de la République et le roi de Jordanie se sont trouvés d'accord sur leurs appréciations de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et sur le développement de la coopération économique et technique qui intéresse plusieurs sociétés françaises installées dans la région.

A. V.

ETATS-UNIS
Quel ticket pour Mondale ?

La convention nationale du Parti démocrate va élire dans quelques jours ses candidats à l'élection présidentielle de novembre. Pas de surprise en ce qui concerne la tête de liste. Walter Mondale a remporté les primaires et, en toute logique, c'est lui qui va se trouver face à Ronald Reagan. Après une âpre bataille qui avait mis en branle tout l'appareil démocrate américain, les délégués à la Convention du 16 juillet auront surtout à plancher sur le nom du colistier de l'ancien vice-président de Jimmy Carter. Et c'est là que les choses se compliquent. La lutte pour la deuxième place semble très ouverte et les candidats fort nombreux.

On dit, aux Etats-Unis, que le Parti démocrate traverse une crise d'identité, et que le résultat de la Convention qui aura lieu à San Francisco servira à mettre en évidence toutes ses contradictions. La question essentielle est, à cette occasion, purement électorale : quels sont les candidats les mieux placés pour accompagner Mondale et pour battre Reagan ? Les opinions divergent. Une femme pourrait, aux yeux de bon nombre de démocrates, être la vice-présidente idéale pour une situation de crise. Cela permettrait de renouveler quelque peu l'image par trop sexiste de la classe politique américaine. Tout au moins au niveau de l'exécutif puisque, au niveau fédéral, les femmes démocrates n'ont pas attendu Mondale pour jouer un rôle de premier plan.

Ainsi parmi les précandidates dont on parle beaucoup actuellement on trouve : le maire de San Francisco — Dianne Feinstein ; le gouverneur du Kentucky — Martha Lyane Collins et la représentante de New York — Géraldine Ferraro. Toutes les trois avec une expérience politique éprouvée et ayant montré des qualités exceptionnelles dans l'exercice quotidien du pouvoir local ou régional.

Dans le système politique américain, une candidature féminine pour accompagner Mondale pourrait avoir un effet salutaire et remobiliser les troupes démocrates. Les « dinosaures » de l'appareil du parti, soucieux d'efficacité électorale, rétorquent qu'une femme colistière n'apporterait rien de neuf puisque les femmes sont déjà mobilisées contre Reagan et son gouvernement. Selon leurs analyses, le vote des femmes constitue un acquis démocrate. Nul besoin donc d'en rajouter...

Ce sont les mêmes vieux routiers du Parti démocrate qui semblent aujourd'hui promouvoir une réconciliation entre Mondale et son ancien et malheureux rival des primaires, Gary Hart. Une formule Mondale-Hart pourrait, dans ce cas, mettre un terme à la division du parti et ramener au bercail les démocrates mécontents du profil trop « traditionnel » de Mondale. Hart n'a pas encore pris de décision. Il est tenté par un éloignement provisoire qui épargnerait son nom des éclaboussures inhérentes à une trop lourde défaite démocrate en novembre ; après la route s'ouvrirait pour lui vers les élections de 1988. Mais les pressions sont fortes pour amener Hart à signer un compromis — allant jusqu'à sa participation dans le « ticket » présidentiel ; Edward Kennedy lui-même s'est exprimé dans ce sens.

Mais la véritable vedette de ces dernières semaines a été, sans conteste, le révérend Jesse Jackson. Laissant ses camarades du Parti démocrate occupés à des manœuvres politiciennes et à la préparation de la Convention, le leader des Noirs démocrates a recommencé sa « politique diplomatique privée » en renouant avec la réussite de son voyage en Syrie — en janvier 1984 — où il avait obtenu la libération d'un pilote américain tombé au Liban. Cette fois-ci une tournée en Amérique centrale et dans les Caraïbes lui a valu un joli succès médiatique.

Jesse Jackson sait que la politique de Reagan dans cette région ne fait pas l'unanimité dans son pays. En rencontrant Fidel Castro, les dirigeants de la guérilla salvadorienne, les autorités sandinistes de Managua, mais aussi le président Napoleon Duarte du Salvador, le pasteur noir entendait transmettre « un message de paix » et « montrer que le dialogue est possible ».

Pour l'administration américaine, les initiatives de Jackson, sont très embarrassantes, elles montrent les limites de la volonté pacifique de Reagan. Mais ses compagnons du Parti démocrate voient aussi avec inquiétude le dynamisme diplomatique de Jesse Jackson. Sans doute après sa tournée centre-américaine il pourra entreprendre de nouvelles actions spectaculaires ; une initiative humanitaire pour obtenir la libération de Sakharov et, pourquoi pas, un voyage dans le sud du continent africain. Décidé à mettre un grand nombre d'atouts de son côté pour mieux négocier, lors de la Convention démocrate, le révérend Jackson a remis la question centre-américaine au cœur du débat politique. Reagan, mais aussi Mondale devront en tenir compte.

Politique internationale

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ



A.f.p.

Jesse Jackson à Cuba avec Fidel Castro.

ESPAGNE
« Felipe s'interroge »

La rumeur court dans les couloirs du Palais de la Moncloa — siège du gouvernement espagnol — et descend dans la ville. A Madrid tout le monde parle de la prochaine — et première — « crise ministérielle » depuis l'avènement des socialistes au pouvoir. On en parle, on en discute, mais on n'en sait pas trop... Le secret est bien gardé, si bien que si Felipe Gonzalez a, à plusieurs reprises, manifesté, par allusions, son souhait de modifier la composition de son gouvernement, seul un petit nombre de ses collaborateurs ont été consultés.

Certains observateurs font valoir l'exceptionnelle longévité de l'équipe actuelle. Depuis la mort de Franco une certaine instabilité était devenue habituelle et les crises ministérielles ne surprenaient personne.

Les socialistes par contre, avaient mis un point d'honneur à faire durer leurs ministres. Même si, au fil des mois et après les premières expériences au pouvoir, quelques ministres ne s'étaient pas montrés à la hauteur des exigences et des difficultés rencontrées par Felipe Gonzalez depuis décembre 1982.

Mais l'heure du changement au sein du gouvernement espagnol sonne et ce n'est plus qu'une question de temps. De temps politique dans la mesure où, en lançant « sotto voce » l'éventualité d'un « ajustement technique » de son cabinet, Felipe Gonzalez, a pu tester l'état de l'opinion publique et aussi, pourquoi pas, de ses propres camarades socialistes. Mais il s'agit aussi de couper court à toute une série de mésententes entre ministres socialistes qui risque de brouiller l'image publique du gouvernement au moment même ou celui-ci doit affronter le mécontentement de secteurs populaires lésés par la politique économique et industrielle.

Ainsi, et pour la première fois depuis 1982, on a pu assister à une offensive en règle du syndicat U.g.t. (proche du P.s.o.e.) qui a essayé de peser de tout son poids dans la crise ministérielle actuelle. Il est allé jusqu'à réclamer un rééquilibrage du gouvernement, conseillant une plus grande autonomie pour les ministres chargés des affaires sociales (Travail, Sécurité sociale, Santé, etc.). Et l'U.g.t. n'envisage plus, avec horreur, l'éventuelle participation d'un syndicaliste dans un prochain gouvernement socialiste post-crise !

Pour Felipe Gonzalez la réorganisation de son équipe doit lui permettre de mieux « vendre » sa politique. On raconte à Madrid que le président du gouvernement est vraiment inquiet devant l'incapacité de ses ministres face aux problèmes de communication et d'image politique. On lorgne, avec jalousie vers des équipes qui ont modelé et projeté l'image du monarque espagnol ; Juan Carlos jouit d'une cote de popularité vraiment étonnante et tous ses pas politiques lui ont permis une consolidation progressive de son pouvoir.

L'estivale quiétude politique des prochains mois va sans doute aider à calmer le jeu. Le chef du gouvernement pourra donc en toute tranquillité choisir entre la « crise » et le « remaniement technique ». « Felipe s'interroge » et plusieurs ministres ne savent pas où ils passeront leurs vacances d'été.

CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISEES FILLOD :

"LA SOLUTION SUR MESURE"

• Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.

• "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

FILLOD

PERIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél. 876.12.15 - Télex Ficomet 230.313

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente.

Audition publique chaque samedi après-dîner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly Tél. Gérard Vacher 63.33.99

ORGANISATION DE FETE

GAZ DE FRANCE

Monsieur Ange CARLI, Directeur des Services Financiers et Juridiques vient d'être nommé Directeur Général Adjoint du Gaz de France.

Il continue cependant à assurer la Direction des Services Financiers et Juridiques.

Rappelons que M. CARLI a été nommé le 28 Mai dernier, Président de la « Financière du Gaz », Etablissement financier du groupe Gaz de France.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ∅705.94.39

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 13 JUILLET

T.f.1 Bravos-festival, émission de José Artur et Clément Garbisu, 21 h 35.

En direct d'Avignon. Ou comment suivre le festival depuis votre chambre d'hôtel si l'atmosphère vous déplaît dehors.

A.2 « Machinations », feuilleton de Jean-Pierre Petrolacci et Bruno Gantillon, épisode nº 2, 20 h 35.

Cinéma de l'été : « le Garçon sauvage », de Jean Delannoy, 23 h.

L'auteur de « la Symphonie pastorale » dans un drame psychologique marseillais. Une mère prostituée retrouve son fils qu'elle a fait élever à la campagne. Avec Madeleine Robinson.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « L'Amazonie, une forêt à abattre », reportage de Bernard Mermod et Volkmar Ziegler pour le magazine « Temps présent », production SSR (Suisse), 20 h 35.

La forêt amazonienne, la plus riche et la plus vaste du monde, est menacée de disparition dans les vingt années qui nous séparent encore du XXIe siècle. Comment enrayer l'irrémédiable ?

SAMEDI 14 JUILLET

T.f.1 Théâtre : « les Hussards », de Pierre-Aristide Bréal. Mise en scène de Jacques Fabbri, 20 h 35.

En 1796, en Italie, pendant la première campagne de Bonaparte, deux hussards de l'armée française d'occupation se rendent coupables d'un grave manquement à la discipline. Vont-ils se dénoncer ou laisseront-ils la population civile subir en représailles le châtiment qui leur est réservé ? Un drame historique que Jacques Fabbri illumine d'un comique amer.

Alfred Hitchcock présente : « C'est lui ! », 22 h 20.

Une jeune femme a été sauvagement attaquée en pleine rue et désigne à son mari son prétendu agresseur... Avec Vera Miles.

DIMANCHE 15 JUILLET

T.f.1 « La Marseillaise », de Jean Renoir, 20 h 35.

Le 14 juillet 1789 magnifié par Jean Renoir, Louis Jouvet, Pierre Renoir, Carette, Gaston Modot et Lise Delamare. Hyper classique et totalement kitch.

A.2 Faits divers : « le Fils du boulanger », scénario de Jean-Louis Comolli et Gérard Chouchan ; réalisation de Gérard Chouchan, 21 h 45.

D'une accablante et atroce banalité : un boulanger à qui on vole du bois décide d'attendre ses voleurs et de tirer. La cible humaine a douze ans et est algérien. « J'ai eu peur, dira le boulanger, et j'ai tiré pour faire peur. » Carton réussi.

F.r.3 Témoins : Nathalie Sarraute, par Isabelle de Vigan, 20 h 35.

La maman du nouveau roman filmée à Chérence, dans son cadre familier.

Cinéma de minuit. Cycle Tourneur père et fils : « Nick Carter détective », de Jacques Tourneur, 22 h 30.

La compagnie aéronautique Radex Aircraft est victime de multiples fuites et son directeur, Hiram Streeta, engage le détective Nick Carter pour élucider ce mystère. Avec Walter Pidgeon.

LUNDI 16 JUILLET

T.f.1 « Opération V2 », de Boris Sagal, 20 h 35.

Espionnage militaire en pleine Seconde Guerre mondiale. Comment détruire les V2 ? Mode d'emploi assuré par David Mac Callum l'un des « Agents très spéciaux », antique feuilleton qu'Antenne 2 reprend chaque jour de cet été à 13 h 35.

A.2 Théâtre : « la Trilogie de la Villégiature », de Carlo Goldoni, mise en scène de Giorgio Strehler. Troisième et dernière partie, 20 h 35.

Opus 84, émission d'Eve Ruggieri. Spécial festival d'Aix-en-Provence, 22 h.

Tout sur « le Barbier de Séville » de Rossini mis en scène par Claudio de Simone et sur « la Finta Giardiniera » de Mozart mis en scène par Gildas Bourdet. Avec, en plus, la sublime Joan Rodgers la Papagena rêvée de « la Flûte enchantée » cuvée 1982.

MARDI 17 JUILLET

T.f.1 Les mardis de l'information : « les Exclus de la raison », reportage d'Henri Chambon et Jean-Claude Fontan, rediffusion, 20 h 35.

Le monde angoissant de l'univers psychiatrique vécu « de l'intérieur ».

« Le Pré », de Paolo et Vittorio Taviani, 22 h 10.

Le plus mauvais film des Taviani. Traumatismes sentimentalo-ruraux, renards enragés tirés comme des lapins, chômage et jeunesse suicidaire sur fond de campagne toscane. Avec Michele Placido encore séduisant et Isabella Rossellini, véritable sosie de sa mère Ingrid Bergman.

A.2 « Du rififi chez les hommes », de Jules Dassin, 20 h 35.

Avec une scène d'anthologie : la séquence du cambriolage qui dure vingt minutes sans qu'aucune parole soit prononcée. L'ancêtre du film noir à la française.

F.r.3 « The painted hills », de Harold F. Kress, 20 h 35.

Avec Lassie, la star canine du cinéma édifiant.

MERCREDI 18 JUILLET

T.f.1 Alice Transit, magazine-fiction préparé par Sylvie Blum, Françoise Dumas et Didier Deleskiewicz, 21 h 35.

Placé sous le signe du voyage, le premier numéro d'un nouveau magazine qui nous raconte des histoires ordinaires et extraordinaires.

Carlotta Ikeda, portrait réalisé par Anna Kendall (voir encadré).

A.2 « les Fils des alligators », téléfilm d'André Farwagi, 20 h 35.

Un jeune champion de tennis est entraîné dans un groupe de terroristes. Comme quoi Roland-Garros mène à tout à condition d'en sortir. Avec Victor Lanoux, Stéphane Jobert et Nelly Alard.

F.r.3 « Deux lions au soleil », de Claude Faraldo, 22 h 05.

L'homosexualité vécue du côté des usines. Paul et René, la quarantaine fatiguée, décident un beau jour de ne plus reprendre la chaîne infernale du boulot. Et se lancent dans la marginalité. Un superbe petit film à ne pas rater.

JEUDI 19 JUILLET

T.f.1 « l'Espagnol », série de Jean Prat d'après l'œuvre de Bernard Clavel. Première partie, 21 h 35.

Chronique d'un exil : deux républicains espagnols libérés des camps au printemps trente-neuf arrivent dans un petit village du Jura français et se font embaucher comme ouvriers agricoles. On peut aimer le côté campagnard et engagé de ce roman mais Clavel fait plus dans l'écologie que dans l'analyse historique. Pour les branchés des verts pâturages.

A.2 Télévisions du monde, soirée de la ZDF allemande : « Meurtre à bon compte », de Ralf Gregan d'après Oscar Wilde, 20 h 35.

Une satire de la moralité aristocratique et bourgeoise.

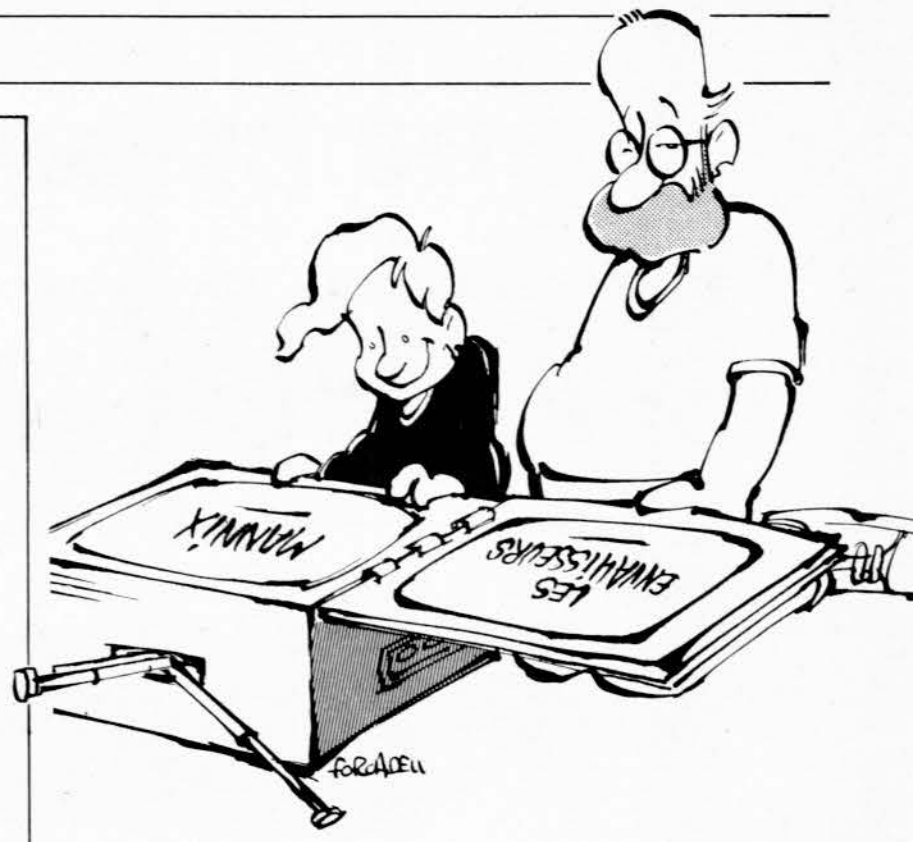
F.r.3 « les Insomnies de Monsieur Plude », téléfilm de Florence Kneler et Jean Dasque, 20 h 35.

On remet une cloche au clocher du village, muet depuis plus de dix ans, et tout le monde est content. Tout le monde sauf monsieur Plude, qui est réveillé toutes les heures par le nouveau tintamarre de l'église. Avec Jacques Dufilho, Hélène Vallier et Dominique Frot.

L'émission de la semaine : Carlotta Ikeda, portrait d'Anna Kendall, T.f.1, mercredi 18 juillet, 22 h 35.

L'étrange Carlotta Ikeda est japonaise, danseuse et fondatrice de la première troupe féminine de Butô, une danse antichorégraphique née après le cataclysme d'Hiroshima. Corps blancs, regards absents, gestuelle inquiétante et viscérale : le Butô — littéralement « danse des ténèbres » — se raconte difficilement tant sa force réside dans le choix d'images d'une sulfureuse beauté. Carlotta Ikeda présente ici les ultimes répétitions de son dernier spectacle, « Utt », réflexion corporelle sur l'effort et la douleur, qu'elle présentera au festival d'Avignon. A ne pas rater même si vous n'entravez rien à la danse : le Butô est aussi éloigné du « Lac des cygnes » que la crevette grise de la baleine.





LE TEMPS DES REPRISES

Grâce à la télévision de l'été la nostalgie va pouvoir fonctionner à plein tube cathodique...

PAR FABIAN GASTELLIER

AGREABLE campagne, ça, la télé de l'été. Elle nous joue le plus souvent le temps des reprises et nous efface nos rides l'espace d'une rediffusion. Les anciens ont-ils toujours raison ? Ce serait aller un peu vite en besogne que de prêcher pareil adage, mais il n'empêche que les feuilletons et séries d'hier avaient une autre allure que les « Kennedy », « Dallas », « Golda » et autres « Dynasty » d'aujourd'hui.

Une nostalgie facilement vérifiable puisqu'Antenne 2 nous offre un feu d'artifice de ces gloires d'antan. E.T. vous avait semblé un produit nouveau, le prototype de l'avancée technologique de l'esprit ? Eh bien redécouvrez donc « les Envahisseurs », l'ancêtre télévisé de la science fiction qui utilisait déjà le petit doigt comme arme secrète (tous les jours du 2 au 13 juillet à 13 h 55). Frissonnez avec « Mannix » (tous les jours du 27 août au 7 septembre à 13 h 35). Chevauchez chaque dimanche du 1er juillet au 6 septembre à 14 h 15 avec « les Mystères de l'Ouest », premier feuilleton cuir. (Au prix de votre redevance divisée par 365 jours, il faudrait être fou pour dépenser plus !). Espionnez avec « les Agents très spéciaux » (tous les jours du 16 au 27 juillet à 13 h 35) le brun Napoléon Solo et le blondissime Ilya Kuryakin, il y en a pour tous les goûts...

Le goût du kitsch

Vous savez quoi ? Ces feuilletons-là avaient de l'humour. Ne se prenaient pas au sérieux. Ne prétendaient nullement faire œuvre de sociologie. Du divertissement, voilà. Une chose que notre époque ne connaît plus. Le goût du kitsch, du « too much », ça fait du bien parfois. Alors le série au grand complet des ineffables « Angélique » de Bernard Borderie avec l'inénarrable Michèle Mercier à la chevelure d'ombre et à l'œil de velours, pourquoi pas ? Puisque F.r.3 les rediffuse dès le 13 juillet et ce jusqu'à septembre. Et si ça ne vous suffit pas, vous pouvez toujours rester branché sur la troisième chaîne et vous payer le pompon du cinéma faussement ringard et tout à fait hilarant avec « Marie-Chantal contre docteur Kha » de Claude Chabrol. Radical.

On s'amusait bien à l'époque des grands spectacles ! A l'époque des fastes que pouvaient déployer « les Contrebandiers du Moonfleet » de Fritz Lang que F.r.3 rediffuse, justement, le 28 août dans le cadre de « la dernière séance ». Blague dans le coin un authentique chef-d'œuvre. A l'époque de Marlène D. dont T.f.1 nous offre un portrait-récital le 12 juillet à 23 h 30, juste avant la retransmission des Olympiades américaines.

Pluie d'opéras luxueux

D'accord, on n'est pas toujours là pour rigoler et la création, la culture ont aussi leur part de gâteau sur le petit écran. D'ailleurs, cet été, vous pourrez aussi être historique avec « Mazarin » (chaque vendredi sur F.r.3, du 20 juillet au 24 août à 21 h 35). Lyrique avec la pluie d'opéras luxueux prévue sur T.f.1 (« Carmen » de Bizet avec le divin José Carreras le 28 juillet, « Faust » de Gounod avec Alfredo Kraus le 21 août, « Moïse » de Rossini avec Samuel Ramey le 28 août et « Peter Grimes » de Britten avec Jon Vickers le 4 septembre). Intello avec un portrait en deux parties de l'académicien Fernarnd Braudel (T.f.1 les 15 et 22 août à 21 h 35).

Tiers mondiste avec « le Troupeau » de Yilmaz Güney et « Alexandrie pourquoi » de Youssef Chahine (T.f.1 les 31 juillet et 14 août à 22 h). Et, finalement, avant-gardiste avec « l'Invitation au voyage » de Peter dal Monte. De quoi combler tous les désirs. Il y en a bien qui bronzeront idiot alors acceptez donc de rester pâle en prenant votre pied télévisuel. ●

Georges Blanc : "La cuisine m'est venue en cuisinant"

Petit-fils de la "meilleure cuisinière du monde", Georges Blanc a repris le flambeau de ses "mères" en créant à Vonnas (Ain) un havre de savoir bien vivre. Avec un credo : "La bonne cuisine ne doit pas être réservée à une élite"



PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS

C'EST Alain Chapel, le « maître » de Mionnay, le Mozart de la cuisine, le Picasso du « piano » (1), le chef le plus poète de France, qui, le premier, m'a parlé de la table de Georges Blanc. « Une des plus prometteuses », m'a-t-il dit. C'était en 1978. D'autres auraient été jaloux de l'arrivée d'un nouveau venu dans le concert des grands cuisiniers de l'Hexagone. Chapel, lui, faisait de la publicité à un jeune concurrent. Et un concurrent proche ! Il y a à peine un quart d'heure de route entre le « sanctuaire » de Mionnay et le restaurant « la Mère Blanc », à Vonnas, où Georges Blanc a succédé à ses parents, qui succédaient eux-mêmes à ses grands-parents, qui avaient succédé à ses arrière-grands-parents...

On ne fait pas la sourde oreille à un « tuyau » d'Alain Chapel : j'ai couru à Vonnas, à un jet de pierre de Mâcon. Et puis j'y ai emmené l'ami René Fallet, plus habitué au simplisme de la soupe aux choux bourbonnaise qu'aux subtilités du gâteau de foies blonds de poularde de Bresse. Ce jour-là, Fallet a pris une sacrée leçon de gastronomie. Au point de passer aux aveux directement sur le livre d'or de Georges Blanc : « J'ai très bien connu William Saurin dans un snack-bar des Rocheuses ; j'ai fermé les yeux de John Saupiquet, victime d'une hernie stomacale ; je me suis battu en Irlande avec Mac Donald qui revenait d'Ecosse et l'ai mis K.o. avec un de mes hamburgers-chantilly. Au crépuscule de ma vie, je panse mes plaies auprès de Georges Blanc. Ça va mieux. Je mourrai en douceur et réconcilié avec Dieu. »

C'est vrai que Vonnas est un lieu de calme et de douceur. Superbe, mais sans tapage. Tout en fleurs et en ruisseaux. Comme sorti d'un tableau du douanier Rousseau. C'est vrai que ce décor convient bien à la discrétion de Georges Blanc. Il n'est pas l'homme du tape-à-l'œil. Contrairement à d'autres chefs célèbres, il ne s'est pas élevé un automonument autour de sa cuisine. Il s'est contenté de laisser grandir naturellement le « café-restaurant » familial, de le laisser s'allonger paresseusement le long de la rivière. Harmonieusement surtout.

Harmonie : tout Georges Blanc est dans ce mot. Harmonie de l'eau et de la verdure, pour le décor. Harmonie du bois et de la pierre, pour les salles du restaurant. Harmonie de la tradition et de l'invention, pour sa cuisine. Déjà, au début des années trente, « la Mère Blanc » était réputée. Déjà, la maison avait ses deux étoiles au guide Michelin. Déjà, Elisa Blanc, la grand-mère de Georges Blanc, était saluée par Curnonsky comme étant « la meilleure cuisinière du monde ». Déjà, on venait à Vonnas du monde entier, pour savourer les cuisses de grenouille sautées aux fines herbes, le poulet à la crème et les crêpes Vonassiennes. Déjà, la qualité était là, à laquelle Georges Blanc est venu ajouter sa fantaisie et sa liberté.

Depuis trois générations, ce restaurant était habité par le talent des « mères » Blanc successives. Depuis 1968, depuis l'installation de Georges Blanc à Vonnas, il est bousculé par l'inspiration. Que dirait Elisa Blanc devant la cuisine de son petit-fils ? Devant son tartare de saumon frais en pannequet de saumon fumé ? Devant sa paupiette de poularde de Bresse ? Devant son bar de ligne à la marinière ? Devant ses coquetiers Frédéric ? Il y a fort à parier qu'elle y reconnaîtrait une certaine pérennité, une certaine fidélité : Georges Blanc ne s'est jamais compromis, ni perdu dans les méandres de la nouvelle cuisine, il a marché dès le début sur les traces de la grande cuisine.

Elisa Blanc avait deux étoiles au Michelin. Georges Blanc en a trois et quatre toques au Gault et Millau. Ce qui est assez exceptionnel. En plus, Georges Blanc parle lucidement de son métier. Ce qui, dans ce milieu, est encore plus exceptionnel.

« L'UNITE » : Qu'est-ce qu'un cuisinier ? Un artisan ? Un artiste ? Un chef d'entreprise ?

GEORGES BLANC : Le métier de cuisinier comporte plusieurs facettes. Il y a plusieurs façons d'être cuisinier. D'un côté, il y a les cuisiniers qui font partie d'une équipe, d'une brigade et qui dépendent d'un chef. D'un autre côté, il y a les chefs. Aujourd'hui, les grands restaurateurs sont la plupart du temps les chefs eux-mêmes ; ce qui les oblige à être aussi des chefs d'entreprise.

Chez tous les cuisiniers, il y a le côté artisan : cette façon de continuer à travailler avec ses mains et sa tête, sans rien mécaniser, sans rien automatiser. Chez le chef il y a le côté artiste : du chef dépend la création de nouveaux plats, le renouvellement permanent de la carte.

Moi, je me comparerais plutôt à un compositeur-chef d'orchestre : je m'occupe de la création pure et, ensuite, je surveille l'exécution. Bien sûr, chacun apporte sa note : le saucier, le poissonnier, « l'entremetier », etc. Mais, c'est à moi de veiller à ce que chacun joue bien sa partition. Sinon, la symphonie est un fiasco !

— Et quand le chef d'orchestre n'est pas là ? On connaît quelques cas où le cuisinier n'est pas souvent à son « piano » (2)...

— Je crois qu'on a largement exagéré le phénomène. Bien sûr, certains ne peuvent pas faire un voyage à l'étranger sans publier un communiqué de presse. Mais, tous les cuisiniers ne se comportent pas ainsi. Personnellement, je ne fais qu'une ou deux opérations par an à l'étranger : au mois de janvier, pendant mes vacances, et éventuellement au mois de novembre, en période calme.

Sur le principe, je ne refuse pas d'aller représenter la cuisine française à l'étranger. Le travail qu'a fait Paul Bocuse dans ce domaine a bénéficié à tous les autres cuisiniers : il a fait parler d'eux dans le monde entier. Mais un seul Bocuse suffit !

— Bocuse a bien réussi son coup : tous les médias parlent désormais de cuisine. Mais, s'agit-il bien encore de grande cuisine ou d'art culinaire ? N'a-t-il pas plutôt ouvert la porte à toutes les mégalomanies et à toutes les opérations mercantiles ?

— S'il y a parfois des dérapages, je crois qu'il s'agit plus, chez certains, d'un goût de la notoriété que d'une quête systématique du profit. Grâce à Bocuse, les cuisiniers sont sortis de leurs cuisines ; d'aucuns ont pensé que, comme les grands couturiers, ils allaient conquérir le monde. Libre à eux...



Pour ma part, faire fortune ne m'intéresse guère. Ce n'est pas le genre de réussite qui me fascine. Ce qui m'importe, et là est ma vraie satisfaction, c'est d'être au nombre des meilleurs professionnels et de m'y maintenir.

— Avez-vous choisi d'être cuisinier ? Le seriez-vous devenu si vous n'aviez pas été arrière-petit-fils, petit-fils et fils de cuisinières ?

— Pour être franc, mes parents m'ont un peu poussé dans cette voie. Je rêvais de voyages et d'aventures. Ils m'ont mis au lycée hôtelier de Thonon. Ensuite, ça a été l'engrenage « raisonnable », jusqu'au moment où j'ai succédé à mes parents.

En fait, l'enthousiasme et la passion pour ce métier ne me sont vraiment venus que quand j'ai eu moi-même la maison en main. Là, soudain, j'ai eu envie de changer les choses, de dépasser la traditionnelle et répétitive cuisine de la Bresse. Et ma passion naissante a été exacerbée par les médias qui ont mis mon travail en concurrence avec celui de mes confrères. On dit que l'appétit vient en mangeant. Je dirai que la cuisine m'est venue en cuisinant.

— L'héritage n'était pas trop lourd ? Ce n'est peut-être pas facile d'être le petit-fils de « la meilleure cuisinière du monde » ?

UNE RECETTE D'ÉTÉ DE GEORGES BLANC

Salade de langoustines au safran et aux champignons

Ingrédients pour 4 personnes : 5 grosses langoustines très fraîches par personne. 150 g de champignons sauvages (cèpes, girolles, mousserons...). 1 cuillère à soupe d'huile d'olive. 50 + 50 g de beurre. 3 cuillères à soupe de vinaigrette. 4 poignées de salades de saison mélangées (trévise, chicorée, mâche, mesclun, etc.). Safran. Sel et poivre du moulin. Pluches de cerfeuil. 40 g de truffes taillées en julienne (facultatif).

Préparer les salades avec soin, en veillant à mélanger salades tendres et salades plus craquantes. Bien laver et essorer complètement avec ménagement dans un linge éponge si nécessaire. Réserver dans un saladier.

Laver les langoustines, puis retirer les queues de leur carapace, après avoir éliminé le coffre. Il suffit de rompre la chaîne des anneaux pour pouvoir dégager la queue : la langoustine est des rares crustacés que l'on peut décortiquer crus. Les réserver.

Préparer et laver les champignons, les cuire environ 10 mn dans un peu d'eau salée, après les avoir débités en morceaux s'il s'agit de gros champignons (cèpes, girolles...). Vérifier la cuisson au toucher. Egoutter et réserver.

Au moment de servir les salades, mettre à chauffer, dans une grande poêle sur feu vif, un peu de beurre et un peu d'huile d'olive pour faire revenir les queues de langoustine. Assaisonner avec sel et poivre, en les retournant au moyen d'une fourchette à rôti. La cuisson étant courte, 1 à 2 mn, la conduire très rapidement au début, il ne doit pas y avoir de coloration ni de cuisson excessive.

Dès que les langoustines sont presque cuites, elles ont perdu leur aspect un peu translucide ajouter quelques prises de safran, mais pas trop. On obtient une belle coloration or. Retirer du feu et lier avec quelques parcelles de beurre si nécessaire.

Dans une autre poêle, on aura fait sauter simultanément les champignons.

Pour le dressage, tourner vivement les salades vertes mélangées dans le saladier et les déposer en forme de dôme au centre de larges assiettes plates individuelles. Disposer autour les queues de langoustines en alternant avec les champignons. Napper les langoustines avec leur jus monté au beurre et safrané. Ajouter les truffes en julienne et parsemer la salade avec les pluches de cerfeuil. Servir aussitôt.

Le conseil de Georges Blanc : si les langoustines sont réellement grosses, les fendre en deux dans le sens de la longueur (après cuisson seulement), elles offriront au regard une belle coupe franche et nacrée, très appétissante. On peut compléter l'harmonie de ce plat avec quelques bâtonnets de tomates bien rouges.

(Recette extraite de « Ma cuisine de saisons », de Georges Blanc, qui vient de paraître chez Robert Laffont, elle est reproduite dans « l'Unité » avec l'aimable autorisation de l'auteur.)



La grand-mère (Elisa) et l'arrière grand-mère (Virginie) de Georges Blanc au « piano ».

— Au départ, c'était un handicap qui aurait pu se transformer en enterrement de première classe, en étiquette paralysante : « Blanc cuisinier bressan ». Mais, je crois que ma fierté a joué : j'ai voulu apporter ma pierre à l'édifice familial. Ce que j'ai fait, en inventant ma propre cuisine. Je n'en suis que plus libre pour continuer à faire figurer sur ma carte les recettes héritées de mes « mères ».

— Souvent, quand il atteint la célébrité, un restaurant perd son âme en perdant sa clientèle initiale...

— Ça ne m'est pas encore arrivé, mais c'est un risque que je cours depuis que j'ai trois étoiles. Le pari, c'est de faire cohabiter l'ancienne clientèle et la nouvelle. Parce que l'ancienne a tendance à croire qu'on s'occupe désormais moins d'elle... Alors, il faut s'occuper encore plus d'elle : c'est la seule solution. La cuisine est un métier où l'on est condamné à toujours progresser, à toujours s'améliorer.

— Et pour ce faire, le cuisinier est condamné à se transformer en gestionnaire...

— Je n'étais pas préparé à cet aspect du métier. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1968, l'année où j'ai repris la maison familiale, on a fait 55 millions de centimes de chiffre d'affaires ; actuellement, le chiffre d'affaires est de 2,8 milliards de centimes. Mais, la gestion n'est pas un but. Pour moi, elle n'est qu'un moyen. Elle me permet d'être un créateur d'emplois : j'avais trois ou quatre employés en 1968, j'en ai une soixantaine aujourd'hui. Elle me permet de donner les meilleures conditions de travail et de salaires possibles à mes employés. C'est une condition absolue : seule une bonne équipe, bien motivée, peut faire une cuisine de qualité.

— Une équipe de football s'entraîne. Un orchestre répète. Et une brigade de cuisiniers ?

— On peut aussi comparer avec la mode : dès qu'une collection est sortie, on prépare la collection de la saison suivante. En cuisine, c'est pareil : dès qu'une carte est au point, on travaille pour la prochaine.

On peut même comparer avec la science : en cuisine aussi il y a la recherche fondamentale et la recherche appliquée. En recherche fondamentale, je travaille seul, en pensant aux produits, en réfléchissant à des assemblages, en imaginant des adaptations de plats anciens ou étrangers. En recherche appliquée, je travaille avec mes assistants, en essayant, en tâtonnant.

— Mais, est-ce que ce n'est pas frustrant pour un grand chef de se dire que chacune de ses trouvailles ne sera appréciée que par une élite ?

— Il y a quelques années, j'ai beaucoup fait rire certains de mes collègues en prônant une démocratisation de la grande cuisine. Et j'ai ajouté que c'est cela qui sauverait la cuisine française : en sauvant une certaine qualité et en sauvant nos maisons. Aujourd'hui, plus personne ne rit : une clientèle nouvelle est effectivement arrivée. Avant, on croyait que le savoir-bien-manger était réservé aux personnes âgées. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes s'intéressent à la cuisine, aux vins. Pourquoi faudrait-il que la grande cuisine soit réservée à une élite, à une classe sociale ou à des privilégiés ? La cuisine appartient au patrimoine culturel de la France, donc à tous les Français. Et, grâce aux médias, beaucoup de gens modestes, peu fortunés, se sont « décomplexés », ont osé franchir le seuil de nos maisons. Chaque soir, mes salles sont très « mélangées ».

— C'est évidemment un moyen très efficace de lutter contre les fast-food ! Mais ce genre de lutte est-il vraiment à la portée de toutes les bourses ?

— Je fais chaque jour un constat : face à la crise, les gens dépensent moins mais ils dépensent mieux. Quand ils font une fête, ils tiennent vraiment à la réussir ! Je crois que c'est cette démarche qui explique que nos maisons ne désemplissent pas : dans la période actuelle les gens économisent pour se faire un vrai plaisir de temps en temps. Et qu'on ne vienne pas me dire qu'un vrai plaisir de la table chez Chapel, chez Blanc, ou chez d'autres du genre est inaccessible. Pour 250 à 300 F, 400 F si on y ajoute les vins, on peut y accéder. Et on en aura pour son argent !

Qu'est-ce qui est préférable ? Mal manger au restaurant pour 150 F ou y aller une fois de moins et faire un repas de qualité pour 300 F ? Est-ce que ceux qui s'offrent pour 400 F une place à la tribune pour un match de football international se demandent si c'est trop cher ? Est-ce qu'ils font la bêtise d'aller payer dix fois moins pour une place dans un virage où ils ne verront rien ?

Est-ce que ceux qui disent que nos restaurants sont chers savent que le montant d'une addition sert à payer les produits, les frais de fonctionnement, les taxes et deux heures et demie de travail par couvert ? Il leur suffirait de faire eux-mêmes le calcul pour s'apercevoir que les tarifs horaires des employés d'un restaurant sont plus bas que ceux d'un plombier !

Ceux qui tempêtent contre la grande cuisine française devraient réfléchir : tous les pays nous l'envient ; elle constitue une excellente locomotive pour nos exportations agro-alimentaires ; c'est une activité rentable qui crée des emplois et ne fait pas appel à une importation massive de produits étrangers ; elle attire beaucoup d'étrangers en France qui payent ainsi de la T.v.a. Quel secteur économico-culturel peut en dire autant ? J'avoue que je ne comprends pas très bien pourquoi la grande cuisine est « punie » par des supertaxations...

— Et punie par certains slogans : « Un verre ça va ; trois verres, bonjour les dégâts. » Est-ce qu'on peut vraiment faire un grand repas avec un seul verre de vin ?

— Evidemment non. Il n'y a pas de grand repas sans vin. Il n'y a pas de grande cuisine sans vin. Partout où il y a du bon vin il y a de la bonne cuisine.

Depuis que j'ai développé mon potentiel hôtelier, mes clients ne s'occupent pas du slogan que vous venez de citer : ils ont des chambres à leur disposition, ils savent qu'ils n'auront pas à reprendre la route à la fin du repas...

— La « cuisine des saisons » (3) c'est autre chose que la grande cuisine ?

— Si on fait un livre, c'est qu'on s'adresse au grand public, à des profanes. Il faut donc être pratique. Proposer des recettes dans le désordre, sans tenir compte des saisons, c'est tromper le profane : il va vouloir réaliser telle ou telle recette sans s'être demandé si les produits nécessaires sont disponibles. Avec mon livre les choses sont claires : en hiver on ne pourra pas réaliser telle ou telle recette d'été parce qu'on ne trouvera pas les produits nécessaires. C'est là que commence la grande cuisine : quand on se refuse à utiliser autre chose que des produits frais, que des produits de saison.

— A votre avis, qu'est-ce qu'on vient chercher chez Georges Blanc : les résultats d'un savoir-faire ou le début d'un savoir-vivre, d'un savoir-bien-vivre ?

— Je redoute les gens qui viennent pour tester mon savoir-faire. Je voudrais n'accueillir que des gens qui viennent pour vivre un moment de fête. ●

(1) et (2) En cuisine, le mot « piano » désigne l'instrument de travail principal du cuisinier : le poêle.

(3) Georges Blanc vient de faire paraître ses recettes originales sous le titre « Ma cuisine des saisons » (Robert Laffont).



Cuisines de vacances

Fête des couleurs, fête des odeurs, fête des saveurs, fête des produits : Georges Blanc a raison, l'été est la saison idéale en matière de cuisine. Et pas seulement pour les professionnels. Les vacances aidant, c'est même probablement le moment où les amateurs se sentent le plus disponibles, le plus ouverts à toutes les aventures culinaires.

Les aventuriers (amateurs) de la cuisine se classent en deux catégories : celles et ceux qui collectionnent les meilleurs tables, celles et ceux qui aiment se mettre eux-mêmes au « piano ». On peut évidemment appartenir aux deux catégories... Mais, si l'on relève de la seule deuxième catégorie, on risque de manquer de points de comparaison. Il n'est peut-être pas inutile, en ce cas, de s'appuyer sur quelques guides.

La première qualité de la littérature gastronomique est de mettre l'eau à la bouche. La deuxième de placer le « pianiste amateur » au pied du mur, de lui donner envie d'essayer. Mes dernières lectures m'ont suggéré quelques expériences estivales. Si vous voulez en profitez... La cuisine n'est pas un art égoïste !

Et si j'essayais :

- *Les œufs pochés au fenouil, d'après « Les recettes de Mathilde Brunel ; cuisine médiévale pour table d'aujourd'hui » de Jeanne Bourin (Flammarion).*
- *Les concombres au vin cuit,, d'après « A table avec César ; 120 recettes romaines mises au goût du jour » de Pierre Drachline et Claude Petit-Castelli (Editions Sand).*
- *Le brouet d'anguilles aux poireaux, d'après « la Cuisine du poisson » de Fanny Lévy et Fernand Chambrette (Flammarion).*
- *Le gâteau d'aubergines et de poivrons rouges, d'après « La table d'Adrienne » (Olivier Orban).*
- *Les rillettes de lapin, d'après « Viandes et poissons » de Paul Bocuse (Flammarion) (1).*
- *Le vacherin aux fraises ou aux framboises d'après « Desserts glacés » de Lenôtre (Flammarion) (2).*

Si je retrouve mon petit coin perdu de fraises des bois, je sais ce qui s'impose : le millefeuille aux fraises des bois, d'après ma bible personnelle : « La cuisine c'est beaucoup plus que des recettes » d'Alain Chapel (Robert Laffont).

Ça va, les papilles ?

J.-P. L.

(1) et (2) Flammarion vient d'avoir une excellente initiative : sortir une collection (« Grand Chef ») à bon marché où l'on retrouve un condensé des recettes des meilleurs chefs. A côté de Bocuse et Lenôtre, Gaertner et Guillot figurent déjà dans la série.

La chronique littéraire de Claude Glayman



• Maurice Rheims : « Pour l'amour de l'art... », Gallimard.
• Viollet-Le-Duc : « l'Eclectisme raisonné », un volume cartonné plus illustrations, Denoël.
• Pierre Cabanne : « Guide des musées de France » ; Bordas, avec illustrations.
• André Trintignac et Marie-Jeanne Coloni : « Découvrir Notre-Dame de Paris », les Editions du Cerf.
• Reine-Marie Paris : « Camille Claudel », un album, Gallimard.

« VOUS êtes expert Maurice Rheims ! » C'est par ces mots que s'achève le dernier et très passionnant ouvrage d'un fort singulier amateur d'art de profession, Maurice Rheims. L'exclamation résonne longtemps une fois la dernière page tournée et on a envie de l'adresser à chaque touriste qui, les vacances aidant, s'apprête à découvrir une ville, un pays, une église, un musée, etc. Selon la tradition, la critique ne présente les beaux livres cartonnés et illustrés qu'en fin d'année, le seul moment où l'on consulte les experts. Peinture, sculpture, architecture, ne riment d'ordinaire qu'avec neige et Nouvel An. Pour une fois renversons la coutume et partons sous le soleil munis d'un maximum de renseignements : les mystères et le génie du lieu n'en seront que mieux éclairés.

Un vacancier qui se respecte est avant tout un curieux. Maurice Rheims a écrit là-dessus de belles pages où il retrace une véritable archéologie de la curiosité. Mine d'anecdotes puisées dans un savoir encyclopédique et racontées par un conteur né, son livre foisonne de personnages fantastiques et extravagants qui sacrifient beaucoup à leur passion, tel ce Tycho Braché, astronome danois ou cet Aixois Peiresc « hobereau fortuné, magistrat de sa ville, botaniste, zoologiste, ethnologue, archéologue, antiquaire, numismate, épigraphiste »...

Et que dire du duc de Choiseul qui fit contre mauvaise fortune bon cœur et tint bon ses collections jusqu'à l'extrême limite de disponibilités financières réduites à proportion de sa disgrâce auprès du roi. Selon Maurice Rheims le progrès scientifique a endigué une collectionnite aiguë et aristocratique que le recul de l'intervention de la main de l'homme dans la fabrication des objets a encore accru sans toutefois la faire disparaître.

Nous en savons quelque chose, nous les amateurs de puces et de brocanteurs ! Faut-il alors déclarer comme Viollet-Le-Duc que : « Le retour vers le passé est toujours un signe de détresse, une ressource extrême qu'emploient les intelligences lorsqu'elles désespèrent du présent. » Maurice Rheims ne donne pas ce sentiment ni son livre qui tisse une série de neuf variations autour d'autant de thèmes tels la table ou la mort.

Saviez-vous par exemple que les chefs cuisiniers ayant perdu leurs princes au moment de la Révolution française, pour ne pas rester désœuvrés, ouvrirent des restaurants ; saviez-vous qu'il existe des rapports entre la sculpture des gisants dans les monuments funéraires et les tibias surréalistes peints par des artistes comme Salvador Dali ou Yves Tanguy, etc. Rien n'échappe à la perspicacité de l'expert Maurice Rheims qui brosse devant nous l'éternité de la petite histoire avec un brio consommé !

Viollet-Le-Duc appartient à la grande histoire et plus précisément au XIX[e] siècle dont il partage le sérieux, le scepticisme et les interrogations. Avec Prosper Mérimée Viollet-Le-Duc a inventé la restauration du passé en une époque où le romantisme donnait du Moyen Age une vision boursouflée et approximative. Il voyait son temps comme celui des gares et des cathédrales, il auscultait la pierre comme Claude Bernard le faisait avec le corps humain. Il scrutait l'architecture qui conviendrait à son siècle et avait une nette vision de ce qu'imposait en la matière la nouvelle diversification des classes sociales. « L'éclectisme raisonné » est un recueil de lettres et de textes où l'auteur parle de l'Italie, des événements de 1848 à 1870, de la décoration, de l'enseignement des beaux arts, du style et de très nombreux bâtiments qu'il a ressuscités.

Que vous vous rendiez à Carcassonne ou à Pierrefonds, à Chartres ou à Vézelay, l'ouvrage de Viollet-Le-Duc sera utile. Tout comme il le sera pour la visite de Notre-Dame de Paris dont le guide des Editions du Cerf constitue un prolongement indispensable. C'est Viollet qui a remis le joyau en l'état et il faut désormais trois cent pages savantes pour faire le tour du propriétaire. Que d'émules de Viollet-Le-Duc chez les obscurs et passionnés qui ont redonné vie aux milliers de salles de musées nationaux, provinciaux et locaux dont Pierre Cabanne nous fournit un inventaire exhaustif (inévitablement incomplet) dans son ingénieux « Guide des musées de France ». Aussi pratique et fondé qu'un guide Michelin des beaux arts.

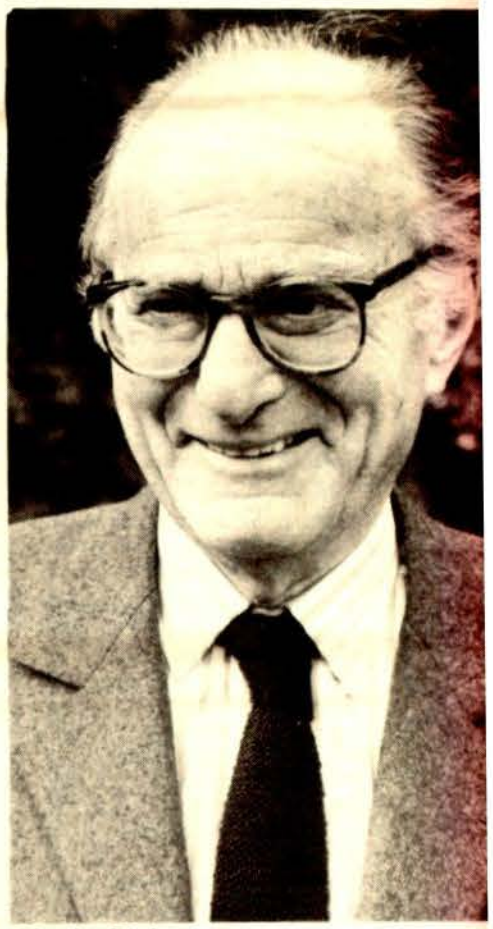
A l'occasion de sa présentation au Musée Rodin, à Paris, achevée le 26 juin et à Poitiers jusqu'au 16 septembre, l'exposition des sculptures de Camille Claudel a reposé le cas d'une étonnante artiste, sœur d'un des plus grands poètes français, maîtresse d'Auguste Rodin et de Claude Debussy, devenue folle dit-on et séquestrée trente ans durant dans un asile. En 1982 Anne Delbée publiait un premier ouvrage sur ce thème, c'est maintenant au tour de Reine-Marie de Paris, qui, appartenant à la famille Claudel, a eu accès à de précieuses archives. Ainsi pour la première fois des pièces du diagnostic médical sont rendues publiques, elles concluent à la paranoïa. Aucun doute pour le professeur François L'Hermite de la Salpêtrière qui montre bien que l'identité de Camille Claudel dans et par son œuvre était d'autant plus affirmée que le rapport à Rodin était maintenu. Rompre avec le second équivalait à détruire la première.

Il n'en demeure pas moins que dans les quelques lettres de Camille qui nous sont parvenues (la correspondance a été détruite, pourquoi ?) on lit sans cesse l'appel à la libération, la dénonciation d'une injustice où Louise Claudel (la mère) semble avoir joué un rôle déterminant ainsi d'ailleurs que Paul, le cadet et ce, en dépit ou à cause de ses dénégations et de l'amour qu'il portait à sa sœur (un critique britannique Bernard Howells analyse les traces de Camille Claudel dans l'œuvre de l'écrivain).

A la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e] siècle il n'était pas simple d'être une femme artiste, libre et disponible, comme désirait l'être Camille Claudel (et comme le fut non sans mal une Colette par exemple). Reine-Marie Paris ne cherche-t-elle pas trop systématiquement à disculper sa famille et tout particulièrement son



Camille Claudel.



Maurice Rheims.



« La Vague », de Camille Claudel.

BEAUX ARTS: DES EXPERTS POUR L'ETE

Pourquoi attendre les "fêtes" pour parler des beaux livres? En voici toute une hotte et à tous les prix pour lire à l'ombre ou en touriste curieux

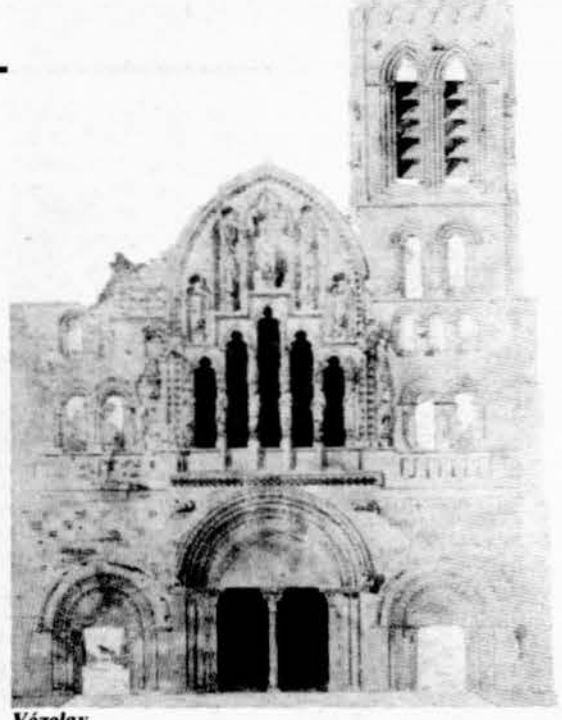
Bibliothèque Nationale de France

arrière-grand-père ?

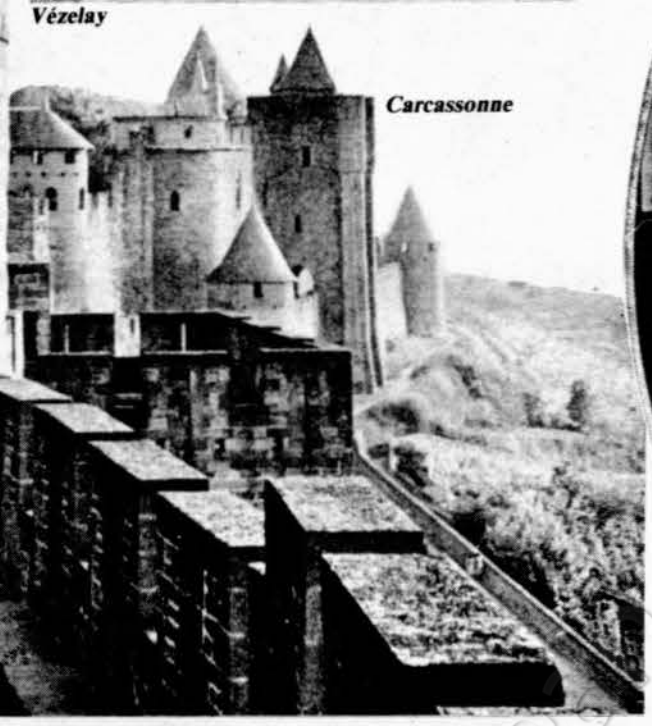
De Van Gogh à Antonin Artaud en passant par Camille Claudel et par tant d'autres il existe une lignée d'artistes maudits, sinon de « suicidés de la société », du moins de reclus. Après tout pourquoi ne pas concevoir un itinéraire qui mènerait le curieux auprès des marginaux de l'art, depuis Arles ou Auvers-sur-Oise jusqu'à Rodez (Artaud y séjourna) et Montdevergues (près d'Avignon où fut internée Camille) !

L'insolite et le voyage puisent à toutes les sources comme on le vérifie aussi dans les notes qui suivent et nous mènent de la peinture aux beaux arts jusqu'aux données sociologiques et à la photo. Tant de livres parus récemment sont des passeports indispensables à ceux qui entendent affranchir leur curiosité... toujours elle ! ●





Vézelay



Carcassonne



Viollet-Le-Duc

LISEZ AUSSI

PEINTURE

• ***« Caravage » texte d'Alfred Noir, 48 planches en couleur Editions Cercle d'Art.***

Baroque, naturaliste, violent, sensuel, inclassable lui aussi, le Caravage constitue un maillon très important et très personnel dans l'histoire de la peinture. Ne le manquez pas !

• ***Ingres, tout l'œuvre peint », nouvelle édition mise à jour, Flammarion.***

Ingres peut prêter à toutes sortes d'interprétations tant son art est riche et divers. L'académisme n'est parfois que superficiel...

• ***« Un siècle d'art moderne » l'histoire du Salon des Indépendants », Denoël.***

Ce salon a eu cent ans en 1884. Le plus marginal des salons qui a souvent parrainé les avant-gardes avec cent quadrichromies d'excellente qualité, plus une dizaine de textes d'experts.

• ***« Takis : monographies », Galilée.***

Espace, musique, infini, l'art de Takis tient à la fois de Calder, de Klein, de Tinguely. Un baladin de l'ingéniosité, un touche à tout d'avant-garde.

• ***Jeanne Champion : « Suzanne Valadon ou la recherche de la vérité », Presses de la Renaissance.***

Une première grande biographie de celle qui ne fut pas seulement la mère du discutable Utrillo, l'amante de Satie mais avant tout un grand peintre. En même temps que romancière, Jeanne Champion est également peintre.

• ***André Bay : « Adieu Lucy - le roman de Pascin », Albin Michel.***

Vie romanesque du peintre bohême Pascin et de sa passion pour Lucy Vidil. Des Années Folles au suicide, un livre à la fois tendre, passionné et rudement bien documenté.

• ***Erwin Panofsky « Idea ». Idées N.r.f.***

Le rôle de l'idée dans l'art antique et classique.

BEAUX ARTS ET CIVILISATIONS

• ***Arthaud publie les textes mis à jour mais sans les photos, de la célèbre série des « Grandes civilisations » : « l'Europe classique », par Pierre Chaunu ; « L'Islam classique » par Dominique et Jeanine Sourdel ; « l'Occident médiéval » par Jacques le Goff et « Civilisation grecque » par François Chamoux.***

DES TEXTES DE BASE.

• ***Dans un esprit voisin, Albin Michel avec « l'Art dans le monde » publie les ouvrages illustrés de reproductions et de croquis : « la Grèce archaïque », « Amérique pré-colombienne », « Mésopotamie et Asie antérieure », « Indochine ».***

• ***Encore plus simple et accessible la « grammaire des styles » chez Flammarion avec « l'Art égyptien, l'Art indien, etc. »***

Ces deux dernières séries constituent des guides maniables, utiles, de première nécessité.

SOCIETE FRANÇAISE

• ***« La France médiévale » sous la direction de Jean Favier, Fayard.***

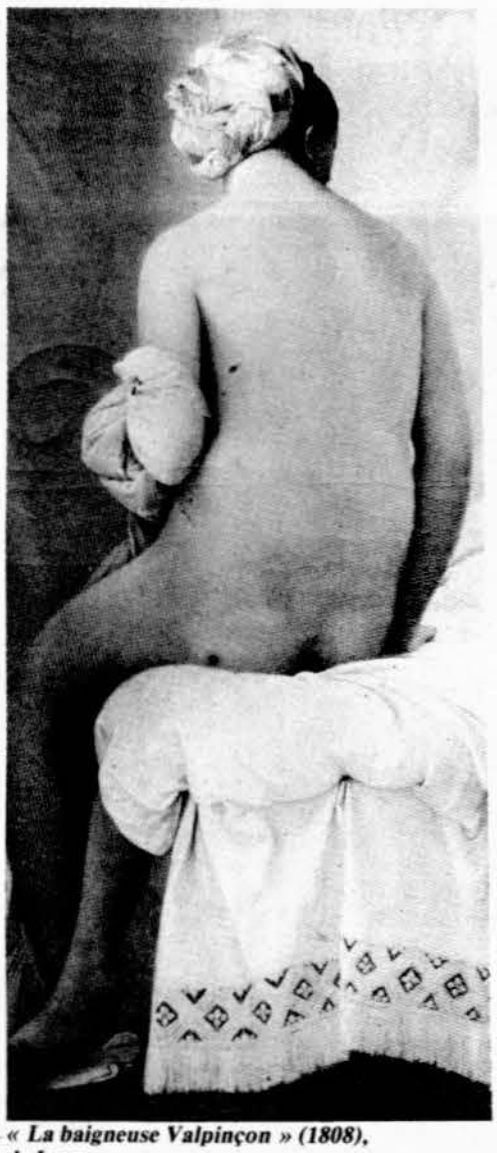
Vingt-six historiens radiographient notre Moyen Age avec, en prime, une suite d'illustrations.

• ***« Histoire des Français XIX^e^, XX^e^ siècles » par Yves Lequin, Armand Collin, trois volumes cartonnés.***

Excellente entreprise conçue de manière sociologique plus que chronologique. Soutenue par une iconographie riche et parlante. A la fois référence et évasion.

• ***« le Cœur de Paris » écrit et illustré par Albert Robida, Editions Tallandier.***

Reprise de l'édition originale de 1896 d'un grand classique. Robida fut chargé de la reconstitution du décor du Vieux Paris pour l'Exposition universelle de 1900. Le charme rétro s'ajoute à la documentation.



« La baigneuse Valpinçon » (1808), de Ingres.

• ***Charles Le Quintrec : « Lourdes », Editions Du Champ Vallon, coll. « Des villes » (on y compte un « Genève » de Pierre Gascar).***

Un poète breton chez Bernadette. Quoi de plus normal, y ajouter « le Piéton de Marseille » texte de Raymond Jean et photos de Jean-Noël De Soye — A.c.e. éditeur, la cité méridionale par ses familiers.

PHOTOS

• ***Jean Sagne : « l'Atelier du photographe 1840-1940 », Presses de la Renaissance, coll. « Histoire des hommes »***

Remarquable ouvrage historique et sociologique retraçant l'apparition des développements de la photographie, l'art du XIX^e^ siècle. Pour inaugurer les semaines d'Arles. Dans une collection inventive.

• ***Publication du centre national de la photographie.***

Les numéros quatre et cinq de « Photo-génies » sont notamment consacrés aux rapports entre la photo et le cinéma, entre la photo et la peinture. Stimulant. On y associera l'excellente petite collection « Photos-poche » avec des numéros sur les grands travaux de 1860 à 1900, sur les Etats-Unis de 1900 à 1920, sur Etienne-Jules Marey le grand photographe français du mouvement, etc.

• ***« Double page », n° 31 consacré aux « Cœurs de pierre » et 32 au « théâtre du Soleil ».***

Se feuillette comme un magazine, s'admire comme un livre d'art.

• ***Marc Garanger : « la Guerre d'Algérie : vue par un appelé du contingent », Seuil.***

Marc Garanger, l'un des meilleurs photographes actuels, possédait de très nombreuses photographies effectuées au temps de son service militaire. Un journal intime et professionnel d'une sale guerre.

DIVERS

• ***Antoine Blondin/Blachon : « Le Tour de France en 4 et 20 jours », Denoël.***

Blondin est le grand écrivain du tour devant l'éternel. Il l'a suivi vingt-huit fois pour « l'Equipe ». Voici une sélection merveilleuse soulignée par des dessins qui font songer à Dubout, un Dubout un rien sophistiqué.

• ***Pierre Balaskovic et François Moizard : « les Ballons du futur » - A.c.e. éditeur, coll. « Vivre au Troisième Millénaire ».***

Tout sur les montgolfières, les ballons, les dirigeables etc. et les paysages que survolent ces étranges machines.

• ***Bernard Marrey et Jean-Pierre Monnet : « la Grande histoire des serres et des jardins d'hiver - France 1780-1900 », Graphite.***

De l'herboriste Jean-Jacques Rousseau au jardin d'hiver de la Princesse Mathilde, de l'encyclopédie aux serres du jardin Albert-Kahn à Boulogne, tout sur un goût et un design d'époque qui triomphe lors de l'exposition universelle. Un album fort curieux, ravissant pour les yeux, stimulant pour l'esprit.

• ***« Livre des pierres », Aérolande n° 4.***

De l'imagination en folie déployée en faveur de l'architecture. Du dessin au trait, délirant sur l'avenir ou le passé.

• ***« La guerre secrète moderne » préface du Conte de Marenches, Bordas.***

Pour espionner l'espionnage rien ne vaut ce livre unique et fascinant préfacé par l'ex-grand patron du contre espionnage français. Plus fort que James Bond et le K.g.b. réunis.

• ***Sempé : « Quelques jours de congés, et quelques philosophes », deux volumes, Denoël.***

— Pour prendre congé et ne pas bronzer idiot.

CdF

- Développe la consommation de l'énergie-charbon en France.
- Rentabilise et modernise notre production nationale.
- Accélère la revitalisation des régions minières par l'industrialisation.
- Investit dans les recherches de pointe pour développer les nouvelles technologies du charbon.
- Gère et maîtrise les nouvelles activités nées du charbon.
- Exporte son savoir-faire à l'étranger et participe à la grande aventure mondiale du charbon.

CdF

DIVA

GROUPE CdF

Charbonnages de France

L'animateur de toute la chaîne charbonnière.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52325